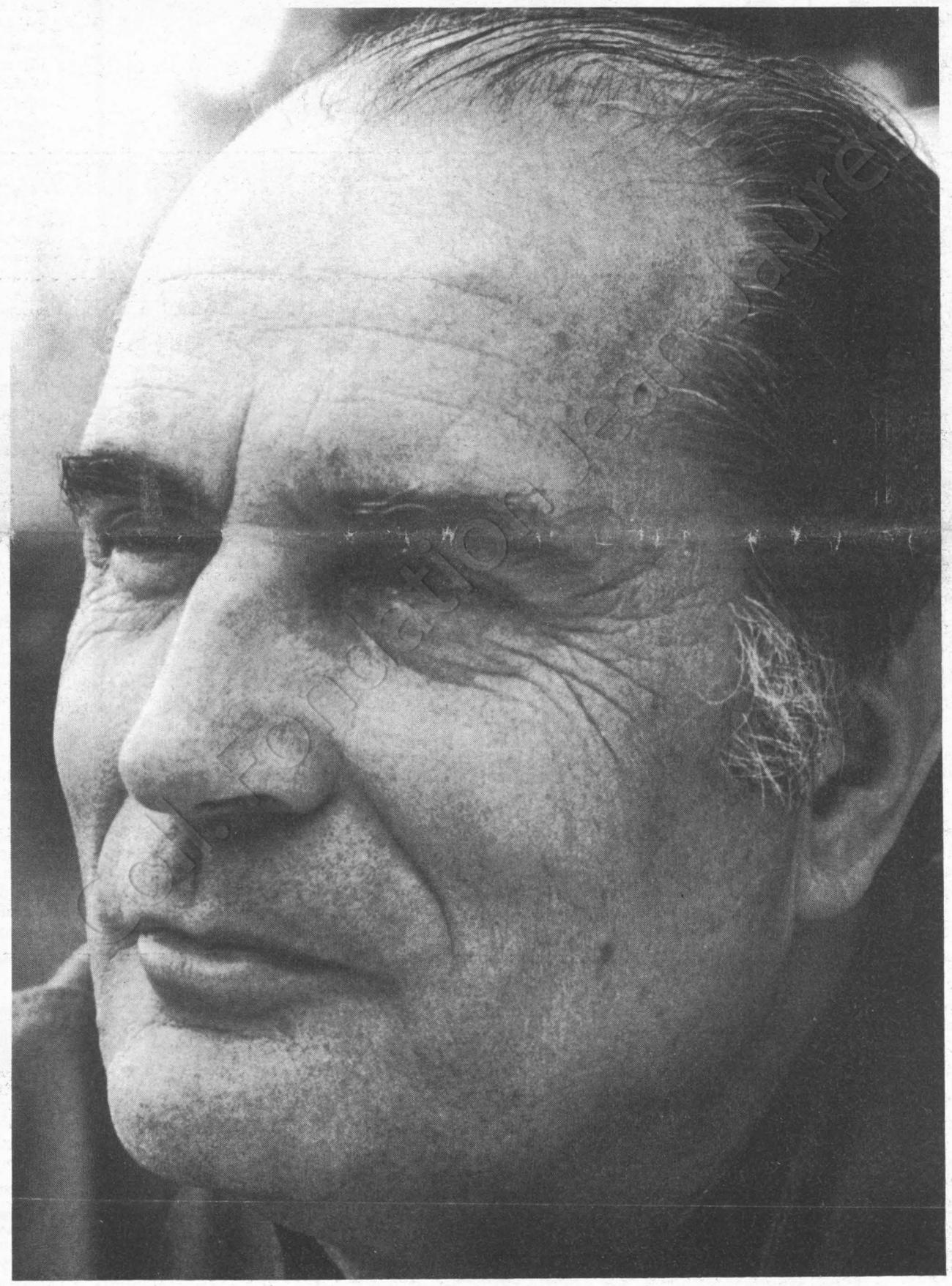
l'unité

M 2805 - N° 422 - 6 F — L'hebdomadaire du Parti socialiste — 9 mai 1981

MITTERRAND PRESIDENT

PAR CLAUDE ESTIER



SI le face à face télévisé de mardi soir a servi à quelque chose, c'est à conforter toutes celles et tous ceux qui se sont rassemblés pour le changement et qui seront dimanche soir la majorité.

L'extrême prudence des premiers commentaires écrits et parlés, contrastant étrangement avec la partialité de ceux qui avaient suivi le débat de 1974, soulignait clairement que François Mitterrand avait marqué un point essentiel en contraignant Valéry Giscard d'Estaing à demeurer sur la défensive. Il l'a été pendant toute sa campagne mais il espérait enfin en sortir en jouant sur sa maîtrise de l'instrument de télévision. Partie manquée : comme le soulignait « le Monde » de mercredi, il a dû se contenter de jouer « le rôle du challenger ».

Le candidat sortant avait beaucoup misé sur ce « duel » à propos duquel ses partisans ont montré pendant une semaine une incroyable mise en scène sur le thème d'une prétendue « dérobade » de Mitterrand. Ils n'ont fait là que commettre deux erreurs d'appréciation supplémentaires : la première en pensant que le candidat socialiste ne souhaitait s'expliquer ni sur ses alliances ni sur son programme alors qu'il désirait au contraire le faire, contradictoirement avec son adversaire, à la seule condition que l'échange soit arbitré — ce qu'il a été parfaitement par Michèle Cotta et Jean Boissonnat — par des journalistes indépendants. La seconde erreur des giscardiens a été de ne pas prendre en compte le fait que leur champion n'est plus le fringant candidat de 1974, pouvant promettre le changement sans risques, mais un homme usé par sept ans d'échecs — l'homme du passif comme l'a qualifié François Mitterrand — et donc devenu beaucoup moins crédible quand il demande aux Français de lui faire à nouveau confiance pour un second septennat.

Point d'orgue d'une longue campagne qui a permis à chaque candidat de s'expliquer et donc aux électeurs de voter en connaissance de cause, le débat de mardi soir aura montré à ceux-ci, du seul fait qu'ils étaient plus de trente millions à le suivre, que l'enjeu du vote de dimanche est bien le choix entre deux politiques. L'une est celle que Giscard d'Estaing incarne depuis plus de vingt ans, une politique au service d'une caste de privilégiés, qui a fait de la France un des pays les plus inégalitaires d'Europe, qui est cause de ce profond désordre social qu'est l'existence de 1 700 000 chômeurs — même si Giscard se refuse à les appeler chômeurs — et l'absence de toute perspective pour une grande partie de la jeunesse. On ne voit pas pourquoi et comment les propositions que le candidat sortant fait aujourd'hui en toute hâte et qui s'inscrivent dans la ligne de ce qu'il a accompli jusqu'ici pourraient créer une situation nouvelle.

Sur le seul exemple de l'emploi ces propositions ne visent qu'à répartir autrement le chômage et non à le réduire, autrement dit à déplacer le problème et non à lui apporter un commencement de solution.

C'est bien une autre politique que François Mitterrand a défendu tout au long de sa campagne : elle tend à donner enfin la parole aux travailleurs, aux millions d'hommes et de femmes exploités depuis si longtemps par les forces de l'argent, à faire que chacun puisse à la fois obtenir un emploi pour lequel il aura été formé et jouir du temps de vivre notamment grâce à la réduction de la durée du travail, à une autre politique du logement, du cadre de vie, de la culture, etc.

Les partisans de Giscard d'Estaing, à bout d'arguments, ont recours, comme le fait toujours la vieille droite lorsqu'elle est en difficulté, à celui de la peur du désordre. A les en croire, Giscard serait la France et Mitterrand l'anti-France. Mais outre que ce mépris à l'encontre de plus de la moitié des Français se retourne aujourd'hui contre ceux qui l'expriment bien imprudemment, les prises de position en faveur de François Mitterrand d'un nombre considérable d'hommes et de femmes qui ont su choisir quand il le fallait entre la défense de la France et la trahison — dirigeants de la Résistance, anciens ministres du général de Gaulle — réduisent à néant cette insupportable prétention à incarner à soi seul la nation.

Malgré tout son talent et toute son habileté, Valéry Giscard d'Estaing n'a pas réussi en deux mois de campagne à effacer le lourd bilan qu'il traîne avec lui. Il n'a pas réussi à convaincre que sur l'économie, le social, les libertés et aussi, ne l'oublions pas, la moralité politique sérieusement atteinte sous son septennat, il ferait demain ce qu'il n'a pas fait hier. Il n'a pas compris qu'il n'était plus qualifié pour conduire ce changement auquel aspirent tant de Français. Et il ne se grandit pas en se raccrochant aujourd'hui aux basques de Jacques Chirac, feignant d'oublier les cruelles appréciations portées par celui-ci sur le bilan du septennat.

Les Français ne veulent plus de ces « magouilles ». D'où ce formidable rassemblement qui s'est réalisé autour de la force tranquille que représente François Mitterrand. Rassemblement qui ne peut que se renforcer encore dans les dernières heures pour aboutir dimanche à la victoire de toutes les forces de la France. ●

FACE A FACE

"L'autre politique" en toute clarté

Deux visions du monde, deux analyses de la société, deux lignes de conduite : mardi, ce qui pour bon nombre d'électeurs n'était qu'un slogan, "l'autre politique", s'est révélé dans toute sa profondeur et sa différence

PAR GUY PERRIMOND

CERTAINS l'avaient craint. Beaucoup l'espéraient. Donnant à un débat télévisé l'importance qu'il ne peut pas avoir, Valéry Giscard d'Estaing était persuadé, semble-t-il, que cette confrontation lui permettrait d'abattre son « adversaire ». Faut-il rappeler les qualificatifs utilisés, avant, par son état-major ? Placé dans des conditions d'égalité qu'il supporte visiblement très mal, le « tueur » que l'on nous avait annoncé s'est retrouvé être ce qu'il est : le porte-parole d'une droite au bilan trop lourd, sans perspective ni projet à l'exception de celui, peu avouable tout crûment, de poursuivre ce qui depuis sept ans a été entrepris.

Cette victoire de la démocratie doit être mise à l'actif de François Mitterrand. Car la forme prise par le débat de mardi soir — qui nous a réconciliés un moment avec la télévision — ne ressemblait en rien à celui dont rêvait le président-candidat. La présence de véritables journalistes, conscients de leur responsabilité et décidés à traiter les deux candidats sur un pied d'égalité, donnait un ton nouveau à cette confrontation. Avant d'être élu, François Mitterrand, en exigeant que des règles claires soient adoptées, a donné aux Français une première bouffée d'air frais. Valéry Giscard d'Estaing n'a pas apprécié.

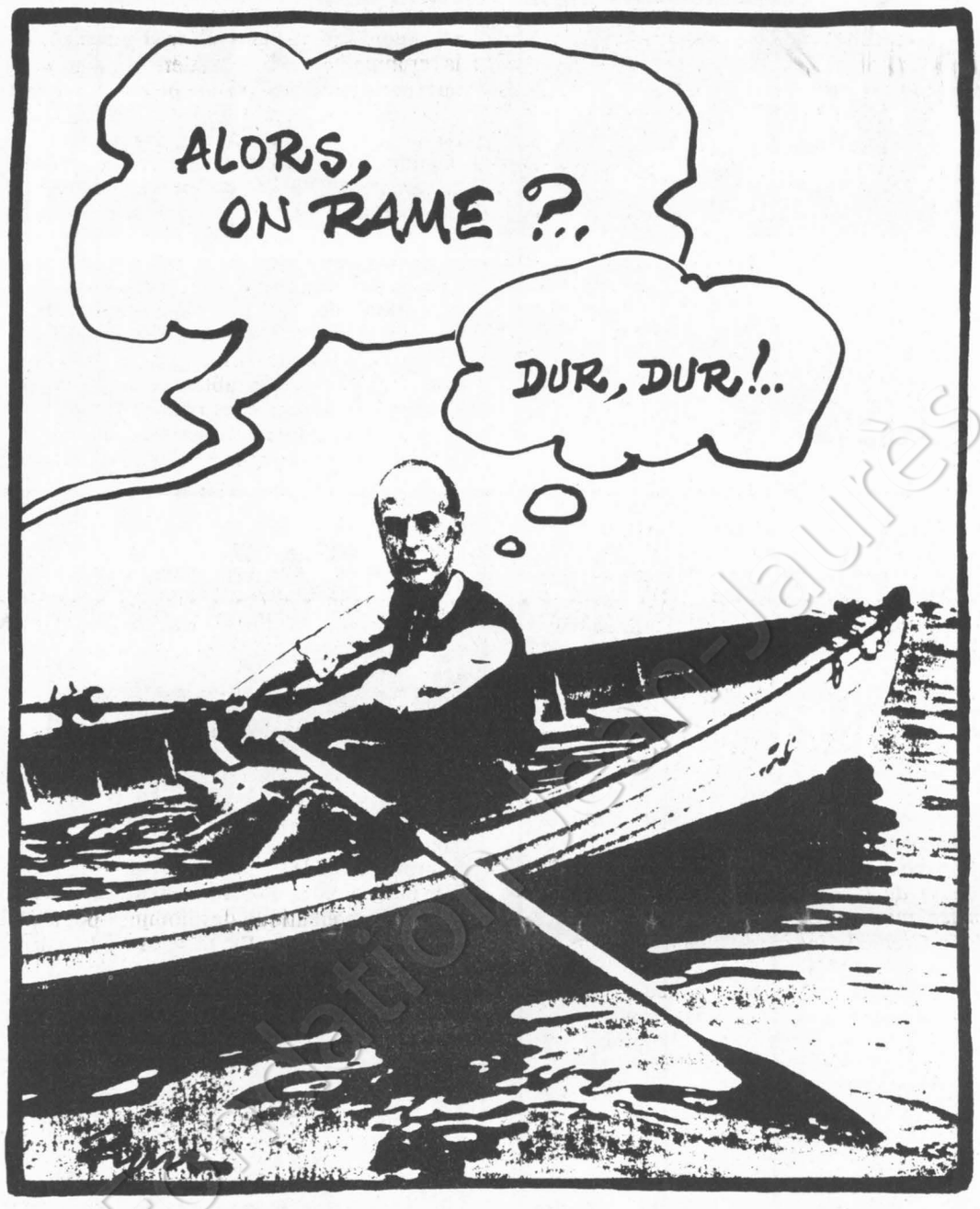
Certains l'avaient craint. Beaucoup l'espéraient. C'était croire qu'il suffit d'une phrase, aussi « petite » soit-elle pour l'emporter. C'était réduire la politique à un spectacle, la confrontation à un match. La qualité du débat de mardi a remis les choses en place : il ne fut qu'un point d'orgue. Mais quel point ! Jamais tout au long de la longue campagne n'était apparu aussi clairement que l'opposition, résumée aux deux candidats, ne portait pas sur des détails techniques, des capacités intellectuelles mais sur deux visions du monde, deux analyses de la société, deux lignes de conduite. Mardi, ce qui pour bon nombre d'électeurs n'était encore qu'un slogan, « l'autre politique », s'est révélé dans toute sa profondeur, toute sa différence.

Car, tout au long des cent vingt minutes et sur n'importe quel des sujets cette différence est apparue en toute clarté. C'est ce qui explique, en partie, quelques premiers commentaires étonnants. Souvenez-vous, avant ! Le débat devait être le « tournant de la campagne ». Mercredi matin, ceux qui durant des jours avaient tenté d'en persuader les Français étaient revenus à une vision plus jute des choses. N'ayons pas la cruauté de leur demander, de nous demander, pourquoi.

Sept caméras, deux candidats, deux journalistes et plus de trente millions de téléspectateurs. Et des explications en rafales. Mais, différence essentielle, d'un côté une pédagogie nécessaire, des explications pour convaincre, rassembler, évacuer les craintes, les doutes, les peurs que l'idéologie dominante distille. De l'autre, de la technique, quelques chiffres, un brin d'arrogance, nul besoin d'expliquer l'avenir. L'un devait dire changeons, l'autre poursuivons, l'un ouvrait une porte sur l'avenir, l'autre les fermait toutes.

Cette difficulté est devenue, pour François Mitterrand, un avantage. Qu'il s'agisse de politique intérieure, d'une nouvelle majorité, du rôle des communistes dans la Nation, des mécanismes institutionnels, des élections législatives qui auront lieu au mois de juin — et non de juillet comme « France-Soir » faisait semblant de le croire — de l'économie, chaque fois François Mitterrand parlait clair, parlait politique, allait d'hier, de l'Histoire, à demain, à l'avenir. Valéry Giscard d'Estaing, lui, évitant de parler de son « passif » — « le passé est derrière » — espérant utiliser l'épouvantail désuet de l'anticommunisme, jouant les techniciens avertis ou les professeurs condescendants, donnait parfois l'impression de s'être trompé d'émission.

Car si François Mitterrand a pu dépeindre à gros traits — le temps manquait



cruellement — ce que serait sa politique, ce que ferait la France, le président sortant, lui, est resté dans le flou. Le vrai. Pas celui qui porte sur les détails secondaires, la valeur du mark au jour le jour, mais le flou sur l'avenir. Aucune des grandes questions qui se poseraient s'il était réélu n'a reçu de réponse. Mieux, à ses yeux elles n'existent pas. Sa majorité, mais où est le problème ? Le chômage ? Mais dès le mois de juin le Parlement votera des textes. Et il en fut ainsi sur tous les sujets, sauf, bizarrement, sur le programme électro-nucléaire. Il faut espérer que les électeurs écologistes du premier tour auront remarqué la fierté, l'assurance du candidat de droite à ce propos...

Faut-il croire que c'est par erreur tactique ? Le président-candidat a soigneusement évité, en ce qui concerne son action, si par hasard il était réélu, de préciser ses plans, de les développer. Mieux, il a appris, durement, au cours de cette campagne à éviter de chiffrer les propositions de François Mitterrand. Emporté par leur élan, ses experts ont commis en ce domaine trop de bavures. Dès lors, le leitmotiv du président-candidat ne pouvait être que des questions, pas toujours habiles, sur ce que ferait François Mitterrand une fois élu. Et mis dans l'incapacité de jouer les professeurs — lorsque François Mitterrand a répliqué « Je n'aime pas beaucoup cette méthode. Je ne suis pas votre élève. Vous n'êtes pas le président de la République, ici vous êtes simplement mon interlocuteur » — les dernières ficelles techniques du président-candidat ont sauté.

Il ne lui restait plus qu'à attendre la fin, utilisée pour un plaidoyer étonnant. Une conclusion étriquée où le seul argument « positif » était l'expérience acquise. Etrange proposition qui tend à faire de tout président un président à vie et qui limite l'expérience aux lambris de l'Elysée. Où était le souffle, l'espoir, la grandeur dans ces phrases souvent tristes et imprécises ? Il suffit de les comparer à celles de la conclusion de François Mitterrand, au rôle de la France, à sa grandeur possible, au tiers monde, aux Français rassemblés, libres, responsables. D'un côté la poursuite d'une décadence, de l'autre le sursaut. D'un côté une caste, de l'autre tout un peuple.

Et d'abord celui qui s'est reconnu, dès le premier tour, dans le candidat socialiste et dans les autres candidats de gauche. Ici pas de « pêche aux voix ». Mais, faite à tous ceux qui refusent la logique, les pratiques actuelles, une proposition : celle de se rassembler, de constituer une majorité, avec des objectifs précis, en économie d'abord car c'est là, en première urgence, qu'il faudra reconstruire. Puis, aller plus loin.

Mardi soir, le débat entre les deux candidats du second tour n'a certainement pas été « le tournant de la campagne » annoncé par les séides de Valéry Giscard d'Estaing. Placé dans des conditions correctes, le président sortant, sans l'aide « des siens », a dû se plier à une règle commune. Son départ précipité dès la fin de l'émission en est la preuve, il n'a pas apprécié. Ce débat n'a donc été que la poursuite d'une très longue campagne qui devrait se terminer dimanche par la victoire. ●

Dans le strict irrespect de la vérité

Petit glossaire illustrant la "distance astronomique entre les discours (de Giscard) et les faits"

PAR PAUL LEDUC

BOURRAGE (de crâne) et triturage (des faits, des statistiques, etc.) sont les deux mamelles du giscardisme. Dans le film projeté lors des meetings du Parti socialiste, on voit mentir Giscard, avec cet aplomb stupéfiant qu'il affectionne, répétant année après année que le chômage et l'inflation, prétendument au centre de ses préoccupations, seraient en passe d'être vaincus. Ce ton précieux et légèrement badin, tout à la fois détaché et posé, cet attachement à jongler avec les chiffres puis à souligner le détail qui rendra la démonstration plus crédible, ces pauses pendant lesquelles, par-delà la caméra, l'œil de l'orateur veut capter celui des téléspectateurs, toutes ces techniques parfaitement maîtrisées concourent à faire prendre la mayonnaise des discours présidentiels.

La force du film du P.s. est de révéler l'étendue de l'artifice en faisant apparaître, tels des sous-titres, les chiffres réels du chômage et de l'inflation dont l'évolution contredit cruellement et sur-le-champ la péroraison autosatisfaite du président. Dès lors est mis en relief ce que François Mitterrand appelle, dans « le Point », la « distance astronomique entre les discours (de Giscard) et les faits ». La réaction du public en découvrant l'étendue de cette manipulation tragi-comique ne se fait pas attendre. Devant un tel mépris le rire le dispute à la colère. Le clou du film, de ce point de vue, intervient avec un extrait de l'émission spéciale des « Dossiers de l'écran » destinée à permettre au président de rencontrer un échantillon « représentatif » de citoyens. Un jeune homme lui demanda à cette occasion si, dans ses fonctions, il lui était arrivé de mentir. Et Giscard, sereinement, sans hésiter, avec une assurance à couper le souffle, lui répondit qu'au grand jamais cela ne s'était produit.

Le candidat sortant récidive cette semaine en répondant aux trente-huit questions soumises par « le Point » aux deux candidats du second tour : « Je n'ai jamais menti aux Français, » affirme-t-il. Tout en concédant : « Par contre, j'utilise, parce que c'est mon rôle, le devoir de réserve. » Il l'utilise si bien qu'à la question sur les revenus qu'il a déclarés en 1980, il refuse de répondre en se réfugiant, sans convain-



cre, derrière un prétendu « devoir de discrétion ». François Mitterrand, lui, détaille sa réponse, ce qui permet de savoir qu'en cumulant ses droits d'auteur, son traitement de parlementaire et ses revenus non commerciaux, il perçoit au total 30 000 F par mois.

Toujours dans le strict irrespect de la vérité, Giscard prétend n'avoir songé à postuler la magistrature suprême qu'à la mort de Pompidou. Agacé par une autre question sur la lâcheté de ceux qui se disent « personnellement contre la peine de mort et politiquement pour », le candidat-président se réfugie démagogiquement derrière « la conscience profonde du peuple français » et la société qui ne serait pas suffisamment apaisée. Et il repousse une nouvelle fois le principe d'un débat parlementaire sur l'abolition. Mitterrand pour sa part réaffirme son hostilité à cette peine capitale, de surcroît inefficace, dont « l'abolition dans tous les pays d'Europe n'a nullement entraîné un accroissement de la criminalité ». Il considère qu'il revient aux parlementaires ou au peuple lui-même « de débattre et de décider ». Le candidat de la gauche rappelle au passage : « La conduite des affaires du pays exige courage et caractère. Il faut savoir hâter l'évolution des mentalités. Un pays ne se gouverne pas au gré des sondages d'opinion. »

Le partisan inconditionnel du « face à face à la française » — c'est-à-dire de la répétition de ce précédent unique qui opposa en 1974 Giscard à Mitterrand sur un terrain, avec des armes, un arbitre et des commentateurs favorables au candidat de droite — n'aime que les risques calculés.

Sous son septennat, les conférences de presse ont été remplacées par des causeries télévisées au coin du feu tiédasses et sans surprise. L'aversion du président-candidat pour les journalistes indépendants — cette espèce en voie de disparition en raison de la mainmise de l'Elysée sur l'information — fut particulièrement frappante au cours de cette campagne électorale. Refusant de répondre aux questions des journalistes en présence du public ordinairement convié à assister à l'émission de France-Inter « Face au public », il avait récusé à cette occasion Jean-François Kahn. Ce dernier a de nouveau été éliminé — cette fois en compagnie de Guy Thomas — pour le débat télévisé de mardi par un président fort sur ses gardes. Redoutait-il quelque embarrassante question sur l'affaire Delpey et ses relations avec son « parent » Bokassa ?

Si Giscard a finalement accepté de se plier aux règles du Club de la presse d'Europe 1, ce n'est pas faute d'avoir essayé d'imposer une formule sur mesure en sélectionnant lui-même les journalistes chargés de lui poser les bonnes questions. Enfin, ce débatteur qui se veut si sûr de lui s'est soustrait au Grand Jury de R.t.l., station dont le franc-parler l'a irrité, comme il a fui la rencontre organisée par le mouvement « Choisir » qui souhaitait que les deux candidats répondent aux questions de femmes journalistes. Toutes circonstances dans lesquelles François Mitterrand a fait, au contraire, la démonstration qu'il ne refusait jamais le débat ni les questions pourvu que les dés ne soient pas pipés. Mais s'il n'y a plus triche ni artifice, c'en est fait de Giscard, le roi du faire-semblant. Et comme dans les meetings du P.s., après la projection du film, les citoyens éclairés constatent que « le roi est nu ». ●

Les gaullistes de la Résistance avec François Mitterrand

DES le lendemain du premier tour, et dans les jours qui ont suivi, de très nombreux gaullistes « historiques » parmi lesquels beaucoup d'anciens dirigeants de la Résistance, ont pris position en faveur de François Mitterrand. Dans une liste non exhaustive on peut citer Joël Le Tac, Compagnon de la Libération, député R.p.r. du XVIIIe arrondissement, Philippe Dechartre, ancien ministre de Georges Pompidou, des gaullistes de gauche comme Léo Hamon, Frédéric Grendel, Jacques Thibau, Philippe de Saint-Robert, Bertrand Fessart de Foucault, Jacques de Montalais, Dominique Gallet, Jacques Blache, et l'Union des gaullistes de progrès, Raymond Dronne, Compagnon de la Libération, ancien député gaulliste de la Sarthe, le colonel Raymond Sahot, ancien aide de camp du général de Gaulle, le général François Binoche, Compagnon de la Libération, conseiller municipal de Nice, le capitaine de vaisseau Jean Blondel, ancien des Forces navales françaises libres, Mme Claude Gérard (commandant Claude), ancienne responsable régionale des maquis du Sud-Ouest, les vingt et un membres du comité directeur du cercle Charles-de-Gaulle, l'ancien ministre du Général, Bernard Chenot, et quantité d'autres.

Parmi tous ces noms prestigieux, il est deux gaullistes de toujours qui ont tenu à expliquer plus précisément pourquoi ils souhaitent la victoire du candidat de la gauche : André Dewavrin, Compagnon de la Libération, colonel Passy dans la Résistance, et Pierre Emmanuel, ancien membre du Comité de Résistance de la Drôme, aujourd'hui délégué à la culture auprès de Jacques Chirac.

Pierre Emmanuel: "Un effort de prise de conscience"

MON histoire n'est certes pas celle d'un homme de gauche mais j'ai beaucoup travaillé avec des gens qui n'étaient pas de ma persuasion politique, et j'ai constaté qu'on pouvait le faire avec les hommes de gauche quand il y avait des décisions à prendre : on peut même avoir des idées communes en matière de décision sociale. Même si le R.p.r. est dans l'opposition demain, la structure des nouveaux rapports est saine. Il y a un second aspect des choses : je souhaite un renouveau de la politique française, tel qu'il a été possible à la Libération et au moment de la guerre d'Algérie. De Gaulle, lui, conciliait la tradition populaire et la tradition de la France ancienne, il avait le sens de cette possibilité de dialogue.

Le danger d'un second septennat de Giscard serait le renforcement d'une structure de pouvoir. Une structure qui prend des formes très diverses. Dans l'ordre de l'information, de l'éducation, dans le choix des programmes d'enseignement, dans l'utilisation systématique des hommes pour une société de profit. Et bien entendu, dans l'ordre économique — chacun est sensibilisé au problème du chômage. Giscard, c'est aussi une psychologie des rapports qui se traduit par un certain langage, un camouflage sous un verbalisme impénétrable qui masque des faits d'intérêt vital pour les citoyens. C'est l'art du déguisement. Le citoyen est réduit à l'impuissance : son seul recours, c'est la sécurité. Du moins, c'est ce qu'il croit demander en dernière analyse, parce qu'on ne lui offre que cela. Le citoyen actuel est un refoulé : il faut en finir avec ce refoulement.

Si ce second tour se fait sur le chantage à la peur, j'espère que le candidat socialiste résistera. Car tout est fait pour le faire sortir de ses gonds. L'électeur a l'impression de ne plus savoir à quelle sauce il sera mangé. Face à ce camouflage, il faut faire un effort de prise de conscience.

Colonel Passy: "Savoir dire non quand il le faut"

JE tiens à préciser que je n'ai jamais fait de politique et que je n'appartiens à aucun parti. Je suis un gaulliste, si l'on peut dire, historique, dans la mesure où j'ai rejoint le général de Gaulle dès 1940. Je ne vois aucune incompatibilité entre le fait d'avoir été gaulliste en 1940-1945 et le fait d'être favorable à François Mitterrand maintenant. Je sais bien qu'il s'est opposé au général. Je trouve cela tout à fait normal, nous sommes en démocratie. Il pouvait parfaitement craindre, à un certain moment, que la Constitution permît à quelqu'un qui l'utiliserait mal tous les excès. Je ne partageais pas son opinion à ce sujet. Je connaissais bien le général, je savais que c'était un démocrate ; d'ailleurs il l'a prouvé par son départ. Quant au socialisme et au gaullisme, il n'y a pas non plus, là, d'antinomie. Si je me réfère à la période de la guerre, au moment où la France allait si mal, les premiers que nous avons eus à nos côtés étaient des gens de gauche, et particulièrement Daniel Mayer et Gaston Defferre qui, dès 1940, ont pris contact avec nous pour organiser la Résistance.

Nous avons donc le choix entre Valéry Giscard d'Estaing, dans lequel je n'ai pas la moindre confiance, qui représente pour moi, tant par son éducation que par son comportement politique, ce que j'ai trouvé de plus mauvais dans l'esprit de Vichy, en contradiction totale avec mes conceptions gaullistes, et François Mitterrand, qui a manifesté son esprit de résistance au moment où il le fallait et qui m'apparaît présenter la qualité que le général de Gaulle considérait comme essentielle pour un homme d'Etat : savoir dire non quand il le faut.

J'ai connu François Mitterrand en 1943, quand, envoyé par la Résistance métropolitaine, il vint à Londres et à Alger prendre contact avec le B.c.r.a. et le général de Gaulle. J'ai pu, dès cette époque, apprécier son courage et sa fermeté. J'ai confiance en l'homme François Mitterrand dont je connais l'attachement profond à toutes les libertés. Voilà pourquoi je voterai pour lui et souhaite ardemment qu'il soit élu. ●



LA FAMILLE GISCARD EN AFRIQUE

Même le "Wall street journal" le dit ... c'est vous dire !

Le citoyen-candidat prétend qu'il est le seul à disposer d'une bonne image à l'étranger. Le numéro du 23 avril du "Wall street journal", dénonçant à longueur de colonnes les agissements du clan Giscard en Afrique, ne semble pas de cet avis

LE « Wall street journal » est le quotidien économique et financier le plus important du monde. Son tirage est de 1 800 000 exemplaires par jour et il est considéré comme une bible par les financiers et les économistes américains et britanniques. Son autorité est garantie par une totale indépendance financière et aussi par la qualité de ses informations, mais il n'a pas la réputation d'être particulièrement tendre aux idées de gauche.

Aussi est-ce une grande première que de trouver dans le numéro du 23 avril dernier un article consacré à la famille Giscard d'Estaing et intitulé « A côté de la présidence, Giscard d'Estaing détient d'autres postes clés et les sociétés dirigées par les parents du président français jouent un grand rôle en Afrique. »

Il est très exceptionnel qu'un journal de cette qualité se prononce avec une telle vigueur, une telle sévérité contre un homme d'Etat étranger, celui-là même qui déclarait avec sa morgue habituelle à Pantin dimanche dernier : « Le président élu grâce aux voix communistes ne disposerait d'aucune autorité ni vis-à-vis de l'Europe, où il serait seul dans son cas, ni vis-à-vis de notre allié les Etats-Unis dont on connaît les choix politiques récents. » Et où on n'ignore plus rien des tripatouillages financiers du clan du citoyen-candidat si on a lu l'édifiant article du « Wall street journal » dont nous publions quelques extraits ci-dessous.

AU milieu de forêts denses et de savanes à végétation rabougrie, dans le Zaïre, pays situé au cœur de l'Afrique, s'étend une chaîne de structures métalliques, hautes de plusieurs étages et plutôt inhabituelles dans ce paysage. D'une certaine façon, ces tours sont des monuments élevés au pouvoir, sinon à la gloire, de la famille française la plus entreprenante, celle du candidat sortant Giscard d'Estaing.

Ces structures font en effet partie d'un nouveau système de télécommunications national bâti par la France pour le Zaïre, pour une somme évaluée à 500 millions de dollars, plus les coûts financiers.

Il paraît important de souligner qu'un tiers des Zaïrois combattent quotidiennement la famine et que la plupart vivent dans des villages sans électricité ! En décembre dernier, quand le système ultra-sophistiqué fut déclaré au point, les entrepreneurs français notifiaient au Zaïre que maintenant il était « un des premiers pays au monde à disposer de son propre réseau de télécommunications » !

La décision de puiser dans les gains que le Zaïre tire des précieux cuivre, cobalt et diamants pour financer un aussi coûteux projet reflète dans une large mesure l'influence prépondérante de la famille Giscard d'Estaing. L'aîné des cousins germains du président, Philippe, est le président de la compagnie qui a obtenu la plupart des contrats pour construire le réseau télévisé zaïrois, et un autre cousin germain, François, est le président de l'énorme Banque française du commerce extérieur (B.f.c.e.) qui fournit une large participation financière nécessaire à la réalisation du projet.

Dans quelle mesure, le président français lui-même joua un rôle quelconque dans cette affaire où ses cousins germains sont maîtres d'œuvre reste un mystère. Cependant à la fin de l'année 1975, il rendit visite au président zaïrois, le colonel Mobutu, un dictateur qui mène son pays à la trique. Au début de l'année suivante, les travaux commencèrent. Un porte-parole de la firme française a reconnu que le projet « pouvait faire partie » des accords, restés secrets, signés entre les deux leaders. Giscard d'Estaing refuse d'être interviewé. Dans le même temps et à plusieurs reprises depuis cette époque, les troupes françaises sont intervenues pour protéger Mobutu contre les opposants à son régime.

Un tel concours de circonstances, s'il s'était produit sous un président américain, aurait déclenché un beau tapage dans la presse américaine et au Sénat qui auraient exigé des explications. Rien de tel en France « où on ne veut pas prendre en considération ce genre de ragot ».

Ragot ou pas, des documents publiés indiquent que les sociétés dans lesquelles les membres de la famille Giscard d'Estaing occupent des positions prépondérantets ont eu des échanges commerciaux intenses avec le Gabon, le Maroc, le Tchad, la République centrafricaine, le Cameroun, la Côte-d'Ivoire, la Mauritanie, le Niger et la Haute-Volta. Dans beaucoup de ces pays, les régimes en place sont lourdement les obligés du président sortant en raison de l'aide militaire qui les maintient au pouvoir. En dehors de Philippe et de François dont on a vu l'importance dans la direction des affaires françaises, un autre cousin du candidat sortant, Jacques, occupe de hautes fonctions au Commissariat à l'énergie atomique et dans l'industrie nucléaire. Il siège en effet au conseil d'administration de Framatome, le premier constructeur français de centrales nucléaires.

Olivier, le frère du président, est peut-être le membre du clan qui a eu au cours des six dernières années les contacts les plus directs avec Mobutu et d'autres leaders. L'année dernière, Mobutu l'a personnellement décoré de l'ordre du Léopard, la plus haute distinction zaïroise. Les raisons exactes de l'intérêt porté par le cadet du président au Zaïre ne sont pas très claires. Il a toujours refusé de répondre aux multiples demandes d'interviews.

Les nombreuses activités d'Olivier Giscard d'Estaing dans les affaires privées comprennent la présidence du Centre européen de coopération internationale (C.e.c.i.), une association à but non lucratif qu'il créa peu après l'accession de son frère à la présidence.

Le C.e.c.i. sollicita plusieurs douzaines de grands groupes industriels et des banques afin qu'ils en deviennent membres. Le C.e.c.i. prétend qu'il aide ces groupes dans le développement du commerce extérieur. Quelque vingt et un pays du tiers monde — dont le Zaïre — l'ont rejoint.

Olivier est constamment sur la brèche, rencontrant des chefs d'Etat et d'importants industriels à travers le monde entier. Mais les activités exactes de la C.e.c.i. n'en demeurent pas moins mystérieuses.

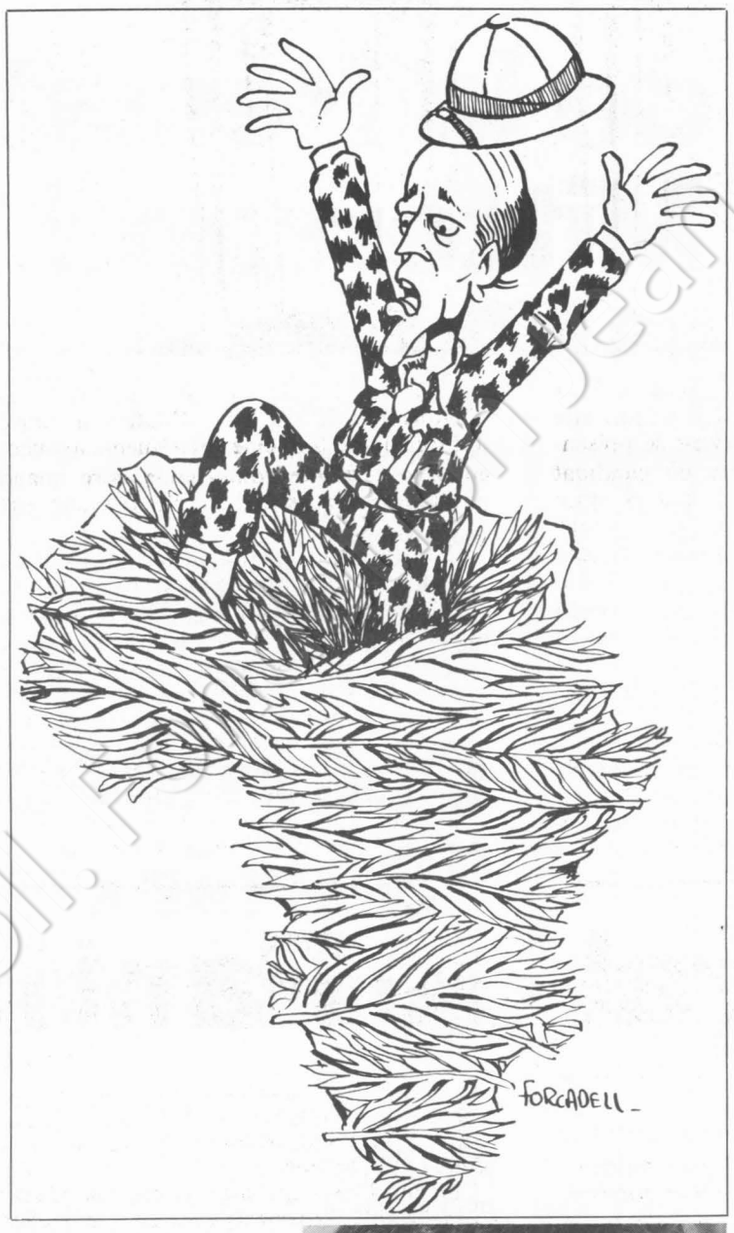
Plus tangible est le rôle du cousin Philippe (qui refusa lui aussi de recevoir les journalistes). Il est président de Thomson-C.s.f. international, la société fixée à Paris qui a obtenu la plupart des contrats pour le fameux réseau de télévision zaïrois.

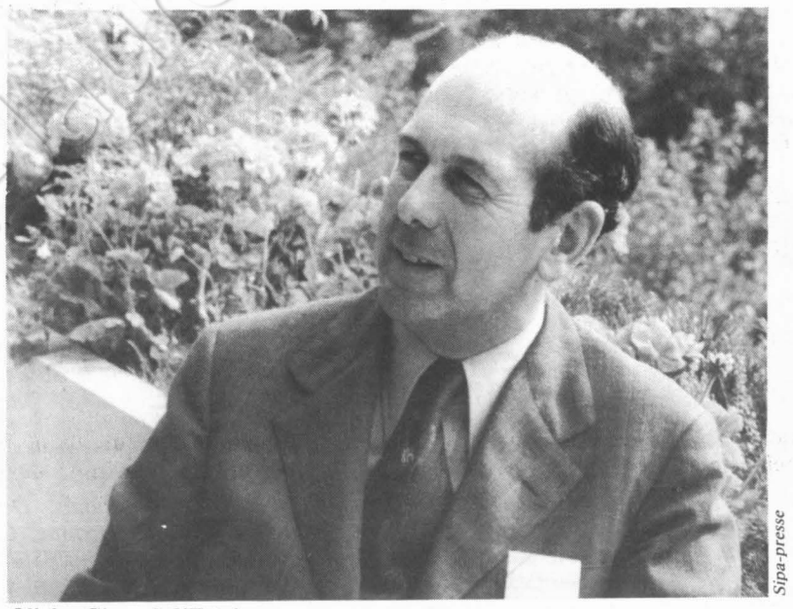
Comme au Zaïre, la société du cousin Philippe travaille actuellement sur un grand projet hautement technologique de communications au Maroc... où le roi Hassan II continue à recevoir aide financière et militaire de la part de la France giscardienne.

De la même façon, Thomson travaille sur des projets coûteux et à long terme au Gabon où le président Bongo a été installé au pouvoir par une intervention militaire française (...).

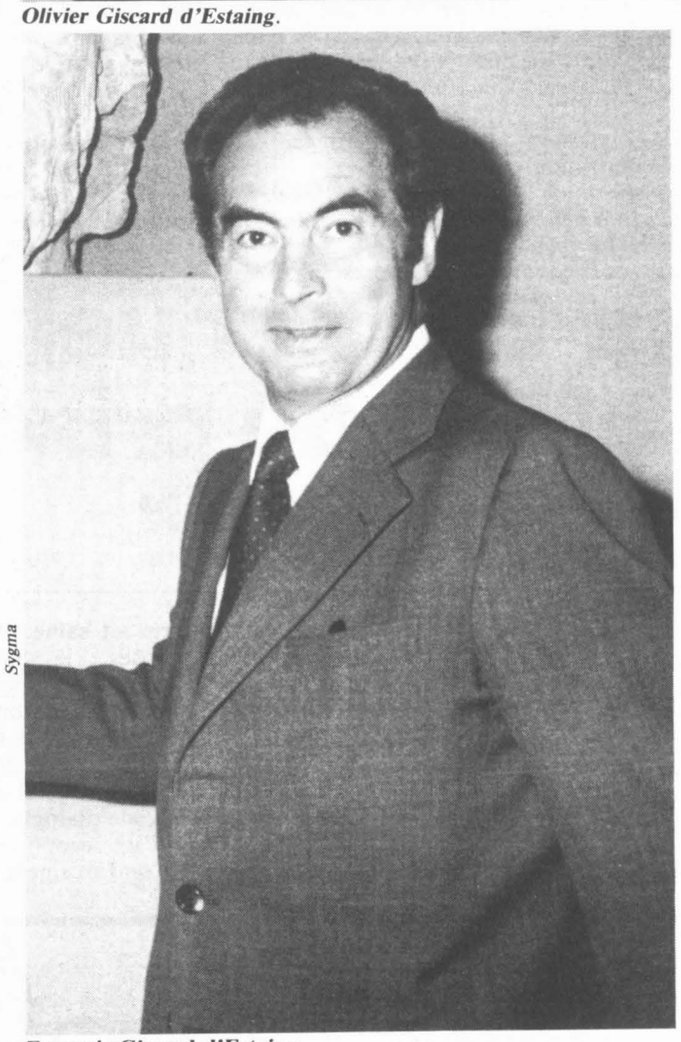
En plus de la direction de Thomson, cousin Philippe est membre de conseils d'administration de nombreuses entreprises privées et nationalisées. Notamment de la société anonyme des Chargeurs réunis. L'une des plus grosses entreprises privées de transports en Europe. Les Chargeurs réunis comptent sur le commerce français pour remplir leurs bateaux et reçoivent des aides financières de l'Etat par l'intermédiaire de la Banque française pour le commerce extérieur. *(La revoilà !)*

Le banquier François Giscard d'Estaing, le seul membre de la famille qui accepta de rencontrer un journaliste, dit qu'il ne trouve rien d'anormal dans l'abondante présence des membres du clan à des postes puissants. « Cela arrive parce que la France n'est pas un très grand pays et aussi parce que dans la France d'aujourd'hui le président a un frère et des cousins qui portent le même nom (*sic !*). Mais c'est une coïncidence : nous avons fait les mêmes études et nous appartenons au même milieu social. » *Peut-on mieux définir ce qui s'appelle le népotisme ?* ●

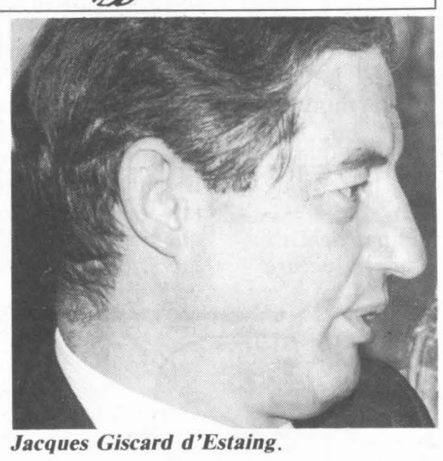




Olivier Giscard d'Estaing. *Sipa-presse*



Sygma



Jacques Giscard d'Estaing.

François Giscard d'Estaing.

Les inconnues du vote chiraquien

Entre les jeunes militants R.p.r. qui "feront tout pour battre Giscard" et les élus qui comptent déjà avec angoisse les voix U.d.f. pour un éventuel troisième tour il y a toute la gamme des intentions de vote de l'électorat chiraquien

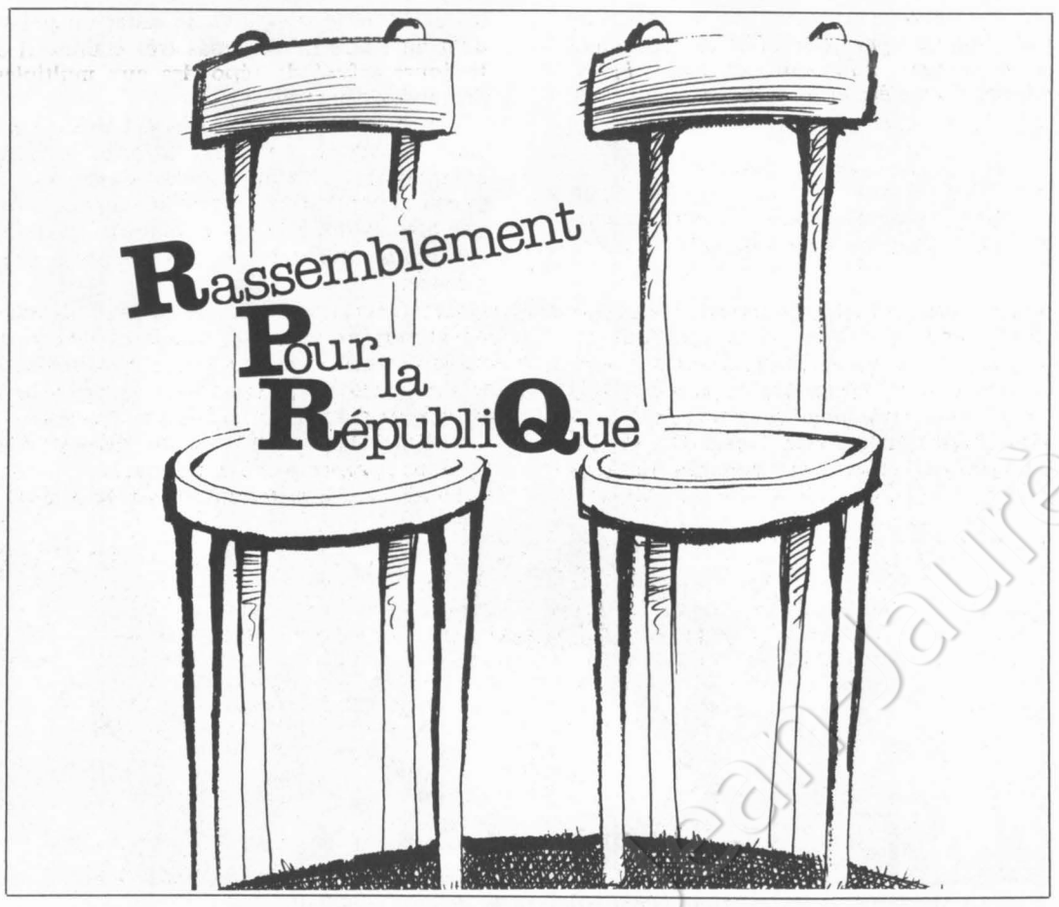
PAR MICHELE KESPI

SIGNE des temps : des jeunes chiraquiens se présentent à des permanences du P.s. — dans le Nord ou rue de Solférino à Paris — pour demander des affiches à coller. De nombreuses fédérations socialistes reçoivent des coups de fil d'encouragement... venant de militants R.p.r. qui disent en substance : « Mettez-en un coup, il faut battre Giscard. » Certains appels sont plus en nuance : « On n'est pas pour vous, mais on est encore moins pour les autres... »

Au-delà des déclarations d'état-major, tout le problème est là. Comment réagit l'électorat chiraquien ? Il ne s'agit pas de jouer les Madame Soleil en avançant, dès aujourd'hui, un pourcentage du report des voix chiraquiennes, cela ne serait pas sérieux. Mais une enquête en province permet de constater qu'il existe, incontestablement, un courant anti-giscardien parmi les militants du R.p.r. Une sensibilité qu'il faut moduler selon les régions.

Dans le Limousin, vieille terre « mi-rouge, mi-blanche », comme le dit une militante socialiste, la tradition de gauche est ancienne. Chirac, solidement implanté en Corrèze, a su se faire une clientèle qui déborde le camp conservateur et a mordu, un temps, sur la gauche traditionnelle. Selon un politologue « privé » de Chirac, « une bonne partie de l'électorat reviendra, pour le second tour, à sa famille d'origine, la gauche ». Une tendance que confirment les socialistes corréziens : « Je connais personnellement des gens qui ne voteront pas Giscard, dit l'un d'eux. Ce sont des petits commerçants ou des membres de professions libérales. Beaucoup de personnes qui soutenaient Chirac disaient, avant le premier tour : si les communistes font un mauvais score, nous voterons sans doute pour Mitterrand. Ici nous pensons tous que le candidat socialiste fera un bon score au second tour, y compris chez les paysans. » Mais, attention, précisent-ils : rien n'est joué.

Car en Corrèze, comme ailleurs, les élus ont commencé à faire leurs calculs en vue



des prochaines législatives. Sans oublier qu'avec le système de scrutin majoritaire d'arrondissement, ils ne peuvent se présenter au premier tour derrière un candidat giscardien. Craignant de se couper d'un électorat U.d.f. dont ils ont besoin pour leur réélection, les députés chiraquiens sont de plus en plus nombreux à sentir leur raison pencher vers le candidat si vivement combattu durant la première phase de la campagne.

Beaucoup, l'idéologie oubliée, retrouvent le vieux proverbe : nécessité fait loi. Aussi, le sénateur de Tulle, Georges Mouly, élu sur une liste R.p.r. - Giscard il y a trois mois, après s'être prudemment abstenu de prendre position au premier tour, vient, le mardi 5 mai, d'appeler à voter Giscard, sur le thème : le danger est tel que nous n'avons pas le choix... D'autres députés, qui ont opéré le même revirement, avouent en privé : « Que voulez-vous faire quand dix mille électeurs U.d.f. vous tiennent à la gorge ?... »

D'autres, en revanche, tiennent ferme leurs positions. Ce qui permet à la Corrèze, à la Creuse, pays de Résistance, au Cantal, de rester optimistes. Dans le Cantal, le responsable R.p.r. du département, Landier, appelait lundi 4 mai, dans un article publié par le quotidien régional « la Montagne » à voter blanc. Le maire d'une commune, qui participait au comité de soutien chiraquien, proclame même aujourd'hui ouvertement son choix en faveur de Mitterrand. Dans cette région où Giscard a perdu plus de 16 000 voix par rapport à 1974, où Chirac a raflé 33,4 % des voix, il est certain qu'il y aura beaucoup d'abstentions, et une proportion non négligeable de reports chiraquiens sur le candidat socialiste.

Dans l'Hérault, on s'amuse bien au siège de la fédération du P.s. Un infirmier d'une trentaine d'années raconte : « J'ai plein de copains de mon âge qui ont voté Chirac. Eh bien ! je les ai retrouvés, vendredi dernier, sous le chapiteau de Montpellier, en train d'applaudir Mitterrand. » Ils y étaient en bonne compagnie : la femme du secrétaire fédéral du R.p.r. — dont le mari soutient Giscard — était là, elle aussi... Dans la première circonscription de Montpellier (Montpellier - Lunel, la zone sud-est du département) les responsables R.p.r. disent, si bas que tout le monde les entend, qu'ils s'abstiendront ou voteront Mitterrand. Le maire d'une commune littorale bien connue pour sa remarquable architecture fait de même ! L'inconnue, dans le coin, reste le vote des agriculteurs : on ignorait, en début de semaine, les mots d'ordre donnés par les responsables régionaux de l'agriculture.

Dans une tout autre région, un élu R.p.r. du Calvados explique que les agriculteurs de sa circonscription ont voté Chirac pour le changement et que, pour le changement encore, ils voteront Mitterrand dimanche prochain.

Une promenade dans Paris montre que les petits commerçants et les artisans, en particulier, ne croient plus en Giscard. Dans le XVIIIe arrondissement, ce garage, petite affaire familiale, emploie quatorze personnes : tout le monde a voté Chirac au premier tour. L'un des employés racontait lundi dernier cette anecdote : « Mon patron m'a appelé tout à l'heure pour me dire : je vais vous annoncer une chose qui vous fera plaisir, je vais voter Mitterrand au second tour. C'est bien la première fois que je vois mon patron voter comme moi ! » Dans ce même arrondissement, l'appel à voter pour Mitterrand diffusé par le député Joël Le Tac a été bien accueilli par la population en provoquant la colère du giscardien Chinaud qui a fait diffuser un tract ordurier contre son collègue R.p.r.

Dans un café du VIIe arrondissement, un inspecteur des R.g. passe aux renseignements. Il interroge le patron : « Alors ? » Réponse du tenancier : « Tous les chiraquiens qui viennent ici vont voter blanc. »

Anecdotes dont il faut se garder de tirer des conclusions. Tour d'horizon incomplet qui ne permet pas de se livrer au jeu des pronostics. Tout ce que l'on peut constater, en cette veille de l'élection, ce sont deux tendances. Parmi les élus chiraquiens, un nombre important ont rejoint Giscard. Mais il en reste un certain nombre qui demeurent profondément anti-giscardiens, tout comme la majorité des militants R.p.r. qui ne croient pas à la volonté du citoyen-candidat de passer, avec eux, un contrat moral, et qui le disent aux électeurs. Répétant à qui veut l'entendre cette réflexion de Jacques Chirac : « Les promesses de Giscard n'engagent jamais que celui qui les reçoit. » ●

Un moral de Pantin !

PAR MICHELE KESPI

PORTE de Pantin, le dimanche 3 mai, je suis allée de découverte en découverte. Je croyais les giscardiens affaiblis, sinistres, démoralisés. Il me semblait que Giscard était trahi par les siens, qu'il n'avait plus la forme. Eh bien, je l'avoue, je dois réviser mes conceptions.

Qui pourrait prétendre que les giscardiens sont affaiblis ? J'en ai vu plein, porte de Pantin. Sûrement pas cent vingt mille comme l'annonçaient les organisateurs, mais bien quatre-vingt mille. Bon, d'accord, le voyage ne leur a rien coûté. Jusque dans les plus petits villages de Normandie, comme à Saint-Benoît-des-Ombres (60 électeurs, 13 voix pour Giscard), on trouvait placardé sur les panneaux électoraux : « Départ gratuit pour Paris, inscrivez-vous pour les places en car. » Et Jacinte, épouse Guibout, née Giscard, a écrit à ses sept cents condisciples de l'Ecole nationale vétérinaire de Maisons-Alfort une lettre de sa blanche main, pour les convier à Pantin : « Si vous êtes assez nombreux (tous vos amis sont invités), nous pourrons faire partir un car de l'école (gratuitement)... »

Je suis témoin : les quatre-vingt-dix départements français — ou peu s'en faut — étaient représentés sur les plaques minéralogiques des cars. Et même si beaucoup des participants sont venus parce qu'on leur offrait une balade à l'œil dans la capitale, il y en a bien une partie qui étaient là par conviction. Alors, à ceux qui parlent de l'affaiblissement des troupes giscardiennes, moi, je réponds : ils sont mal influencés.

Second sujet d'étonnement : les giscardiens sont pleins d'humour. Avant l'arrivée de l'ancien président, ils ont chanté de bon cœur, sur l'air connu : « Un Mitterrand, ça trompe, ça trompe, deux Mitterrand, ça trompe énormément. » Ça les a fait hurler de rire : spectacle d'une joie authentiquement populaire, où dames en fourrure et loubards en cuir pouvaient — une fois n'est pas coutume — se dilater la rate à l'unisson. Et farceurs avec ça ! J'en ai vu plein qui se collaient par surprise des macarons dans le dos. Dessus, il y avait écrit : « Mitterrand = le Marchais des dupes ». Ce n'est pas nouveau, on en a vu sur tous les murs de Paris, mais porte de Pantin, cela les faisait toujours rire aux larmes.

Démoralisés, eux ? Sûrement pas. Ils ont scandé avec vigueur : « On va gagner, on va gagner. » Par les temps qui courent, n'est-ce pas la preuve qu'ils ont le moral ? A moins que ce ne soit pour se réchauffer : vraiment, il faisait froid dans la halle de Pantin. Les plus à plaindre étaient sûrement la délégation des Dom-Tom : sourires figés, vêtues de jupes en raphia blanc et de soutiens-gorge en coque de plastique marron, des femmes aux longs cheveux noirs ont exécuté une danse du ventre fort appréciée par les spectateurs, avant de retourner s'asseoir en frissonnant. Les giscardiens ont adoré et applaudi à tout rompre. Les giscardiennes, enfouies dans leurs visons, ont beaucoup aimé aussi.

Quant à ceux qui murmurent que Giscard ne bénéficie pas du soutien de sa propre majorité, où peuvent-ils bien aller chercher cette idée ? Oui, Raymond Barre, comme Simone Veil, ont traversé la foule sous les applaudissement sans desserrer les dents ni se fendre d'un sourire. Oui, Alain Poher, à la tribune, avait l'air de s'ennuyer profondément. Mais de là à prétendre qu'ils étaient en service commandé et tenaient à le montrer, franchement, il y a une marge. Peut-être avaient-ils tout simplement, tous les trois, en même temps, des aigreurs d'estomac ?

En tout cas, une qui ne lâchera jamais Giscard, c'est Anne-Aymone. L'ancien locataire de l'Elysée a d'ailleurs rendu hommage à sa fidèle compagne, toujours en retrait mais toujours présente. Au beau milieu de son discours, il s'est arrêté, il a pris le verre d'eau qu'elle lui tendait discrètement et il a dit, tendrement, en aparté, devant le micro : « Je vois Anne-Aymone qui me tend un verre d'eau... ». La sono était très forte. La foule, ravie, s'est émue d'avoir « surpris » ces bribes d'intimité conjugale.

Après, Anne-Aymone est rentrée dans le décor, et Valéry a continué son discours. Calme, posé, il a expliqué les dangers du collectivisme, il a appelé au secours son vieil ami Chirac. Il a récité fidèlement, durant une mortelle heure, le texte intégral qui avait été remis à la presse un peu auparavant : nous avons ainsi pu constater qu'il n'improvisait pas. Et qu'il savait lire... Un peu lentement peut-être : certains auraient aimé un débit plus rapide, une prononciation plus déliée. Seulement aurait-il eu cet air sérieux ? Non, je n'ai pas dit lugubre, ce sont deux de ses propres collaborateurs qui l'ont ainsi jugé sitôt le discours fini. Et n'aurait-il pas, en se laissant aller à plus de naturel, risqué de s'énerver, voire, sait-on jamais, de s'emporter contre tous ces imbéciles d'électeurs qui le boudent ? Tandis que là, pour une fois, en homme poli, il est resté courtois.

La preuve : n'a-t-il pas poussé l'exquise délicatesse jusqu'à s'adresser à « Madame la France » pour lui assurer que, désormais, il faisait campagne non plus pour lui, mais pour elle ? Entre deux volées d'applaudissements, on ne savait plus par quelle vague de la verve giscardienne se laisser emporter. Celle d'une chevalerie surannée qui aurait truqué la lance contre le baise-main ? Celle d'un carnaval grotesque où la France ne serait qu'une gigantesque figurine de carton-pâte ?

Porte de Pantin, il y avait même des mauvaises langues. Qui murmuraient en douce que Giscard avait drôlement intérêt à bien faire sa cour à Madame la France, faute de quoi Monsieur le Peuple pourrait bien l'envoyer tirer sa révérence ailleurs. ●

ECONOMIE

Faire le contraire de ce qui est pratiqué depuis sept ans

PAR GUY PERRIMOND



François Mitterrand et Pierre Mendès France, dimanche dernier, au Sénat.

IL est des silences étranges. Ceux de Raymond Barre par exemple que l'on nous présenta un jour comme « le meilleur économiste de France ». Aujourd'hui il se tait — il vaut mieux, ajoutent fielleusement ses anciens amis — et semble être davantage préoccupé par sa nomination comme professeur d'économie à la faculté de Lyon que par la marche de l'économie française.

Ceux du président-candidat sont, eux aussi, remarquables. Souvenez-vous. Il y a quelques années, quelques mois à peine, chaque discours était l'occasion d'une longue dissertation sur le fonctionnement de l'économie. Tout semblait y être : les chiffres, les pourcentages, les tendances. Certes le poids de l'étranger dans la crise, le peu de lien entre l'inflation importée et l'inflation intérieure donnaient un aspect magique à des phénomènes pourtant explicables. Mais le président, jouant les gourous, expliquait, dans une langue suffisamment abstraite pour paraître efficace, le présent, le passé et l'avenir.

Etranges laisser-faire

Tout cela a disparu. Le président-candidat a fait un « bide » dès l'ouverture de la campagne avec ses mesures pour l'emploi et depuis, il a réduit l'économie à un étrange catalogue : nous sommes les premiers pour..., les seconds en... les troisièmes en ce qui concerne... La rapidité de confection dudit catalogue n'a pas dû permettre aux experts présidentiels l'exactitude nécessaire : des erreurs s'y sont glissées. Pour faciliter leur tâche, voici quelques éléments sûrs, connus, ne méritant aucune discussion.

Si l'on compare la France, la R.f.a., la Grande-Bretagne et l'Italie, pays voisins, développés, depuis le début de l'année on peut dresser le catalogue suivant :

► La France est, pour les trois derniers mois, le pays qui a la croissance négative la plus forte. Vous avez bien lu, la croissance négative ;

► Pour le taux de chômage, elle est à la seconde place. Seule la Grande-Bretagne fait plus mal qu'elle ;

► Pour les prix, il n'y a que l'Italie qui soit plus inflationniste. La R.f.a., notre premier client et notre premier fournisseur, fait moitié moins que nous ;

► Pour les échanges extérieurs il n'y a à nouveau que l'Italie qui ait un taux de couverture inférieur au nôtre. Mais surtout, comme l'explique « l'Expansion » dans son dernier numéro, « les performances de l'industrie française par rapport à ses trois principaux challengers (Etats-Unis, R.f.a., Japon) se sont donc nettement dégradées en sept ans ». Bref, si le président-candidat tenait à être précis, il lui suffisait de rappeler de tels indices. Qu'il utilisait il y a à peine un an !

Plus étrange, pour certains, est le « laisser-faire » du gouvernement. Les Français étaient habitués, dans les mois précédant une élection importante, à une agitation gouvernementale dont le seul but était, par la technique du « saupoudrage », d'améliorer — temporairement — les résultats, de flatter des clientèles traditionnelles. Certes le président-candidat a fait tout ce qu'il pouvait : mais les temps étant ce qu'ils sont, les résultats ont été minimes.

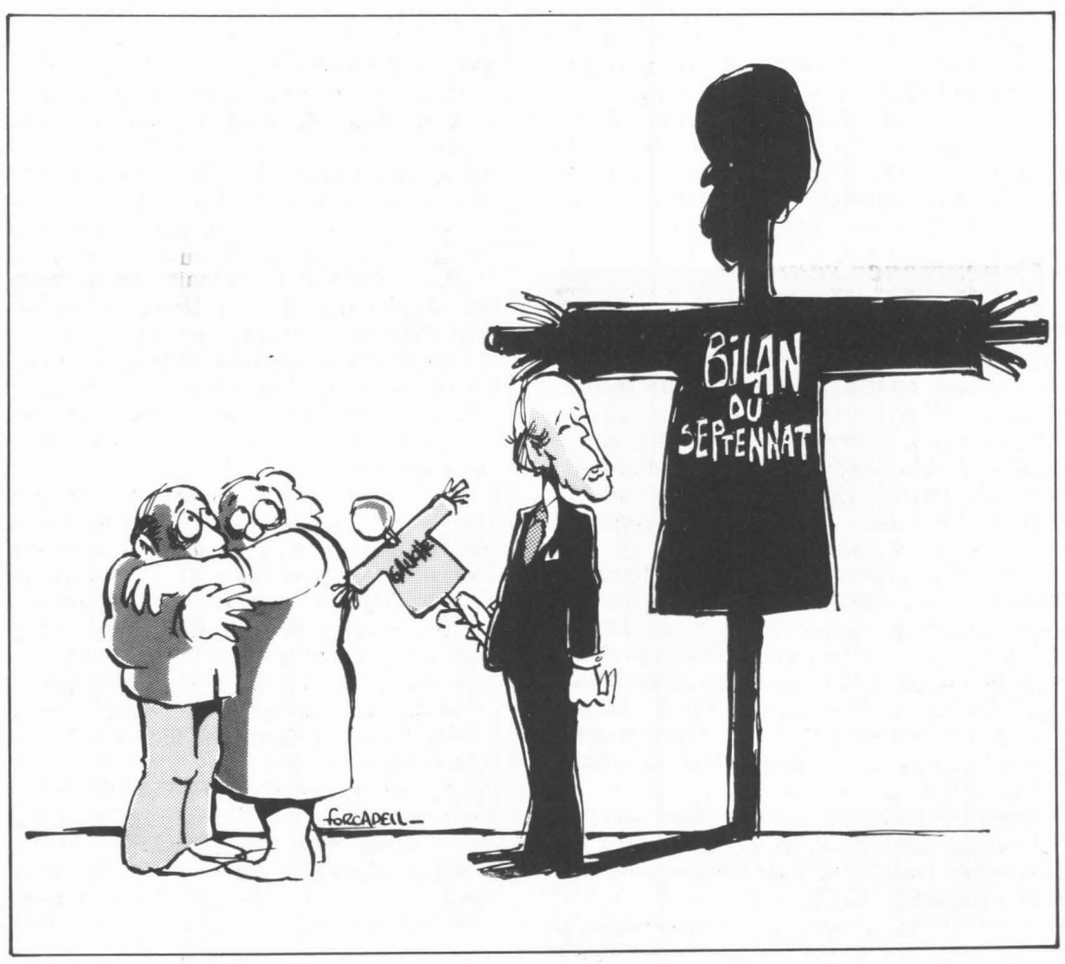
Car — et cela prouve ce qu'il adviendrait à la France si par malheur et par hasard le président-candidat était réélu — dans l'environnement international actuel et compte tenu de la logique choisie, « ils » ne peuvent rien faire. Si ce n'est voir s'accroître parallèlement les profits des firmes les plus fortes, le nombre de chômeurs et le taux d'inflation.

L'économie n'étant pas seulement une affaire de technique — même si celle-ci est nécessaire — les silences du président-candidat s'expliquent aisément. Depuis 1974, le monde industriel traverse une crise qui n'a que de lointains rapports avec les augmentations successives du pétrole. Un exemple suffira : l'inflation, en moyenne de 11,2 % depuis 1974, est essentiellement hexagonale. En effet les hausses du pétrole représentent, toujours en moyenne annuelle, entre 0,9 et 2,7 %. Le reste, soit de 8,5 à 10,5 %, a sa source ailleurs.

Cet « ailleurs » est pour l'essentiel la source des profits patronaux. Mais les choses étant ce qu'elles sont, le rendement du capital investi dans l'industrie, malgré la hausse des prix et la pression sur les salaires, est jugé trop faible par les investisseurs. Conséquence directe : ceux qui ont le choix préfèrent soit investir à l'étranger, soit placer leur disponibilité sur les marchés financiers. D'où la faiblesse des investissements industriels qui n'ont augmenté en France entre 1974 et 1980 que de 1 % alors qu'ils progressaient durant la même période de 22 % en R.f.a., de 42 % aux Etats-Unis et de 50 % au Japon. Cela explique mieux que de longs discours le nombre de chômeurs actuel ! Et l'incapacité de Valéry Giscard d'Estaing à renverser la tendance.

La réponse officielle à la crise est connue : exporter. Or, nous l'avons vu, la France fait moins bien, en ce domaine, que ses principaux partenaires. De surcroît, le redéploiement industriel annoncé depuis 1975, n'a apporté aucune solution aux problèmes actuels.

C'est que, compte tenu de l'environnement international, il est impossible, sans changer de logique, d'obtenir des résultats. Or pour le président-candidat et les siens, reconquérir le marché national par exemple est impossible. Car cela implique que la consommation intérieure augmente c'est-à-dire que les salaires soient augmentés. Mais aussi que le tissu industriel soit régénéré, des choix démocratiques aient lieu. Mais aussi que le tissu industriel soit régénéré, c'est-à-dire que contrairement aux vœux de François Ceyrac les « forts » ne soient pas les seuls à être aidés. En un mot, si l'on veut résorber le chômage, il faut, entre autres, faire sur l'ensemble de la chaîne des conséquences le contraire de ce qui est pratiqué depuis sept ans.



Dans ces conditions on comprend que, désireux de poursuivre la même politique, le président-candidat évite toute précision, que ses promesses soient d'un vague étonnant et que le Pouvoir n'ait rien entrepris de sérieux pour « faire plaisir » à quelques centaines de milliers d'électeurs.

L'échec premier réside donc dans les choix faits. Pour permettre à quelques firmes de percer sur la scène internationale, pour permettre à pas mal d'autres de « reconstituer leur trésorerie » — la formule est polie pour ne pas dire profit — le président élu en 1974 a condamné notre pays au chômage, à la récession, à l'inflation. Ce qui donne une idée plus précise des « fondations » qu'il a creusées. Et pour un éventuel deuxième septennat il n'envisage rien d'autre que la poursuite de la même politique. Ce qui signifierait, pour la France, et les calculs ont été faits, plus de 2,5 millions de chômeurs avant la fin du mandat présidentiel, une hausse des prix permanente et un tissu industriel délabré. Plus quelques entreprises performantes qui peuvent permettre de « faire une belle vitrine » mais en aucun cas de fournir du travail à tous les Français. Au bout de la logique giscardienne il y a une société « duelle » et le retour de la pauvreté !

On comprend dans ces conditions le silence pudique dont le président-candidat veut couvrir le passé et le vague du futur qu'il promet. On comprend surtout qu'il tente d'autres exercices, qu'il parle de la peur, de choix de société, de guerre et de paix, en un mot de l'apocalypse.

Réunion de deux cents experts

Face à ces silences gênés, aux diversions ou à la politique spectacle, François Mitterrand, lui, approfondit les choix des socialistes, précise ses options : dimanche dernier, au Sénat, a eu lieu une réunion de plus de deux cents experts.

A sept jours du deuxième tour de l'élection présidentielle il s'agissait de faire le point. Tout d'abord de dresser une première évaluation des comptes de l'économie française à la veille du scrutin. Mais il ne pouvait s'agir que d'une estimation : François Mitterrand a annoncé dès l'ouverture de la campagne électorale qu'un véritable bilan serait dressé dès le lendemain de l'élection. Puis — en envisageant le pire —



de dresser un bilan de ce qu'il adviendrait de l'économie française si la politique actuelle était poursuivie. Car en ce domaine, où les silences sont épais, profonds, les Français ont le droit de savoir. Et le président-candidat évitant de préciser l'avenir que sa politique nous prépare, il fallait que François Mitterrand puisse dire aux Français : voici ce qu'il adviendra de vous, de nous, si...

Enfin, Jacques Delors a présenté un rapport sur les conditions d'exécution des premières étapes du plan économique de François Mitterrand. Car les « fondations » du président-candidat étant ce qu'elles sont, c'est à partir d'autres qu'il faudra construire. Dans son rapport, Jacques Delors proposait les cinq orientations suivantes :

► un système de relations sociales fondé sur la concertation permanente permettant les négociations à tous les niveaux ;

► l'élargissement du secteur public de manière à constituer des filières de production efficaces et compétitives, aussi bien dans les secteurs classiques (textiles, aciers spéciaux) que dans ceux issus de la nouvelle révolution industrielle (télématique, bio-industrie) ;

► un plan sélectif orientant l'effort national et permettant de mobiliser au mieux les forces productives ;

► une audacieuse décentralisation, seul moyen de lutter contre le centralisme excessif de l'Etat et le libéral-dirigisme qui nous gouverne ;

► une politique de l'énergie diversifiée (économies d'énergie, énergies renouvelables) et par conséquent créatrice d'emplois.

Ces orientations sont l'accompagnement de l'ensemble des mesures annoncées par François Mitterrand tout au long de sa campagne. Elles créent les lignes directrices de « l'élan national », précisent les domaines où il faudra que celui-ci joue pleinement son rôle. Si l'on ajoute à cela une politique de l'emploi conséquente et une volonté de réduction des inégalités, on retrouve l'ensemble des mesures plus « techniques » qui, prises toutes ensemble ou selon une chronologie précise, dépeignent la politique de l'économie proposée par François Mitterrand. On retrouve là une logique différente, qui seule nous permettra de renverser les tendances actuelles.

La réunion du Sénat, présidée par Pierre Mendès France, était, à une semaine de l'élection, le moyen de faire le point sur la situation, de confronter les dernières informations, d'affiner l'analyse, de préciser les détails. C'était aussi l'occasion de mettre en présence des économistes de formation différente, des hauts fonctionnaires, des universitaires, des syndicalistes, des gestionnaires. Et de rappeler que du côté de « l'autre politique » on est prêt. A la mettre en œuvre. ●



ARTISANS-COMMERÇANTS

"Ça change ou on coule"

Jacques Groschtern, maroquinier à Paris, explique pourquoi lui, petit entrepreneur, votera pour le candidat socialiste

PAR CHRISTINE COTTIN

QUI va étrangler la maroquinerie Elzevir ? La taxe professionnelle ? Une fiscalité imbécile parce qu'aveugle ? Un crédit trop cher ? Des prélèvements sociaux qui frappent en priorité les petites entreprises créatrices d'emplois ? Une administration tatillonne infligeant ses règlements comme autant de potions amères ? Une concurrence déloyale à l'importation ? Le travail clandestin, érigé désormais en système ? Dans leur atelier du quartier du Temple, à Paris, où ils fabriquent des sacs à main, vingt salariés et leur patron, Jacques Groschtern, ont l'embarras du choix.

En vingt-neuf ans d'existence, la maroquinerie Elzevir a eu son lot d'inquiétudes et de passages à vide. Normal : avec ses caprices, la mode enrichit son homme aussi vite qu'elle le ruine. Pour limiter ces risques, Groschtern a toujours misé sur une gamme d'articles « moyens mais très propres », option qui lui a permis d'embaucher jusqu'à cinquante salariés. Aujourd'hui, ni sa prudence d'homme d'affaires avisé ni son expérience dans la profession — entré « dans le cuir » à quinze ans, il va allègrement vers ses soixante-sept printemps — ni son savoir-faire d'artisan de qualité, ni son acharnement à la tâche ne peuvent empêcher sa maroquinerie de courber l'échine — jusqu'à mordre la poussière ? — sous les charges abusives imposées ces dernières années aux petites et moyennes entreprises.

Cette première semaine de mai commence mal : pas une pièce en commande, pas un sac à la coupe. Il pleut. Dans la « confec », c'est la règle : quand le soleil se cache, les affaires s'engourdissent. La rue Notre-Dame-de-Nazareth, étroit sillon entre le Sentier et le carreau du Temple dont le pouls bat d'ordinaire au rythme effréné des machines à coudre dans les étages et des livreurs qui glanent, d'atelier en atelier, leur moisson d'articles « mode » connaît un calme de mauvais aloi. Dans les vitrines, toutes frappées de l'avertissement « Pas de vente au détail », vêtements et accessoires aux couleurs de l'été réussissent tout juste à donner à la rue cette teinte nostalgique des lendemains de fête.

Au numéro vingt, dans son bureau du quatrième étage, Jacques Groschtern essaie une fois encore de résoudre une équation dont seul le gouvernement maîtrise les paramètres. « C'est simple, résume-t-il, en 1974, avec cinquante ouvriers, je payais chaque mois 15 000 F de charges sociales et 230 F d'assedic. Avec vingt-trois ouvriers, j'en suis à 40 000 F de charges sociales et 4 000 F d'assedic. » Et tout est à l'avenant. « Il y a dix ans, pour le même chiffre d'affaires, je versais 25 000 F d'agio à la banque. Aujourd'hui, j'en suis à 120 000 F ! Avant la réforme, j'avais 6 000 F de patente par an. Maintenant j'ai 25 000 F de taxe professionnelle ! »

Concurrence sauvage et chinoise

La voix de « Monsieur Jacques » tremble d'indignation. Des aberrations qui lui coûtent cher, il peut en dénoncer des heures durant. Un exemple parmi d'autres : l'année dernière, il a versé 12 000 F au titre de la formation professionnelle continue. Fort bien, à un détail près : il n'existe aucun centre de formation pour la maroquinerie. « Les jeunes que j'embauche, ils se forment chez moi... »

Peut-être tout cela serait-il supportable si les importations ne s'en étaient pas mêlées. Le journal « Hebdocuir » du 31 janvier 1981 est formel : l'année dernière, il est entré en France 6,7 millions de sacs, dont 3,8 millions en provenance d'Italie et 1,7 million d'Extrême-Orient. A des prix inférieurs de près de la moitié à ce que les producteurs français les plus compétitifs peuvent réaliser.

L'Asie, en prime, ne se contente pas d'expédier des sacs. Elle inonde les fabriques parisiennes de travailleurs chinois, parqués dans des ateliers clandestins et payés de salaires de misère : entre six et huit francs de l'heure quand le tarif pratiqué à la maroquinerie Elzevir est de vingt-quatre francs en moyenne. « Un sac que je vends 60 F à un grossiste, ils arrivent à le faire à 22 ou 24 F ! »

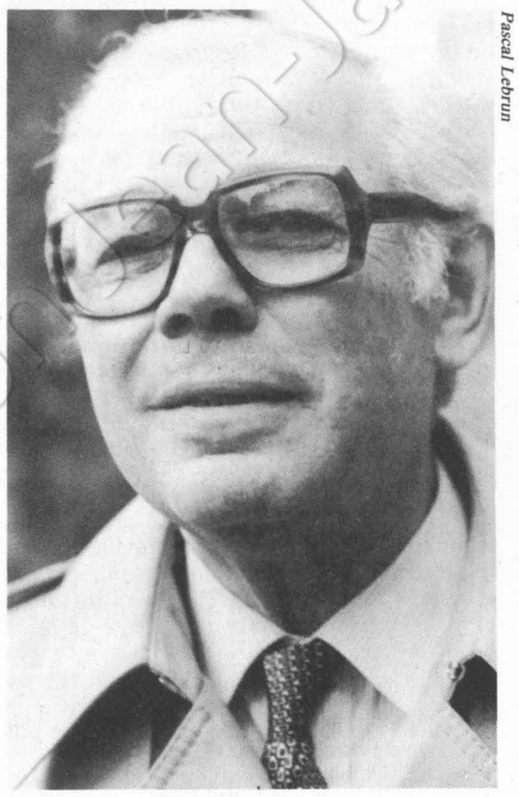
Résultat : pendant que Jacques Groschtern se demande avec angoisse comment redonner vie aux 475 m² sur deux étages de la maroquinerie Elzevir, les ateliers clandestins, eux, tournent à plein. « L'autre jour, je passais chez l'un de mes fournisseurs prendre six paquets de cuir. Juste devant moi, un Chinois en prenait quatre-vingts ! Ils tuent notre métier. » Une réalité confirmée par des quantités de coups de téléphone à la maroquinerie Elzevir depuis que la télévision a rendu publics de tels faits grâce au passage rue Notre-Dame-de-Nazareth de François Mitterrand, le 29 avril dernier.

« Ces sept années de laisser-aller, nous les payons cher, constate le patron d'Elzevir. Il y a un an, j'employais encore quarante et une personnes. Il n'en reste plus que vingt. » Il y a quelques années, ils étaient deux cent dix adhérents au syndicat des petits fabricants de maroquinerie. Les survivants se comptent sur les doigts de la main. « Cette semaine, encore, deux de mes collègues arrêtent de travailler. Et deux autres déposent leur bilan. »

De ses quatre fils, un seul est dans la maroquinerie et M. Groschtern trouve que c'est encore trop. L'époque qu'il vit, cet homme plein de colère la résume en une image : « J'ai un fils dans les assurances. Il vend du vent et gagne sa vie. Moi je vends des sacs et je ne la gagne pas. »


Pascal Lebrun

François Mitterrand rendant visite à la maroquinerie Elzevir.


Pascal Lebrun

Jacques Groschtern

Son dernier espoir : que la France change de président. « Et encore, il faudra y aller doucement, affirme-t-il, parce qu'avec le Smic à 3 300 F, si les mesures d'allègement fiscales et sociales n'arrivent pas juste en même temps, nous, on coule. »

Dans le quartier du Temple, désormais, on le connaît et on sait qu'il ne refuse jamais une discussion avec ceux que le changement effraie. A sa concierge rue de Turbigo qui s'entête à avoir peur, il demande toujours : « Mais que craignez-vous de M. Mitterrand ? Qu'il vous vole votre balai ? » ●

Petites annonces

Tarifs	La ligne H.T.	La ligne T.T.C.
Offres d'emploi (minimum 5 lignes)	22 F	25,87 F
Demandes d'emploi	12 F	14,11 F
Immobilier	18 F	21,17 F
Divers	18 F	21,17 F

1. Ecrivez votre texte sans aucune abréviation et comptez votre nombre de lignes. Trois lignes au minimum (47 signes par ligne blancs compris).
2. Reportez-vous au tarif et calculez le montant en fonction du prix unitaire de la ligne. L'adresse ou la domiciliation au journal sont à inclure dans votre nombre de lignes.
3. Joignez un chèque bancaire, un mandat-lettre ou un virement postal trois volets correspondant au montant final. Libellez votre titre de règlement à l'ordre de « l'Unité ». Tout courrier doit porter le numéro de référence de la petite annonce.

OFFRES D'EMPLOI

Réf. 115. Ville de 60 000 h, proximité Paris, recherche pour son service information un journaliste qui sera chargé notamment de la revue municipale.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 116. Ville d'Epernay (51200) 30 000 h, recherche par recrutement externe ou par voie de mutation :
— un attaché communal ou rédacteur pour assurer la responsabilité du service information. Poste à pourvoir immédiatement, conditions statutaires.
Candidatures et curriculum vitae à M. le Maire, Hôtel de ville, 51200 Epernay.

DEMANDES D'EMPLOI

Réf. 117. Attaché communal, actuellement élève fonctionnaire au ministère de l'équipement. Expérience pédagogie en formation permanente, formation sciences sociales et lettres. Etudie toutes propositions d'emplois dans collectivités locales.
Ecrire au journal qui transmettra.

Réf. 118 Jeune chômeur recherche un emploi d'animation ou aide animation dans un milieu à caractère plus ou moins social. Travail en équipe, contact avec public. Région Poitou-Charentes si possible.
Ecrire au journal qui transmettra.

Logement : reconstruire après sept ans de fiasco

Dans le secteur du logement, prétendre laisser jouer "les sains principes de la concurrence" aboutit à interdire à douze millions de mal-logés le droit à un habitat décent

PAR FREDERIQUE DE GRAVELAINE

GISCARD avait annoncé « la réforme sociale la plus importante du septennat ». Il se donnait l'ambition d'offrir un logement de qualité à tous, de développer l'accession à la propriété, d'organiser une véritable solidarité entre les Français. Aujourd'hui, le gouvernement fanfaronne : « De 1973 à 1980, la situation de l'habitat des Français n'a cessé de s'améliorer. » Affirmation qui a de quoi faire ricaner les moins concernés. Et révolter les autres.

Méthode Coué ou mensonge imbécile, une telle contre vérité trahit en tout cas l'état d'esprit d'un pouvoir aux abois qui, comme l'enfant surpris le nez dans les confitures, espère encore ne pas être confronté à la réalité.

Dure réalité. Les conditions de vie des Français se sont aggravées, chômage et baisse du pouvoir d'achat aidant. Et pourtant, la charge du logement s'est alourdie. Le ministère a beau affirmer qu'elle s'est stabilisée malgré l'augmentation des charges de chauffage, il est difficile de nier que les loyers n'ont pas suivi le coût de la vie : s'ils n'ont augmenté que de 16 % dans les H.l.m. depuis 1978, les hausses ont été régulières dans le secteur « libre » et brutales depuis la libération des loyers.

Quant aux charges elles ont grimpé en suivant le cours du fuel, pour s'envoler en 1979 et en 1980 avec des + 30 %... Même dans le secteur social. Se loger dans le centre est pratiquement impossible pour les revenus modestes et les familles nombreuses. Et les logements en périphérie des villes sont devenus à peine abordables.

Cette situation découle d'abord d'un choix politique, celui du libéralisme qui a prétendu faire du logement un bien de consommation comme les autres. Comme si, dans ce secteur fragile et vital soumis aux pressions toutes particulières de la spéculation il était possible de laisser jouer « les sains principes de la concurrence ». Autre choix politique : privilégier la construction de maisons individuelles et l'accession à la propriété. Dans l'espoir à peine dissimulé de transformer les Français en petits rentiers égoïstes préoccupés avant tout de préserver le statu quo. Mais avoir fait naître des espoirs sans les concrétiser risque de se retourner contre les responsables de cette frustration. Car le Pouvoir a commis des erreurs d'analyse décisives. Sous-estimant la gravité de la crise, niant la possibilité d'un second choc pétrolier, il n'avait pas prévu un tel alourdissement des charges locatives ni de telles augmentations des annuités d'emprunt.

Sa seconde erreur a été de considérer les besoins quantitatifs comme satisfaits. Alors qu'il y a encore dans le pays au moins douze millions de mal-logés. Ainsi, le gouvernement a laissé se dégrader la construction neuve. Malgré la loi foncière, la spéculation n'a pas cessé et l'offre de terrains a rétréci comme peau de chagrin. L'activité du bâtiment s'est réduite de 28 % depuis 1974. Malgré les rodomontades du ministère — « l'activité du bâtiment a été maintenue à un niveau élevé » — le secteur a perdu 200 000 emplois en dix ans.

Cette chute d'activité n'a pas été subie égalitairement : le secteur aidé est le plus touché, en particulier dans le locatif où la construction neuve, en 1980, n'est que la moitié de celle de 1974. Le ministère annonce 400 000 mises en chantier en 1980, « soit le retour au niveau de 1977 », ce qui est faux puisque le nombre de logements commencés en 1977 a été de 470 000... Sur ce total, 150 000 logements seulement ont été aidés, dont 60 000 en location. Quant à 1981, les prévisions gouvernementales ont été gonflées : encadrement du crédit et taux des prêts conventionnés — qui atteint 15 % — interdisent en effet de compter sur un rapide développement. Ce qui amène le P.s. à annoncer que le programme de logements aidés prévu pour cette année sera en forte baisse par rapport à 1980 !

Ce fiasco sur le plan quantitatif que même les mensonges du Pouvoir ne parviennent pas à camoufler aurait pu avoir une contre partie : l'amélioration qualitative de l'habitat. Là encore, le gouvernement se décerne des satisfecit fort peu justifiés. Le prix du mètre carré en H.l.m. n'a augmenté que de 15 % en cinq ans ; les surfaces moyennes par logement n'ont guère varié. La localisation des opérations de logement social en centre-ville reste l'exception qui confirme la règle. Et les réhabilitations du patrimoine H.l.m. sont très insuffisantes.

Alors, à qui profite la réforme du logement ? La propagande ministérielle ne se lasse pas de chercher à séduire : « On ne construit plus de logements pour les pauvres ; on aide toutes les familles qui en ont besoin, selon leurs ressources, à choisir leur maison. » Ou encore : « La réforme a permis d'organiser une véritable solidarité vis-à-vis *(sic)* de tous les Français. » Ou mieux : « L'égalisation du taux d'effort a été obtenue grâce à l'A.p.l. »

En fait, l'Aide personnalisée au logement ne concerne que fort peu de monde. Et sa mise en place a créé de nouvelles inégalités. Lorsqu'un ensemble est « conventionné », par exemple lorsque des travaux d'amélioration sont entrepris, les loyers augmentent au moins de 25 %, plus souvent de 30 %. D'après une étude du ministère, l'A.p.l. permet à 45 % des locataires de payer moins qu'avant le conventionnement et 8 % sont partiellement pris en charge. Les autres doivent se débrouiller pour faire face.

La réforme n'a profité qu'au secteur privé

En fait de solidarité, le système se contente de faire financer les plus pauvres par de moins pauvres. Les rentes de situation, que la réforme était censée entamer, restent intactes. Et dans le cas de l'accession à la propriété, le mécanisme est encore plus scandaleux puisqu'il amène les locataires les moins démunis à financer plus riches qu'eux. Les organismes H.l.m. estiment en effet que toute tentative d'accession à la propriété est dangereuse pour les ménages ayant moins de 6 000 à 7 000 F de revenu mensuel par mois. Nous voilà loin de « la propriété à la portée de tous » promise par Giscard.

La dernière crédibilité qui reste à l'A.p.l. est d'apporter une aide généreuse. Mais son avenir est rien moins qu'assuré. Le gouvernement, ne prévoyant pas la crise ni l'envol du coût de la construction, risque de ne pouvoir assurer longtemps le paiement de cette aide dont l'existence a plus favorisé la hausse des prix qu'elle ne l'a freinée.

A cette incapacité à résoudre les difficultés sociales, la réforme a ajouté de nouveaux problèmes. Pensée par Barre et annoncée comme un moyen de lutter contre la ségrégation, elle aboutit à l'effet inverse. Convaincus par les hausses des charges de chauffage et de loyers qui ne s'accompagnent que d'une maigre amélioration du cadre de vie, les moins démunis ont tendance à quitter les quartiers périphériques H.l.m. Si bien que la population de ces ensembles se marginalise. Les organismes H.l.m. craignent le pire dans l'avenir : la désintégration de leur parc et sa dégradation accélérée.

Il est vrai que ce dernier rempart contre l'exploitation lucrative de l'habitat qu'est le mouvement H.l.m. ne trouve pas dans la réforme beaucoup de sujets de satisfaction. Il voit le nombre des impayés grossir de façon inquiétante alors même que sa gestion, du fait de l'A.p.l. et de ses retards de paiement, devient plus lourde. Entrés en compétition avec le secteur privé alors qu'ils n'y étaient pas préparés, bien des organismes connaissent des difficultés. Enfin, en liant les aides pour la réhabilitation au conventionnement, le gouvernement interdit à bien des organismes de se lancer dans les travaux d'amélioration souhaitables et souhaités, en particulier pour économiser l'énergie.

Tout compte fait, la réforme n'a profité qu'au secteur privé et aux banques. Le financement privé du logement a triplé en cinq ans et les banques ont su habilement profiter de l'information payée par le gouvernement sur les nouveaux prêts. Les rénovations ont pu tranquillement se multiplier, fructueuses opérations spéculatives dans le centre des villes. Le marché immobilier ne s'est pas préoccupé des besoins, se contentant, comme il était prévisible, de produire des logements pour les catégories les plus aisées. Ces simples constatations suffiraient à condamner une réforme caricaturale de ce Pouvoir : des promesses plein la bouche, des actes subordonnés aux exigences du profit capitaliste.

Le Parti socialiste, au contraire, souhaite définir un droit à l'habitat, considérant que le cadre de vie et le logement sont au cœur du débat sur une autre société. D'eux dépend en bonne partie la maîtrise que les citoyens peuvent exercer sur leur vie, à condition que leur habitat soit un espace de liberté et non un lieu d'enfermement et de frustration.

Le projet socialiste insiste sur le « droit de cité », alors que l'habitat du plus grand nombre continue à tourner le dos à la ville. Il privilégie la notion de liberté de choix, se propose d'éviter les faux débats entre collectif et individuel, entre location et propriété. Ainsi, il estime qu'en maîtrisant mieux l'inflation, en encourageant d'autres formes de placement garantissant l'épargne et en proposant des maisons individuelles à la location, il y a gros à parier que les prétendues « préférences » des Français pour la propriété se modifieraient.

Un autre volet de cette politique serait d'assurer une protection des locataires. Depuis le mois d'août dernier, le gouvernement a dans ses tiroirs un projet de loi sur ce sujet, promis depuis plusieurs années déjà mais qu'il s'est bien gardé de présenter au Parlement. Quoique incomplet — il esquive l'obligation de baux de longue durée, n'annexe au contrat aucune note sur la répartition des charges telle que les accords Delmon l'ont fixée et il n'avance aucun critère de base au calcul des loyers et de leurs variations — ce projet de loi aurait

Neuf mesures proposées par François Mitterrand

Trois projets de lois :

— réforme foncière ;
— réforme des aides au logement ;
— réforme des droits des locataires.

Six mesures immédiates :

— relance de la construction avec un programme supplémentaire de 100 000 logements ; grand programme de travaux dans l'habitat ancien pour rénover en dix ans le parc H.l.m. ;
— créer, avant 1982, 200 000 emplois dans le bâtiment ;
— revaloriser de 50 % l'allocation-logement, revaloriser l'A.p.l. et prévoir une aide « forfait-chauffage » pour les accédants ;
— dégager 300 millions de francs pour le bureau d'aide sociale ;
— mise en place d'un moratoire sur les impayés dans les H.l.m. ;
— plan pour le développement des énergies renouvelables dans le logement.

François Mitterrand au salon du logement de la Foire de Paris rencontrant Bernard Lion au stand des H.l.m.



Sygma

Notre chance historique

PAR MICHEL PICCOLI

JE suis de ceux qui n'ont pas seulement voté « utile » comme disent certains, mais ont ressenti leur vote du premier tour comme indispensable.

Les Français, nombreux, sentent aujourd'hui combien on arrive à une sorte d'essoufflement, d'impasse, de bonheur factice, d'une douce France prise dans l'étau du changement... dans la continuité. Tout cela aboutissant à une espèce de rancœur, de nonchalance — même plus de nostalgie —, d'abandon de tout.

Je ne fais pas partie de ceux qui attendaient une sorte de compétition spectaculaire entre François Mitterrand et Giscard d'Estaing. Membre du comité de soutien à François Mitterrand, je pense que ces élections représentent un passage et une chance historique.

Le second tour est la continuation du premier.

Je n'ai pas voté pour un quelconque « culte de la personnalité » de François Mitterrand. D'abord parce que c'est un homme qui, depuis longtemps, lutte pour les mêmes idées. Il a refait l'union entre les deux tours. Pas seulement autour de son nom, mais autour d'une équipe, d'un mouvement, d'un courant de l'histoire qui plonge ses racines jusqu'au Congrès de Tours.

L'union de la gauche se recrée malgré le ratage d'il y a sept ans ; une union de la gauche évidente, capitale. Alors peut-être allons-nous toucher au but : cet « état de grâce » dont parlait Mitterrand.

Les opposants farouches au mot même de socialisme parlent de catastrophe, de perdition de la France. Je suis, au contraire, persuadé qu'un élan historique indispensable est né aujourd'hui. Voter, ce n'est pas seulement voter contre, c'est voter pour quelque chose.

Il y a aussi un troisième tour : le 11 mai. A partir du 11 mai, il ne suffira pas d'avoir signé l'appel d'un comité de soutien. Il s'agira d'avoir une grande conscience de ce qu'a représenté notre vote. A des titres divers, et selon ses propres responsabilités, peut-être serons-nous — enfin — contraints de devenir des militants, pour que quelque chose de nouveau se crée vraiment. Nous ne savons pas encore ce que sera le socialisme français, « état de grâce » que beaucoup de citoyens français ont espéré et préparé par le truchement de leurs partis et organisations. Le 11 mai, quand nous aurons un président de gauche, il faudra aussi que nous soyons présents.

A partir de cet événement peuvent naître un nouvel élan, une nouvelle conscience permettant vraiment un changement extrêmement profond des mentalités. Au-delà de belles phrases, ayons le courage de savoir qu'il nous faut bouleverser complètement notre mentalité de « petit bourgeois explôité » par une caste et une hiérarchie inadmissibles.

Cette élection aura des répercussions dans d'autres pays, sur le plan mondial. Loin de la facilité et de la démagogie, une France de gauche peut faire lever un nouvel espoir international, un éveil dans le tiers monde dont tout un chacun connaît la nécessité. Une France qui ne jouerait plus à la « troisième force » coincée entre les deux grands blocs, apeurée devant les catastrophes.

Le vote du 10 mai nous évitera la tentation du repli sur soi et des œillères que l'on veut nous imposer sur les réalités du monde.

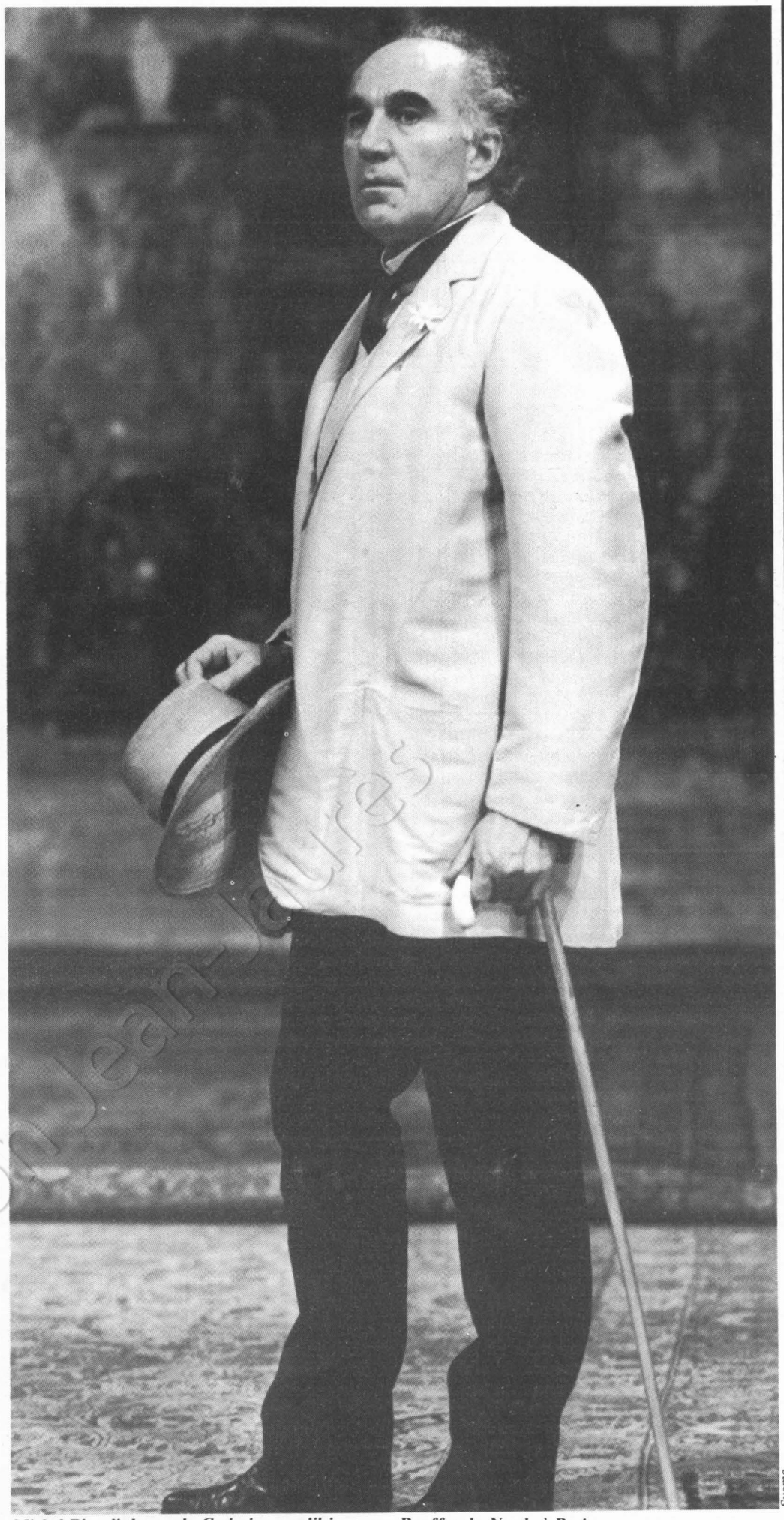
Eduqué politiquement par hasard, au moment de la guerre, par la rencontre avec des militants communistes de la Résistance — pas les seuls mais quand même exemplaires — je croyais déjà que le socialisme serait une renaissance nécessaire pour l'humanité. Sans jamais avoir été militant, j'ai toujours voulu vivre dans ma profession en accord avec des idées que d'autres savaient mieux défendre que moi. Pour autant, il ne suffit pas de se donner bonne conscience quand on fait partie des privilégiés.

Faire du spectacle est un acte social important. C'est une façon d'avoir une conscience politique. Etre en accord dans son métier avec les idées politiques que l'on prône, c'est déjà un peu « militer ».

Prêter son nom à une candidature politique n'est ni malhonnête, ni racoleur, car je ne pense pas que mon métier soit un métier de racolage.

On ne peut pas plaire à tout le monde. Mais ce n'est pas parce qu'on fait un métier public qu'on doit se cacher derrière un écran de protection : artiste intouchable, artiste apolitique. Etre apolitique c'est accepter de faire partie d'une sorte de « bétail prestigieux » qui se tait.

Et moi je n'ai pas envie de me taire. Voilà. ●



Sygma

Michel Piccoli dans « la Cerisaie », qu'il joue aux Bouffes-du-Nord, à Paris.



déjà été un progrès sur les 4,2 millions de locataires du marché « libre ». Le droit des usagers est au contraire un élément-clé du projet socialiste, tant pour la fixation des loyers, des charges, que pour l'exercice du droit d'association.

Mais cette égalité entre locataires et propriétaires restera inscrite dans les textes seulement tant que le marché ne proposera pas assez de logements. C'est pourquoi le Parti socialiste souhaite avant tout relancer la construction. D'abord en assurant la maîtrise foncière sans laquelle la pauvreté de l'offre de terrains, en particulier dans les centres, compromet toute politique vigoureuse.

Pour cela, les collectivités locales disposeraient d'un droit de préemption sur toutes les transactions, sur la base de la valeur imposable déclarée pour la fixation de l'impôt foncier sur les terrains urbains — qu'ils soient ou non bâtis — que percevraient ces mêmes collectivités locales. Serait exclu de cet impôt la propriété agricole ou de faible valeur.

Un programme d'urgence en faveur du logement locatif social serait rapidement lancé par les socialistes. Avec une refonte de la politique des aides mise en place par le pouvoir giscardien. Le principe de base en serait de réserver toutes les aides, fiscales y compris, aux revenus faibles et moyens. Aujourd'hui d'incroyables exonérations fiscales proportionnelles au revenu déclaré sont accordées par le gouvernement. Leur suppression dégagerait des ressources tout en évitant la constitution de patrimoines locatifs scandaleux.

La réforme foncière et la suppression des privilèges fiscaux des grandes fortunes immobilières seraient aussi l'occasion d'engager la lutte contre l'inflation. De même que la priorité à la construction et à un habitat de qualité relancerait la croissance. Mais, outil économique, le logement est aussi un outil politique, un des domaines d'application privilégiés de l'autogestion et de la décentralisation.

Le P.s. souhaite en effet réduire le rôle de l'Etat, dans la conception du cadre de vie en particulier, contrairement à ce qu'affirme le président sortant. Aux nouvelles capacités d'action des collectivités locales, régionales autant que municipales, doivent évidemment correspondre une nouvelle ventilation de ressources et la nécessité de limiter le contrôle du pouvoir central, contrôle a posteriori et non plus a priori.

En matière d'autogestion, les socialistes proposent plusieurs mesures. A la reconnaissance effective des associations de locataires s'ajoute la création, dans les ensembles de plus de cinquante logements, de conseils de gestion où seraient représentés locataires, propriétaires et personnels. Chaque ville devrait également se doter d'un atelier public d'urbanisme et d'architecture où des spécialistes travailleraient avec les habitants pour étudier les transformations du cadre de vie.

On le voit, ces propositions s'opposent radicalement à la politique menée depuis des années. Avec pour ambition première de réparer les erreurs commises par une réforme conçue au temps de la prospérité et appliquée malgré la crise. Le second objectif, plus profond mais plus délicat, consiste à sortir le logement des griffes des banques et des spéculateurs. De quoi assurer l'avenir. ●

En mai, faisons ce qu'il nous plaît

PAR FRANCOISE SAGAN

IL doit y avoir, j'imagine, quelque jubilation pour Valéry Giscard d'Estaing, à évoquer des crèches fantômes, des calculs incompréhensibles et un honneur inconnu. Cet amusement serait peut-être même contagieux s'il ne durait pas depuis sept ans (là, je parle des crèches et non pas des calculs qui, eux, dans leur absurdité, durent depuis plus de quinze ans). Un amusement qui serait contagieux, donc, s'il n'était pas celui du chef de l'Etat. Et si, sauf en ce moment où il craint d'être viré — ce qui l'attend, sans doute — cet amusement n'était pas doublé d'un mépris, pour nous, sans égal : sinon celui que, maintenant, nous lui portons aussi, quoi qu'il prétende croire et quoi que prétendent lui faire croire certains « sondages ». Au demeurant, lequel de nous a jamais été sondé, ou connaît quelqu'un qui l'ait été ?...

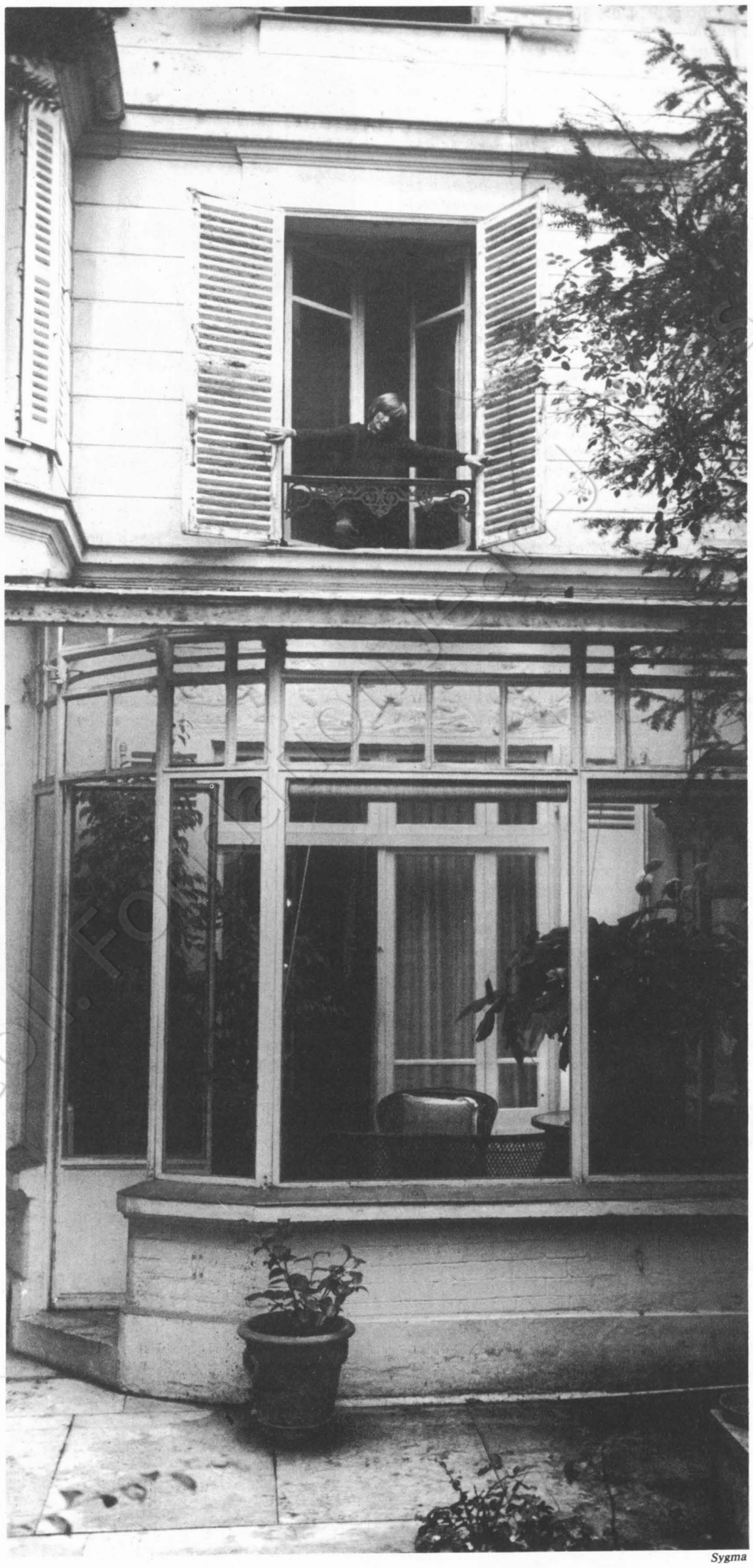
Voilà un homme, Giscard d'Estaing, que j'avais vu arriver avec une grande suspicion — vu son séjour aux Finances — mais aussi, pourquoi pas, un faible espoir. L'espoir traîne partout, pourquoi pas à l'Elysée ? Mais depuis, j'ai vu...

J'ai vu, depuis, quelques riches (peu d'ailleurs) devenir plus riches. J'ai vu d'autres riches (bien plus nombreux) devenir moins riches, j'ai vu quelques pauvres (énormément) devenir plus pauvres, mais je n'ai pas vu, pas une fois, un pauvre devenir moins pauvre. Or, c'est là, et là d'abord que se fondent la bonne foi et la valeur d'un gouvernement, le bien-fondé de son existence : faire en sorte que la vie devienne moins dure pour ceux qu'elle matraque au départ ; et qu'en même temps que vivre, on puisse aussi espérer vivre « autrement », un jour. Hélas, en France, ce n'est pas le cas ! Depuis sept ans, on ne voit plus que des gens occupés, désespérément, et à tous les niveaux, à survivre. Il ne s'agit plus d'entretenir l'espoir, il ne s'agit même pas d'éviter le désespoir, il s'agit de l'oublier.

« Mais, me dira-t-on, les gens ne sont pas si malheureux ! Tous les ouvriers ont leurs voitures, leur pavillon à la campagne ! Et les handicapés, et les vieillards ? Voyons, vous le savez bien ! »

Le gang qui nous mène

« Je sais bien, oui, que d'abord, tous les ouvriers, tous les employés, les salariés, les 75 %, à moins de 4 000 F par mois, n'ont pas une maison de campagne ni une voiture. Je sais qu'ils arrivent chez eux, le soir, épuisés, et que c'est épuisés qu'ils en repartent le matin pour recommencer la même journée de la même vie interminable : vie entrecoupée des images d'une télévision bornée qui leur remâche les images d'une vie plate, mais aisée, qu'ils n'auront jamais. Je sais aussi que, lorsque les vieillards, à force de faire la queue devant des guichets cruels et finalement fermés, arrivent, à force de démarches épuisantes, à toucher les 1 200 F mensuels qui les « récompensent » d'une vie de travail, ils ne font pas bombance. Je sais que certains meurent de faim, dans mon quartier, et de tristesse, et de honte. Car la misère est maintenant, en plus d'affreuse, devenue honteuse. Honteuse, parce que solitaire. A force de nous mépriser en bloc, ce gouvernement nous a amenés à nous mépriser entre nous : on a peur de son voisin, on a peur de « l'autre », au lieu de s'appuyer sur lui. Le gang qui nous mène, pousse le mépris à un tel point, qu'il a même tenté de faire rimer le mot « liberté » avec le mot « sécurité », mots qui, depuis le Moyen Age, signifient le contraire l'un de l'autre : c'était pour s'abriter des hordes, derrière les forteresses du château, que les paysans payaient des impôts au seigneur des lieux, et c'est en échange de sa protection qu'ils lui sacrifiaient un peu ou beaucoup de leur travail, du fruit de ce travail, et un peu de leur liberté privée !



Sygma

Du moins y avait-il échange.

Mais maintenant, contre tout ce qu'il nous prend, l'Etat ne nous donne rien : il nous livre à des bandes de jeunes gens, bien moins cruels qu'effrayés, bien moins méchants qu'épouvantés, par l'oisiveté, le chômage, le destin qui les attend.

Il nous livre à une police qui, ne respectant plus l'Etat, sa tête, en arrive à se détester elle-même. Mais pire, il nous livre surtout, et chacun de nous, à la solitude et au désespoir. Qu'on ne dise pas que ce septennat a réussi, quand la seule solution pour une femme ou pour un homme, s'il perd son travail, est de plus en plus souvent — s'il en a le courage le suicide — et celui-ci n'arrête pas de moissonner les plus vulnérables, parmi ces inconnus : nos concitoyens.

« A oui ? Et qui vous dit que Mitterrand fera mieux ? Qui vous dit qu'avec la crise économique internationale, le pétrole... qui vous dit qu'on n'ira pas au pire ? »

« Et c'est quoi, le pire, s'il vous plaît, si ce n'est pas ce que l'on fait endurer aux gens de ce pays ? Ces Français à qui on a tellement fait croire que leur dignité était fonction de leurs possessions ? Qu'y a-t-il de pire que nos regards indifférents sur ces gens couchés sur les trottoirs, la nuit, dont on ne sait s'ils sont trop seuls, trop sâouls ou trop morts, et sur qui personne ne se penche plus ? Et les ricanements des responsables là-haut, dans leur petite lucarne privée nommée télé ? Et ces airs supérieurs ? Et ces mensonges éhontés ? Et cette indifférence criminelle ? Peut-on faire pire, vraiment ? »

Nous et lui ensemble

Moi, qui le connais un peu, je sais en tout cas que cette indifférence méprisante, Mitterrand ne l'a pas. Et que, si nous coulons, il coulera avec nous.

Je sais qu'il regarde, lui aussi, avec un calme effroi, ce siècle trop rapide, insensible et corrompu ; mais je sais qu'il le regarde, toujours, avec cette volonté inaltérable d'y voir le bien et le mal, ou plutôt, le bon et le mauvais : ce qui est bon et mauvais pour « nous ». Nous et lui ensemble. Et qu'il sait, lui, que dès l'instant qu'il sera à notre tête, il aura tous les devoirs, et non tous les droits. Je crois qu'il sait vraiment ce que voulait dire la Constitution de 1789 et que c'est à nous servir qu'il veut et va s'employer. Je crois qu'il est prêt à gérer, pour nous — mais avec notre accord — cette superbe machine, richissime en tout, en esprits et en terres, qu'est notre pays. Je sais qu'il nous expliquera les aléas possibles de son action par d'autres arguments, d'autres raisons que le pétrole (pétrole dont je sais, aussi, qu'indirectement ou non, sa hausse n'enrichira pas le patrimoine privé de François Mitterrand). Ce cher, cher, pétrole, l'inusable, le grand alibi aux échecs ruineux de l'Etat, alibi si vite oublié, hélas ! quand la faillite est celle d'un particulier, d'un pauvre contribuable, sur lequel se referment aussitôt les crocs du fisc et de la loi : ces deux monstres, l'un boulimique jusqu'au vol, l'autre défiguré jusqu'au bon plaisir du roi.

C'est à ces ogres que Mitterrand s'attaquera d'abord, et avec notre avis et notre aide, car non seulement François Mitterrand est le seul qui nous croit intelligents, mais c'est aussi le seul qui tienne à ce que nous nous parlions entre nous. Il sait que, sans nous parler, sans nous écouter, sans nous comprendre, il n'y a pas de salut ni de bonheur possible entre nous. Ni de fierté. Seulement cette fierté dépend d'abord de notre choix.

Saint-Just disait : « La liberté se prend, elle ne se donne pas. » Eh bien, prenons-la, cette fois, et gardons-la avec l'aide de Mitterrand.

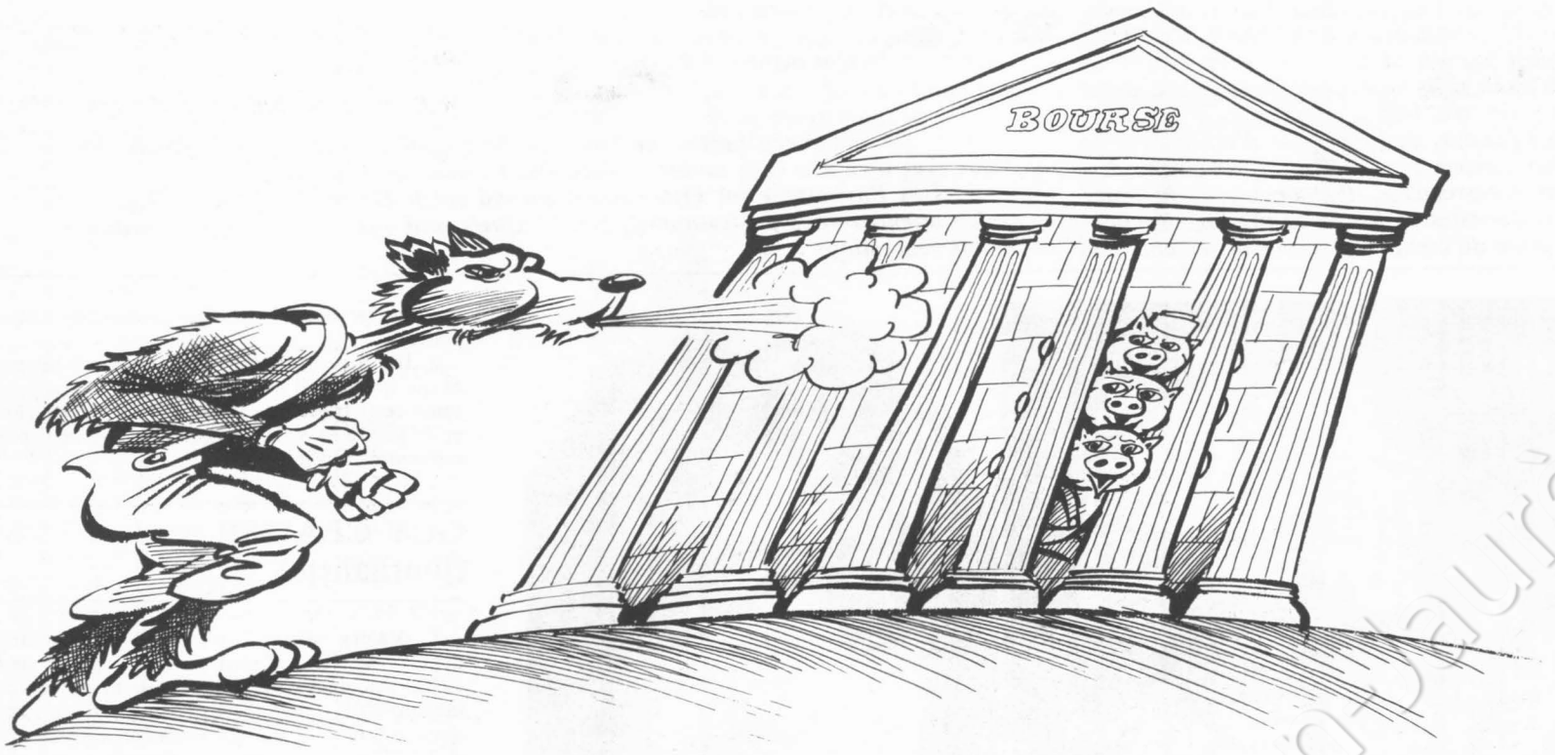
Mitterrand, cet homme qui, effectivement et contrairement à ce que disait son adversaire — il y a quelques années, déjà, et qui ont été bien longues —, qui a le monopole du cœur par rapport à celui qui a pris le monopole du cynisme, de l'indifférence, du mépris, bref : le monopole de la médiocrité.

Il faut changer, il faut repartir, et il faut revivre autrement. « En mai, fais ce qu'il te plaît. » Et mai, Dieu merci, c'est maintenant. ●

BOURSE

La "corbeille" ne tangue pas

Ou bien le baromètre boursier s'est soudain déréglé, ou bien les milieux financiers croient à la victoire de Giscard, ou bien la gauche ne fait plus aussi peur, mais la Bourse reste calme



PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

C'EST la tradition avant chaque élection : l'évolution des cours de la Bourse de Paris est présentée comme un baromètre par la plupart des observateurs politiques. Si l'indice a été bon, c'est que les investisseurs ne croient pas à la victoire de François Mitterrand. Si les cours baissent, rien ne va plus... A tort ou à raison, la Bourse est considérée comme le sondage le plus crédible sur la conjoncture politique ! A la moindre baisse de tension, à la plus légère fièvre, la presse économique en chœur crie à l'affolement des petits épargnants qui sont censés redouter une victoire de la gauche. Cette fois-ci, comme d'habitude, les journaux économiques, des « Echos » au « Nouveau Journal », ont tout fait pour alimenter le réflexe de peur du petit épargnant. Et pourtant la Bourse reste, jusqu'à présent, plutôt calme. Aucun mouvement de panique ne s'est produit malgré la publication de sondages qui pronostiquent la défaite de Valéry Giscard d'Estaing. Trois hypothèses : ou bien le baromètre boursier s'est soudain déréglé, ou bien les milieux financiers continuent à croire à une victoire de Giscard... ou bien la gauche ne fait plus aussi peur ! Certes l'indice a baissé de trois à quatre points les 29 et 30 avril. Bien sûr, comme à chaque période d'incertitude les investisseurs achètent plutôt de l'or : cette semaine, les transactions sur le napoléon se sont montées à environ 6 000 pièces par jour contre 1 500 au cours de la dernière semaine d'avril. Mais toujours pas de panique... Même si la Bourse réagit comme d'habitude très vite à chaque « bonne » ou « mauvaise » nouvelle : elle baisse après la publication d'un sondage qui donne Mitterrand gagnant et remonte lundi 4 mai après la fête giscardienne de Pantin... Mais ces mouvements ne sont pas toujours très spontanés et ils ne reflètent guère l'opinion des petits épargnants. Eparpillés, les petits épargnants sont manipulés par la presse économique. En fait ce sont les gros détenteurs de portefeuilles qui donnent le ton.

• Au premier rang, les investisseurs institutionnels qui sont contrôlés par l'Etat : la Caisse des dépôts et consignations, les grandes sociétés d'assurance et les Sicav — portefeuilles de valeurs mobilières détenus par les banques nationalisées.

Par leur poids financier, ces investisseurs institutionnels peuvent infléchir la tendance à la hausse ou à la baisse. Au palais Brongniart on les appelle « les gendarmes »... « La Caisse des dépôts peut freiner ou accélérer un mouvement de baisse selon qu'elle achète ou qu'elle vend les titres qu'elle détient, explique un spécialiste financier. Mais elle n'a tout de même pas les moyens de s'opposer à un profond mouvement de panique. En principe, elle évite d'intervenir de façon trop voyante car cela peut avoir un effet boomerang et inciter encore davantage les gens à se débarrasser de leurs actions. » Actuellement, les avis de plusieurs analystes boursiers convergent dans ce sens, la Caisse de dépôts n'aurait pas reçu de consigne officielle ni pour entraver une baisse des cours, ni pour l'accélérer. La prudence est de règle. Hypothèse avancée par certains experts : le Pouvoir préfère ne pas amplifier un mouvement de baisse des cours qui accréditerait encore davantage le succès de François Mitterrand...

• Les gros portefeuilles confiés à des services bancaires de gestion spécialisée. Dans les banques nationalisées il s'agit de portefeuilles de particuliers à partir d'un capital de 500 000 F : le petit épargnant n'est pas concerné...

Les actions qui auront le vent en poupe

Quel est actuellement le comportement de ces services de gestion ? La responsable de l'un d'eux explique : « La règle d'or est de répartir le risque. En ce moment dans nos portefeuilles clients il y a un petit tiers d'actions françaises, un tiers d'obligations françaises et un gros tiers d'actions étrangères. Depuis le début de l'année la tendance a été de se couvrir en achetant des valeurs japonaises ou américaines. Mais nous ne nous débarrassons pas des actions françaises : nous les gardons. » Et si Mitterrand est élu ? » Bien sûr, il y aura sans doute un fléchissement pendant quelques jours, mais vous savez, la Bourse ne demande qu'à se rassurer. On sait déjà quelles seront les actions qui auront le vent en poupe dans cette hypothèse : les entreprises qui bénéficieront de la relance de la consommation (grandes surfaces, etc.) et les industries du bâtiment. »

Et les banques ne placent pas seulement l'argent de leurs clients. Elles ont aussi leur propre portefeuille de valeurs qu'elles utilisent souvent pour spéculer sur le marché à terme, ou pour créer tel ou tel mouvement jugé opportun financièrement — ou politiquement.

Dans les coulisses du palais Brogniart, chacun commente la version boursière de « l'effet Chirac » avant le premier tour de l'élection présidentielle : les milieux financiers proches du maire de Paris avaient alors joué à la hausse pour accréditer l'hypothèse de la présence de Chirac au second tour...

Sensibles aux sirènes alarmistes

• Les investisseurs étrangers ont aussi une influence importante à la Bourse de Paris. Mais ils n'ont pas plus tendance à l'affolement que les gros investisseurs français : jusqu'à présent ils ont gardé leurs valeurs françaises... C'est donc l'attentisme plutôt confiant qui prévaut parmi les investisseurs institutionnels et les détenteurs de capitaux importants.

« Ils ne croient pas en la victoire de la gauche », affirme un observateur. Un avis plutôt minoritaire. « En réalité, la victoire de Mitterrand ne leur fait plus aussi peur qu'avant, explique un responsable de la gestion de portefeuilles, ils savent bien que cela ne signifiera pas un effondrement économique... »

En revanche, les petits épargnants sont plus sensibles aux sirènes alarmistes. D'où leur tendance actuelle à vendre les actions pour acheter de l'or. Et les « gros », mieux informés, en profitent pour racheter à bas prix des actions qui remonteront forcément plus tard quel que soit le résultat de l'élection... « Les petits porteurs sont très mal à l'aise dans la conjoncture politique actuelle, commente un banquier. Ils sont ballottés entre le pouvoir de persuasion des médias qui poussent dans un sens et le pouvoir effectif de ceux qui peuvent peser sur les cours... »

C'est devenu classique en période électorale : la Bourse, dévoyée de son rôle économique, est utilisée comme un instrument de manipulation politique. Ce qui n'empêche pas les mieux informés de réaliser de bonnes affaires en profitant de la baisse des cours.

Au fait, n'était-ce pas un certain Charles de Gaulle qui avait déclaré : « La politique de la France ne se fait pas à la corbeille... » ●

Vous voulez que "l'Unité" vive...

Depuis le début de la campagne présidentielle, l'hebdomadaire du P.s. a joué un rôle efficace d'information et d'explication. Le moment est venu d'un nouveau bond en avant des abonnements et de la diffusion militante.

En cette période décisive nous demandons aux sections, aux militants, aux sympathisants, aux abonnés et anciens abonnés de prendre toutes les initiatives à cet effet.

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de

l'unité

10, rue de Solférino 75007 PARIS

Je soussigné.....

.....

.....

.....

demeurant .....

.....

.....

.....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

• abonnement d'un an (200 F) ◯

• abonnement de six mois (120 F) ◯

abonnement couplé à « Combat socialiste » et à « l'Unité »
Un an (650 F) ◯
Six mois (360 F) ◯

et vous adresse la somme correspondante

◯ par chèque bancaire

◯ par chèque postal

◯ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Date Signature

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10 rue de Solférino 75007 Paris. - Tél. : 550.34.35. *Directeur :* Claude Estier ; *Rédaction en chef :* Nicole Chaillot, Guy Perrimond ; *Rédaction :* Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi, Jean-Paul Liégeois, Emmanuèle Plas, Paul Leduc, Gilbert Sans. *Secrétariat de rédaction :* Claudine Dervaux (révision), Mauricette Duchemin (maquette) ; *Dessins :* Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Pym, Bordeclerc, Forcadell ; *Photos :* Pascal Lebrun ; *Publicité :* 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73 ; *Administration :* Conseiller technique : François de Grossouvre ; *Secrétaire administrative :* Jacqueline Daimé ; *Coordination :* Offres 67, boulevard de Clichy, 75009 Paris. *Imprimerie E.T.C. 76190 Yvetot.*
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité ; *Directeur de la publication :* Claude Estier ; Cadet Photocomposition, 75009 PARIS.

Pour nous c'est Mitterrand

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

« RASSEMBLER », dit-il. Il le fait. Autour de François Mitterrand, depuis des semaines, se regroupent des femmes et des hommes de toutes conditions, de toutes philosophies, de toutes croyances, de toutes professions. Lame de fond que l'on voit clairement en microcosme dans le Comité de soutien à la candidature de François Mitterrand, présidé par Maïté Jourdan, chômeuse. Des célébrités et des inconnus s'y retrouvent côte à côte dans le diversité et le pluralisme : des militants et des fonctionnaires, des syndicalistes et des sportifs, des avocats et des scientifiques, des médecins et des artistes, des intellectuels et des manuels. Beaucoup d'intellectuels, c'est vrai, beaucoup d'artistes et de scientifiques. Ce n'est pas un hasard : ces gens de savoir, d'invention et d'imagination, tous ces créateurs ont trop bien appris dans leur chair et dans leur vie professionnelle qu'il n'y a rien à espérer, rien à attendre de « l'autre », du candidat de la misère matérielle, du passé antérieur, de l'étroitesse d'esprit et de la peur organisée. S'il en fallait une preuve, nous l'avons eue : à Pantin, dimanche dernier, Giscard-le-mesquin était entouré de ses « cerveaux ». Il étaient tous là : une grappe dérisoire, une poignée de « has-been », des têtes en forme de tire-lire. Pognonculture, même combat ! Un tiroir-caisse à la place du cœur. Des applaudissements bon chic bon genre. Des bravos fleurant bon les billets de banque, les gros chèques et les recettes commerciales : Mireille Mathieu, Alain Delon, De Funès, Danièle Gilbert, Guy Lux, Henri Verneuil... Ça, la culture française ? Pouah !

Non, la culture française, celle qui rayonne encore malgré Giscard, celle qui a survécu, celle qui explosera demain, celle qui restera devant l'Histoire, celle qui est en train de se faire, cette culture-là n'était pas à Pantin. Elle a d'autres préoccupations que la peur du rouge ou les courbettes au roi-chasseur. Elle a d'autres espoirs. Elle les a souvent criés. Mais Foutriquet ne les a pas entendus. Elle les a répétés. Et François Mitterrand a décidé de les prendre en compte. Elle attend le changement. Et ce changement sera culturel ou ne sera pas.

A quelques-uns de ceux qui ont appelé à voter pour François Mitterrand nous avons simplement demandé d'expliquer leur appel et de préciser leurs espérances. Tous ont répondu en précisant leurs doléances. Ces doléances écriront notre futur.

A tous nous avons posé les deux mêmes questions :

1. Vous souhaitez l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Vous avez tenu à le faire savoir publiquement : pour quelles raisons ?

2. Dns l'hypothèse où François Mitterrand serait élu président de la République, qu'en attendez-vous professionnellement ? Quels sont vos souhaits, vos revendications et vos suggestions ?

JEAN LACOUTURE (journaliste)

1. Je vote pour le changement. Je crois profondément que l'alternance est une loi démocratique fondamentale. Sept ans, c'est assez. Et, d'une autre façon, vingt-trois ans, c'est beaucoup, beaucoup trop. Il est nécessaire pour l'hygiène et pour la respiration de la France qu'un certain corset soit desserré, que la France, comme on le dit des petits citadins l'été, puisse changer d'air. Je vote pour le changement d'air.

Je vote pour une plus grande justice. Depuis plus de vingt ans, le pouvoir en place ne nous parle guère que d'autorité et de production. Un autre pouvoir est nécessaire, un pouvoir qui parlerait de plus de justice et de moins d'inégalité. C'est précisément le but que se fixe François Mitterrand, le but que soutient Pierre Mendès-France. Je vote pour ce pouvoir-là.

Je vote pour François Mitterrand. Pour un homme d'une grande capacité, d'une grande compétence nationale et internationale. Pour « l'animal politique » le plus vigoureux : dans la période de crise actuelle, française et mondiale, il est le capitaine le plus apte à tenir la barre.

J'ai rendu mon vote public. Parce que, quand on écrit, comme c'est mon cas, des biographies d'hommes publics et d'hommes politiques, on peut difficilement prétendre à l'anonymat. Je crois à une solution, j'ai envie de faire partager mon espoir. Je n'ai pas de raison de me dérober.

2. J'ai plusieurs souhaits professionnels à formuler.

Je souhaite que le nouveau chef de l'Etat fasse appliquer la loi sur la presse, datant de la Libération, qui interdit à un seul homme d'être propriétaire de plusieurs journaux. La non-application de ce texte législatif est un des plus évidents scandales du régime sortant.

Je ne suis pas un inconditionnel de mon métier. Je pense qu'il y a une proportion égale de canailles chez les avocats, les médecins, les curés et les journalistes. Pourquoi y aurait-il plus de brebis galeuses dans une profession que dans une autre ? Alors, pourquoi toujours suspecter a priori de mauvaises intentions un journaliste qui entend remplir sa mission d'information ? C'est pourtant ce que le pouvoir giscardien a fait systématiquement. Je souhaite que cela cesse. Je souhaite que le nouveau pouvoir ne considère plus tout journaliste qui fait son métier comme un indiscret, un escroc ou un bravache.

Je souhaite que les nouveaux détenteurs du pouvoir ne fassent pas, comme la droite le fait et comme certains hommes de gauche se sont parfois laissés aller à le faire, et les questions et les réponses.

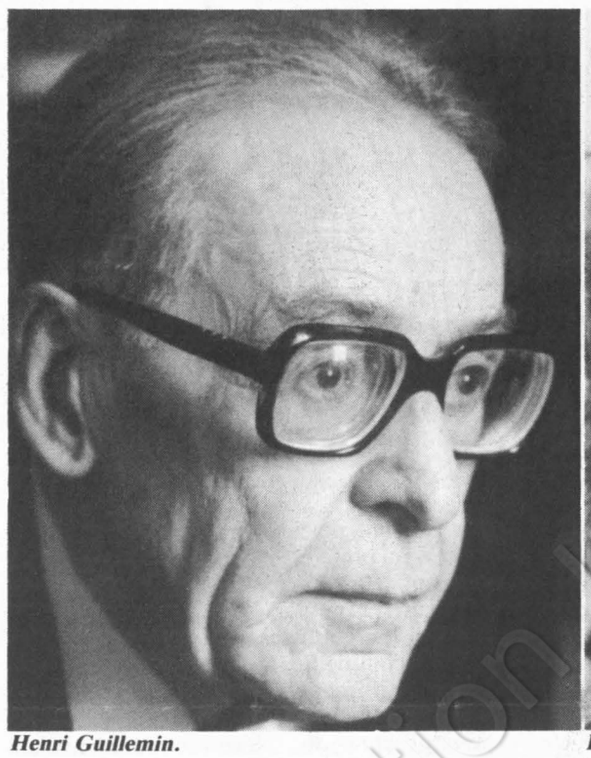
Je souhaite que soit rétablie, comme du temps du général de Gaulle, la bonne pratique de la conférence de presse présidentielle. Mais, si François Mitterrand restitue cette pratique, il ne faudrait pas que les questions soient préfabriquées comme elles l'étaient sous de Gaulle ; il faudrait qu'elles soient spontanées.

Je ne souhaite ni bouleversements ni listes de proscription dans les médias d'Etat. A quatre ou cinq exceptions près, les journalistes de la radio-télévision ont fait correctement leur métier malgré les pressions dont ils étaient l'objet. Par contre, pour ce problème capital, je suggère la création d'un Conseil des sages d'une dizaine de personnes, composé pour moitié d'anciens professionnels, qui procéderaient à une vérification constante de l'objectivité de l'information.

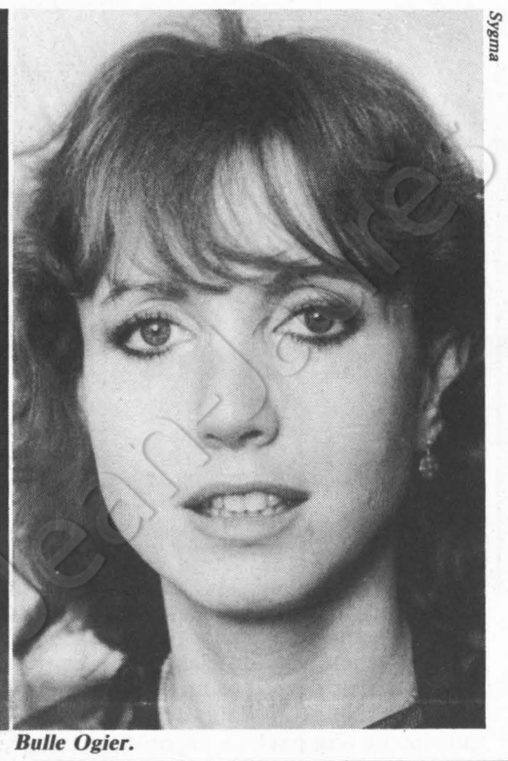
HENRI VIRLOGEUX (comédien)

1. N'appartenant à aucun parti, j'ai apporté mon soutien à M. Mitterrand parce qu'il me semble concerné profondément et sincèrement par la vie du plus grand nombre et non par celle de ceux qui sont déjà situés. Je crois à un socialisme ouvert, juste, faisant appel à la raison et se penchant sur l'importance de toute vie. Toute opinion, si elle est sincère et désintéressée, est belle.

2. Il y a ce qui élève, ce qui laisse à niveau et ce qui abaisse. Il me semble que là il y aura toujours cette triple expérience. A chacun de choisir et de suivre sa voie. Le guide éclairé et suprême me semble à rejeter.



Henri Guillemin.



Sygma

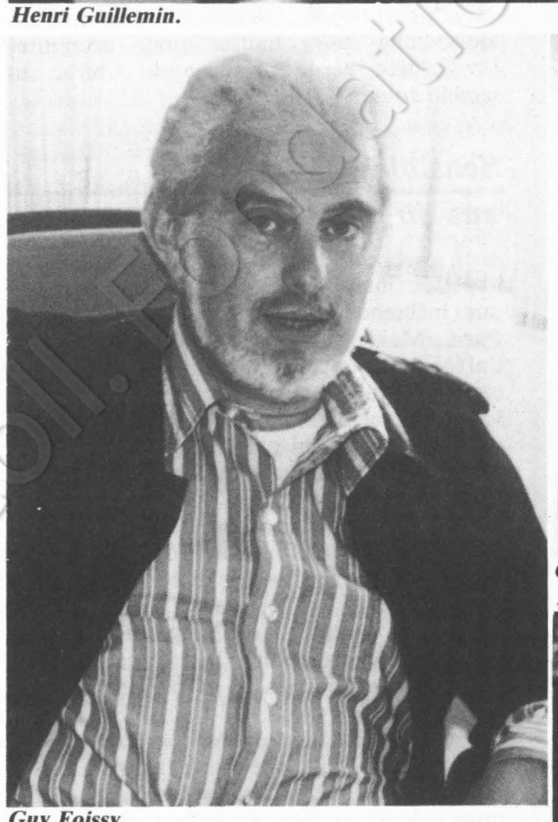
Bulle Ogier.

GUY CLAISSE (journaliste)

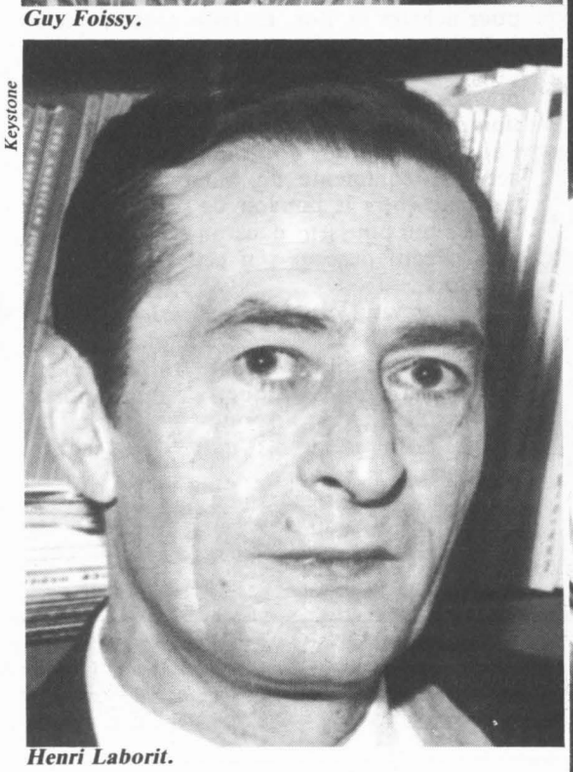
1. Valéry Giscard d'Estaing nous entraîne depuis sept ans, et plus particulièrement depuis 1978, sur une voie dangereuse et moralement inacceptable : celle d'une France qui s'organise, dans la crise, sur une démarcation entre les forts et les faibles, les seconds devenant sans cesse plus dépendants des premiers. Il faut absolument stopper cette évolution vers une société conçue dans un esprit élitiste. Jamais autant qu'aujourd'hui nous n'avons été menacés de voir s'installer une idéologie héritée de la droite la plus ancienne et la plus autocratique. Le redressement passe par une redistribution des pouvoirs à tous les échelons. On ne surmontera pas la crise en laissant une caste de technocrates privilégiés contrôler l'Etat, les régions, la vie de chaque citoyen. François Mitterrand, appuyé par les forces sociales de progrès, peut seul réinventer la démocratie.

Permettez-moi d'ajouter une note personnelle. Je connais l'homme Mitterrand. Je n'en connais pas de plus solide. Je sais aussi quelles qualités humaines il recèle, derrière les barrières dont la vie publique le contraint parfois à s'entourer.

2. L'évidence. Le pluralisme de l'information est menacé par la constitution de trusts, le plus important étant Matra-Hachete, qui tendent à regrouper les grands médias, télévision, radio, organes importants de presse écrite. L'objectif est de faire en sorte que ces médias parlent d'une même voix, celle des pouvoirs, sous une apparence de fausse neutralité, en tolérant tout juste l'existence de petits journaux d'opinion. J'attends d'un gouvernement de gauche qu'il empêche les concentrations abusives et fasse respecter les lois sur la presse. Et aussi, bien sûr, qu'il libère la télévision en donnant aux responsables des chaînes une véritable autonomie par rapport au Pouvoir, qu'il permette le développement de radios libres. Toutes choses qui figurent dans le programme de François Mitterrand.

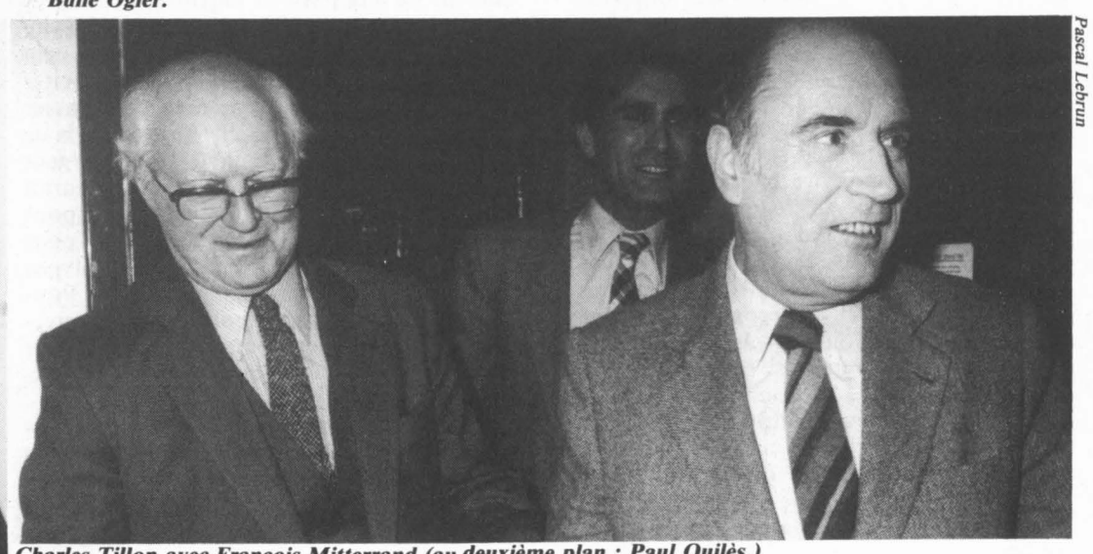


Guy Foissy.



Keystone

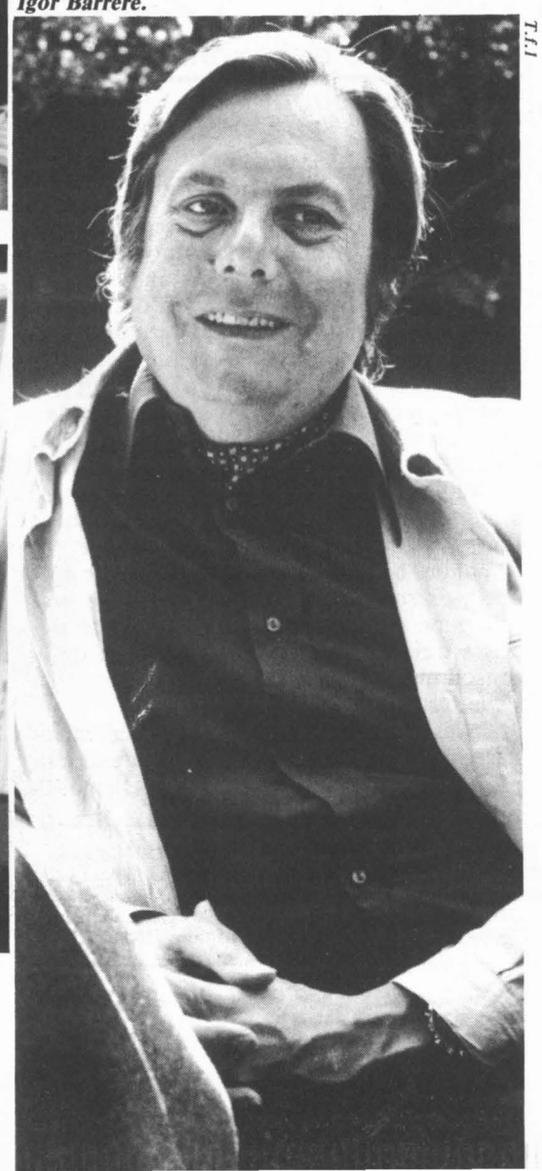
Henri Laborit.



Pascal Lebrun

Charles Tillon avec François Mitterrand (au deuxième plan : Paul Quilès.)

Igor Barrère.



T.F.1

BULLE OGIER (comédienne)

1. Tout ce que je sais, c'est que ni Alice ni le Petit chat ne voteraient pour ce monsieur Giscard, grand briseur de miroirs. Alors, sept ans de malheur en plus !...

2. Imaginez un peu monsieur Giscard d'Estaing : il n'arrive pas, mais vraiment pas à pourvoir à l'essentiel ; alors moi, qui « pense avec tant et tant et tant d'autres que la vie ne vaut la peine d'être vécue que par le superflu », alors imaginez, ou plutôt comprenez qu'il n'ait

d'essentiel que de battre Giscard d'Estaing ; ce n'est pas superflu...

HENRI LABORIT (directeur du laboratoire d'eutonologie — société à but non lucratif — à l'hôpital Boucicaut)

1. Je me suis prononcé pour François Mitterrand parce qu'on m'a demandé quel était mon choix. Je ne l'ai pas caché parce que j'ai un statut d'homme public et que j'en assume toutes les dimensions. Je ne dépend pas du Pouvoir, je n'attends rien de lui, je ne désire pas être au pouvoir, donc rien ne pouvait m'empêcher de m'exprimer librement. C'est ce que j'ai toujours fait.

Je ne veux m'inféoder à aucun dogme, à aucune idéologie. Mais, mon métier m'a donné un certain regard sur ce que sont les rapports entre les hommes : de la biologie je suis passé à la psychologie, puis à la sociologie, puis à l'économie et à la politique. Ce qui m'a amené à constater que le Parti socialiste, contrairement aux autres partis, ne me semble pas être enfermé dans un dogme figé. C'est le seul parti qui ne prétend pas détenir la vérité mais qui avoue être en train de la chercher. A ce titre, François Mitterrand ne m'est pas étranger...

2. Personnellement, dans l'exercice de mon métier, je n'attends rien d'un changement de pouvoir. J'ai actuellement un médicament sur le marché qui permet à mon laboratoire de vivre et m'évite d'avoir à tirer les sonnettes. Il y a plus de vingt ans, j'ai compris que si je voulais être heureux, c'est-à-dire être libre de faire de la recherche sans chercher d'élévation hiérarchique, ayant affaire à une société marchande, je devais lui fournir de la marchandise. Ce qui ne m'enthousiasme pas spécialement ; mais, devais-je m'isoler sur un île déserte ?

Plus généralement, pour ce qui concerne la recherche en France, un gouvernement socialiste devrait faire au moins une chose décisive : il devrait organiser la rotation, tous les deux ans, des présidents de commission et autres mandarins.

ALEXANRE MINKOWSKI (médecin)

1. Je suis un médecin et un scientifique. Mais, ma réflexion porte aussi sur une autre dimension de l'activité humaine : la relation. Dans la société actuelle, les relations entre les humains fonctionnent essentiellement sur le mode de la hiérarchie et de l'autorité. Cette société est étouffante. Je n'en veux plus.

Je veux donc une autre société. Je la veux d'autant plus qu'avec François Mitterrand il ne s'agira pas d'une société stalinienne. Je veux que cette société soit basée sur la concertation et la liberté. Je ne suis pas sûr que François Mitterrand réussira à régler toutes les questions économiques qui ont constitué un des enjeux de la campagne électorale. Mais quand il parle de changer les relations humaines, quand il parle d'élan populaire, je suis partant.

2. Il s'agit de faire disparaître dans tous les secteurs l'autoritarisme qui a régné sous Giscard. Il s'agit de démocratiser, de « fraterniser ». J'espère que tout cela se fera en retrouvant le souffle qui anima autrefois l'équipe mendésiste. La médecine et la recherche en ont bougrement besoin.

En premier, il faut changer le « contexte » dans lequel se débattent les femmes. Elles ont toutes, mais plus particulièrement les femmes migrantes et celles qui appartiennent aux professions libérales, le plus grand mal à mener de front leur travail, leur fonction de mère, leurs tâches de ménagère. Supprimer, au moins réduire les inégalités dont elles sont victimes, créerait déjà des conditions sociales nouvelles pour l'exercice de la médecine.

En second, il faut procéder à des révisions ponctuelles et précises : mettre un coup d'arrêt à la politique de réduction des lits dans les hôpitaux : supprimer les énarques dans la gestion des établissements hospitaliers et de recherche ; se débarrasser du plan Aigrain, désapprouvé par l'ensemble des chercheurs ; reprendre véritablement en charge la recherche scientifique et lui adjoindre de nouvelles disciplines ; changer le système de sélection dans les études médicales (un système qui est encore restrictivement fondé sur les mathématiques et les sciences exactes) ; dépolitiser le milieu médical, c'est-à-dire arrêter l'influence du syndicat autonome, proche de l'extrême droite, qui contrôle les attributions de postes en fonction de critères politiques. Le professeur Milliez et moi-même commençons ces jours la rédaction d'un livre qui s'intitulera « Une certaine idée de la médecine ». J'espère que notre contribution et les décisions d'un gouvernement de gauche convergeront.

CHARLES TILLON (écrivain, ancien dirigeant du P.c.f., ancien ministre du général de Gaulle)

1 et 2. Puisque je suis né après la chute du Second Empire, j'ai vu plusieurs fois changer la société, qui était déjà celle de l'argent triomphant. J'ai donc connu bien des moments graves où la vie nationale exigeait pour chacun un grave devoir de conscience.

Il en est ainsi aujourd'hui où il faut choisir pour la République entre un président sortant, lourdement chargé déjà par sept ans de son passé, et un candidat à la présidence qui permettrait une renaissance de la démocratie, un mot qui veut bien dire gouverner avec le peuple et non en le snobant. Dans ces circonstances, j'ai choisi François Mitterrand, déjà désigné par la gauche, celle qui date des Etats généraux de notre Révolution et qui avait permis que se rassemblât la nation. Il s'agit aujourd'hui de rassembler les Français au nom de la liberté, qui n'est que le pain de la démocratie. Et c'est parce que celle-ci est en péril que laisser M. Giscard d'Estaing occuper l'Elysée sept ans de plus serait grave pour l'avenir de la nation.

Du temps lointain où Poincaré fut élu président de la République, il m'avait fallu trois années d'apprentissage pour apprendre à bien manier la lime et devenir ajusteur. C'était aussi le temps de Jaurès où l'école des métiers nous apprenait sérieusement l'Histoire à partir des Droits de l'homme et des Devoirs du citoyen votés en 1789.

Je comprends pourquoi le président Giscard, tout fiérot d'avoir laissé le droit de voter aux jeunes à dix-huit ans, décidait aussi de faire réduire l'étude de l'Histoire dans l'enseignement. C'est qu'elle est devenue dangereuse (comme d'ailleurs celle de la Résistance) pour le Pouvoir d'une caste de l'argent bien décidée à déposséder la République de la souveraineté populaire, après avoir par degrés usurpé la domination de l'Etat et divisé le pays en deux. Peur de l'Histoire, peur de la démocratie, peur de la séparation des pouvoirs en morguant le Parlement, peur enfin de l'alternance pour la gestion de l'Etat.

C'est devant ce spectacle que la mémoire nous rappelle la vieille hypothèque qui ressurgit, avec un relan d'infatuation héréditaire, chez ceux qui se prennent pour la France chaque fois qu'il s'agit de rendre le pouvoir au peuple, ceux « Moi ou le chaos » de 1815, ceux « J'ai peur du rouge » de Mac Mahon qui s'accrochait à l'Elysée en 1877... Et voilà que ces mots-là resservent pour nous dire que la gauche fait le malheur du peuple et que la droite donne du travail aux chômeurs.

La peur, c'est aussi celle de la liberté d'expression devant le suffrage universel, la peur qu'on fait rôder là où les médias sont incitées à jouer la médiation entre la simple vérité et le mensonge dans l'intérêt du Pouvoir. Et c'est en premier lieu dans ce domaine de la vérité que tous ceux qui ont en charge de défendre la culture doivent relever l'affront contre la pratique de la déloyauté qui rabaisse l'esprit.

Du choix qui sera fait le 10 mai dépendra l'espérance pour demain d'une renaissance de la République et de la démocratie, seules capables de veiller aux changements nécessaires dans une société qui se dépasse chaque jour sur le plan des progrès matériels aux dépens des progrès politiques et sociaux dont le peuple du labeur a besoin pour marcher avec le temps qui nous presse. Je me permets de le dire avec gravité à tous ceux aux côtés de qui j'ai lutté dans le combat social et politique contre toutes les formes de réaction, contre toutes les injustices. A tous ceux de la Résistance, unis du temps où on décidait de son choix dans la solitude de sa conscience pour aider à libérer la France pour l'heure où de Gaulle nous dirait que la libération nationale est inséparable de l'insurrection nationale. La Résistance qui rétablit à Paris le gouvernement de la République, la possibilité de gouverner dans le respect des idéaux et des consciences, pour relever le pays pantelant au milieu de ses ruines matérielles et morales.

Ce dont la France a besoin, c'est avant tout de loyauté, parce qu'elle est menacée d'une insidieuse perfidie qui engendre la décadence de ses institutions... Ce dont la France a besoin, c'est d'une nouvelle espérance qui ne peut vivre et respirer librement qu'avec un peuple rassemblé largement autour d'un président de la République et d'un Pouvoir capables d'affronter avec succès les conséquences d'un héritage peu glorieux.

Il faut élire François Mitterrand président de la République.

. Le 10 mai, il faut désenchaîner l'espérance.

GUY FOISSY (auteur de théâtre, directeur d'un établissement d'action culturelle)

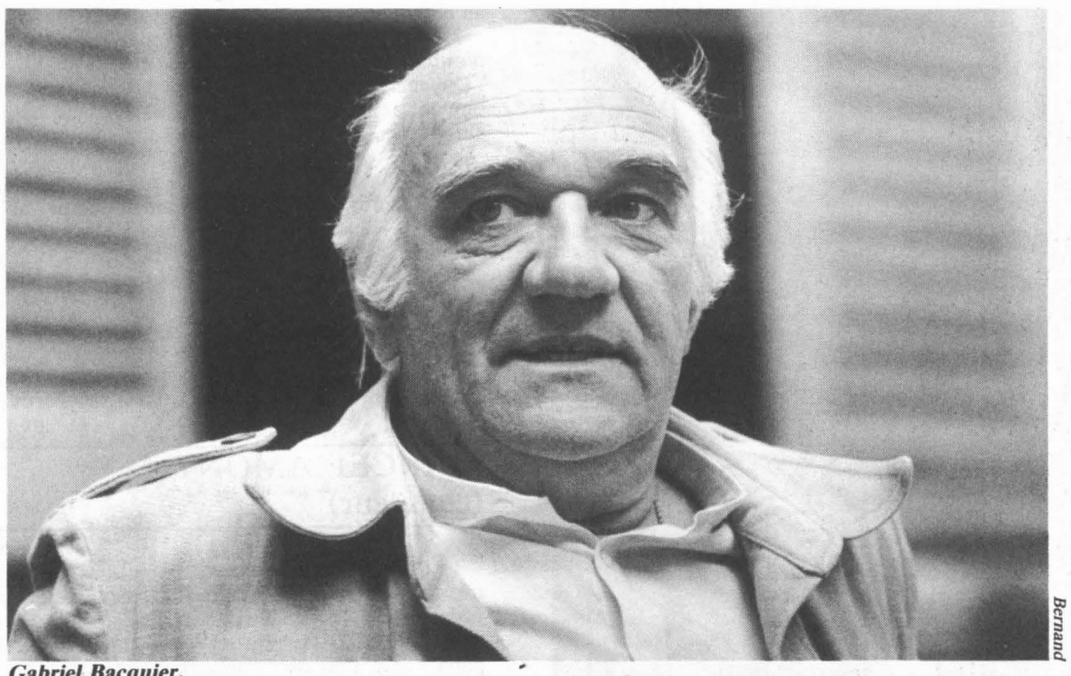
1. Si Giscard repasse, une chape de plomb va nous tomber sur les épaules : en réchapperons-nous ? Si François Mitterrand est élu, les conditions d'un changement décisif seront ruénies : laisserions-nous passer cette chance ?

2. Globalement, la culture a besoin d'un budget national digne de ce nom : pourquoi seulement 1 % du budget national ? Pourquoi pas 2 % ? Les municipalités de gauche ne consacrent-elles pas à la culture plus de 10 % du budget des villes qu'elles gèrent ?

Le théâtre a besoin d'un sacré coup de pouce. Il a besoin de pouvoir être joué à la radio et à la télévision. Il a besoin d'équipements et d'équipes de création. Il a besoin d'être mieux diffusé en France et à l'étranger. Il a besoin d'un plus grand nombre de troupes permanentes. Il a besoin de créateurs : d'auteurs. Pour les auteurs de théâtre — j'en suis un et j'en parle en connaissance de cause — je revendique un statut social, des aides financières régulières, des contrats avec les grands médias (radio et télévision), une place reconnue au sein des troupes. Bref, un auteur de théâtre doit pouvoir avoir la possibilité de vivre de sa création, les moyens matériels d'être auteur vingt-quatre heures sur vingt-quatre.

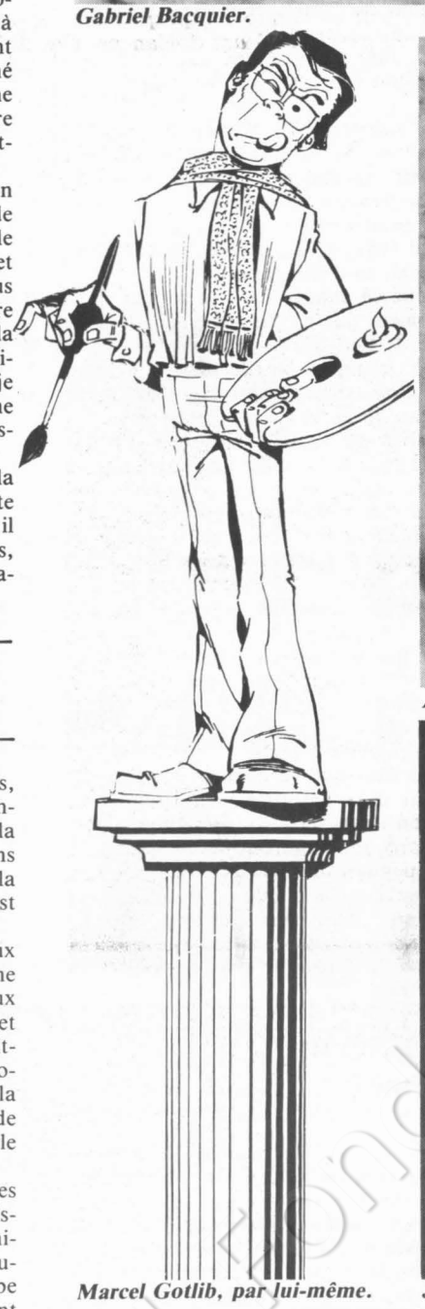
Mais, au-delà de cette sauvegarde immédiate, un travail à long terme s'impose : dans l'ensei-

(suite en page 14)



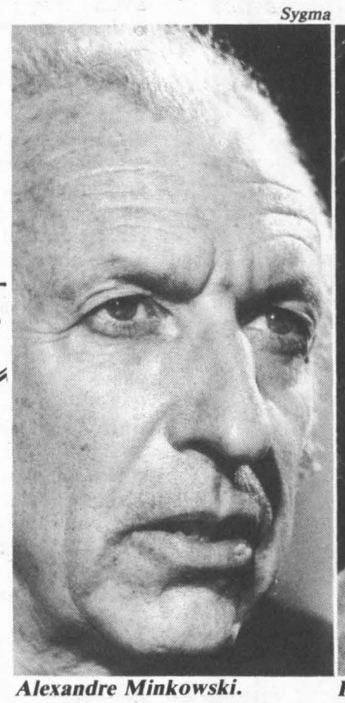
Bernand

Gabriel Bacquier.

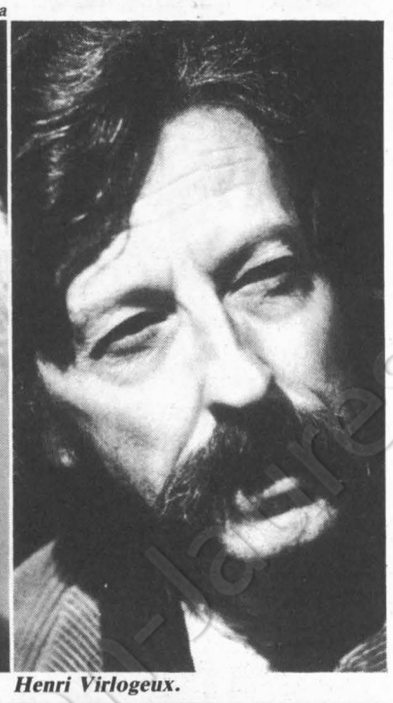


Marcel Gotlib, par lui-même.

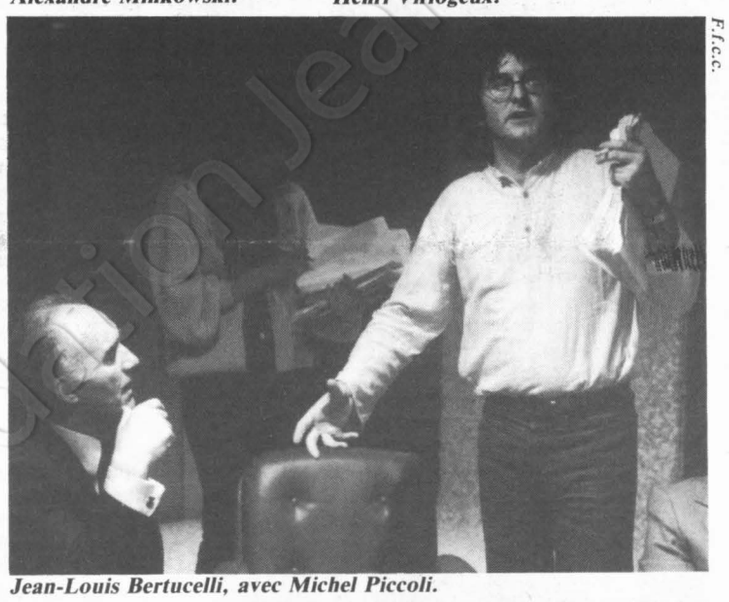
Sygma



Alexandre Minkowski.



Henri Virlogeux.



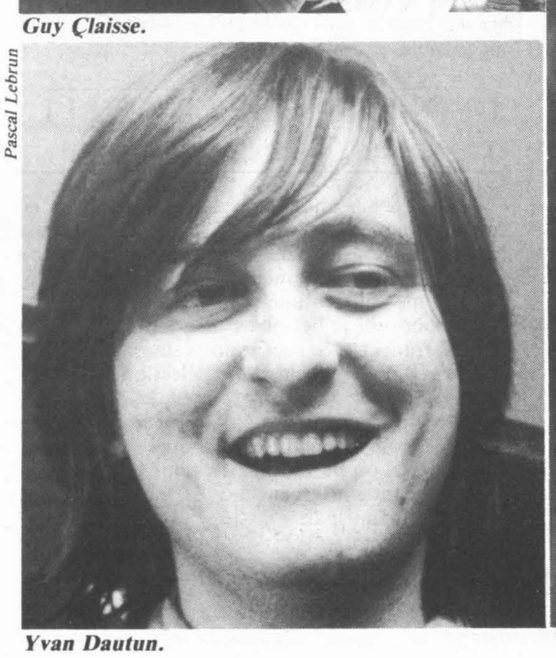
F.i.c.c.

Jean-Louis Bertucelli, avec Michel Piccoli.



Jean-Pierre Favreau

Guy Çlaisse.



Pascal Lebrun

Yvan Dautun.



Valérie Lagrange.

Collection Jean-Jaurès

(suite de la page 13)

gnement. Il faudrait installer définitivement des activités de théâtre dans les collèges, les lycées et les universités, créer des foyers de théâtre, des postes de professeurs et d'animateurs de théâtre, grâce auxquels élèves et étudiants pourraient apprendre le jeu, la technique et la mise en scène. Ce qui reviendrait à faire du théâtre une matière théâtrale à part entière et non un sous-chapitre de la littérature. Il faudrait en profiter pour introduire les créateurs à l'école : en travaillant sur des œuvres contemporaines et non sur les seules pièces du passé.

DANIEL GELIN (comédien)

1. Le socialisme tel que je le vénère et le pratique, à travers François Mitterrand et ses disciples à la fois nuancés et unitaires, est un humanisme dont je souhaite le développement pour tous les hommes. Cet humanisme est basé sur une certaine morale et le souhait profond d'une plus grande justice sociale.

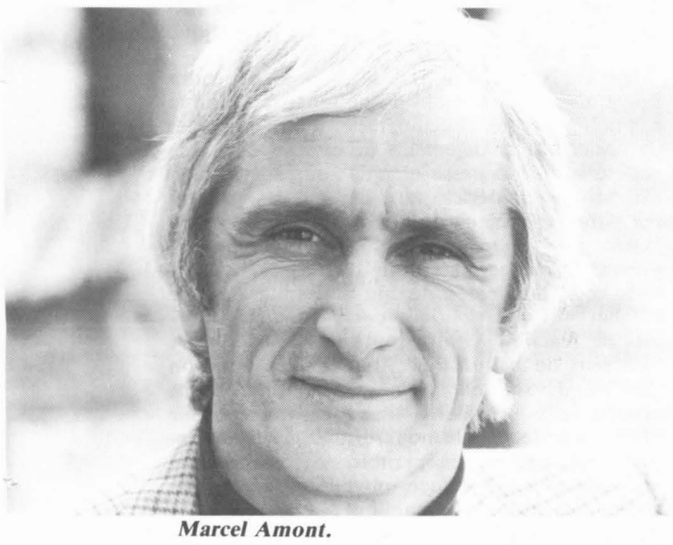
2. J'espère une élévation du budget culturel. Mais pour une culture et un enrichissement par la beauté, l'intelligence, l'humour et la liberté d'expression à la portée du plus grand nombre de citoyens, pour l'instant apathiques, complexés ou ignorants de leurs propres dons de savoir, de comprendre, d'aimer et de partager.

MARCEL GOTLIB (auteur de B.d.)

1. Compte tenu de tout ce qui s'est passé ces sept dernières années, je n'ai pas du tout envie que ça continue. Si, par ailleurs, on repartait pour un nouveau septennat de Giscard, on finirait par se retrouver en Terre de Feu ou en Alaska ; symboliquement du moins... Je n'y tiens pas !

2. Sous Giscard, le « libéralisme avancé » nous a laissé une certaine liberté dans la création ; mais, sous la menace permanente d'un possible retour de bâton... Sans Giscard, on pourrait peut-être envisager de créer sans aucune censure ; on pourrait peut-être avoir enfin le droit de traiter de n'importe quel sujet sans risquer d'être interdit...

J'ai aussi envie d'autre chose : que des gens comme moi aient accès à des médias plus importants que les albums de B.d., qu'on les laisse travailler librement à la télévision par exemple...



Marcel Amont.

GABRIEL BACQUIER (artiste lyrique)

1. J'ai toujours voté pour François Mitterrand. Je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas été fidèle à moi-même cette fois...

2. J'attends tout de François Mitterrand. C'est-à-dire tout ce dont la culture française a besoin. Tout ce dont nous avons, nous artistes français, besoin. Pour l'art lyrique, il y a trois besoins urgents à satisfaire : que soient organisés, systématiquement, des échanges entre les provinces et Paris ; que soient rétablies les saisons lyriques dans les grands théâtres régionaux ; que soit rendue une troupe permanente à l'Opéra de Paris. De la réalisation de ces deux derniers points dépend tout l'avenir de l'art lyrique en France : ce n'est qu'à travers une participation à des saisons entières ou à travers une implantation durable dans une maison que les jeunes professionnels pourront apprendre leur métier.

HENRI GUILLEMIN (écrivain, historien)

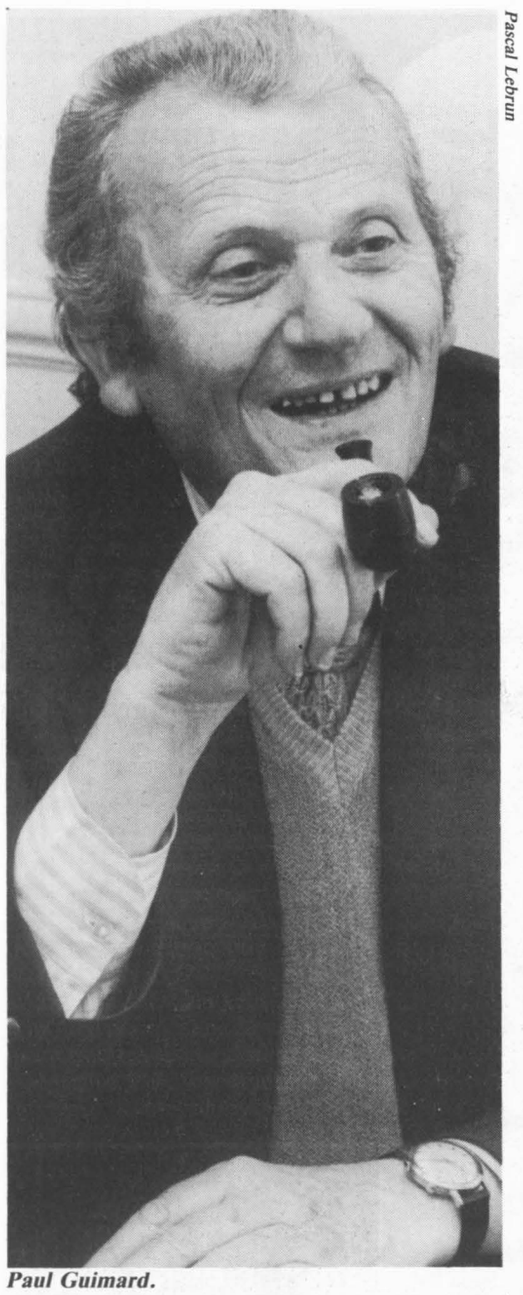
1. Pourquoi ai-je appelé, publiquement, « à voter Mitterrand » ? Raison négative : mon extrême « insupportation » (néologisme chez Flaubert) à l'égard du régime Giscard, du personnage Giscard en particulier (ses allures croissantes de monarque, ses exhibitions d'époux et de père, ses comportements africains, son milieu) et d'une activité constamment exercée au profit des privilégiés, bénéficiaires du système.

Raisons positives : j'attends de Mitterrand président des réformes immédiates concernant la fiscalité ; qu'il détruise et rende impossibles désormais ces inégalités monstrueuses qui font que d'aucuns s'assurent des revenus mensuels supérieurs à 50 000 F tandis que des millions de gens se débattent pour vivre avec des salaires dérisoires ; qu'il mette fin à ce scandale positivement intolérable d'une euphorie générale des banques à l'heure où la crise économique jette au chômage un nombre croissant d'infortunés.

2. Ce que je souhaite professionnellement ? Je n'oublie pas que j'ai appartenu, quarante ans, à l'Université ; et je souhaite que la gauche au pouvoir rende à l'Université, douée d'une large autonomie, sa fonction primordiale de recherche.

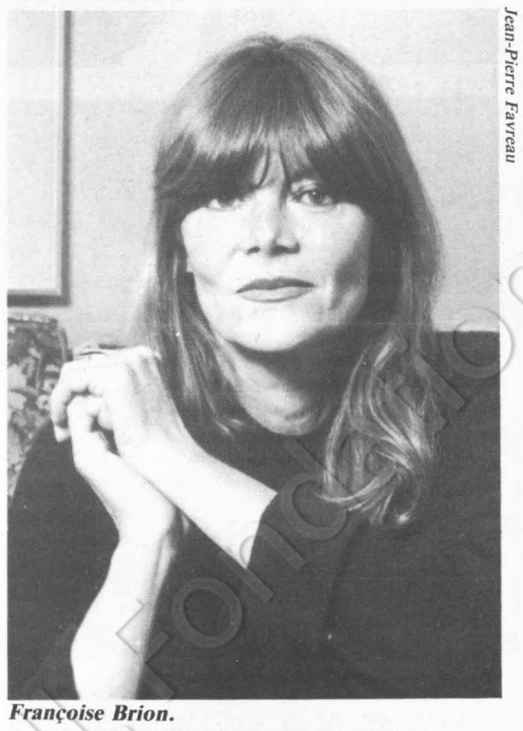
Attention : non pas seulement la recherche dite « scientifique », mais, en même temps, une recherche sérieuse et permanente de ce qu'est l'homme et de sa finalité (la grande idée, en somme, le premier souci d'un Jaurès).

Je souhaite, aussi, évidemment, que l'enseignement de l'Histoire soit strictement maintenu dans *tous* les établissements scolaires, afin que l'écolier et le lycéen sachent ce qui est arrivé, depuis ses origines, au peuple dont il fait partie.



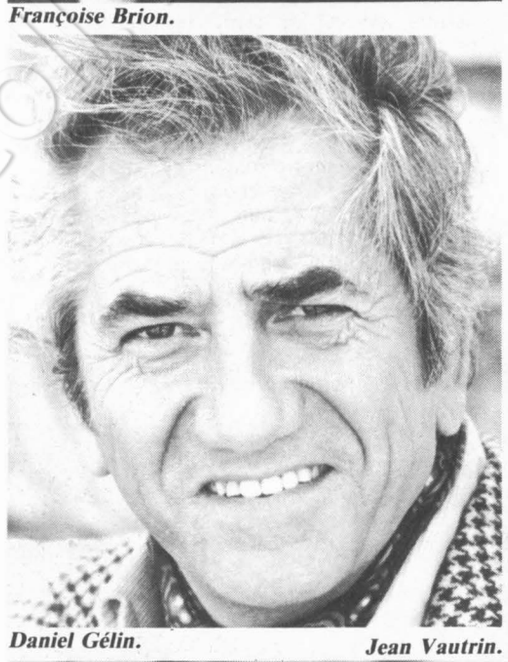
Pascal Lebrun

Paul Guimard.

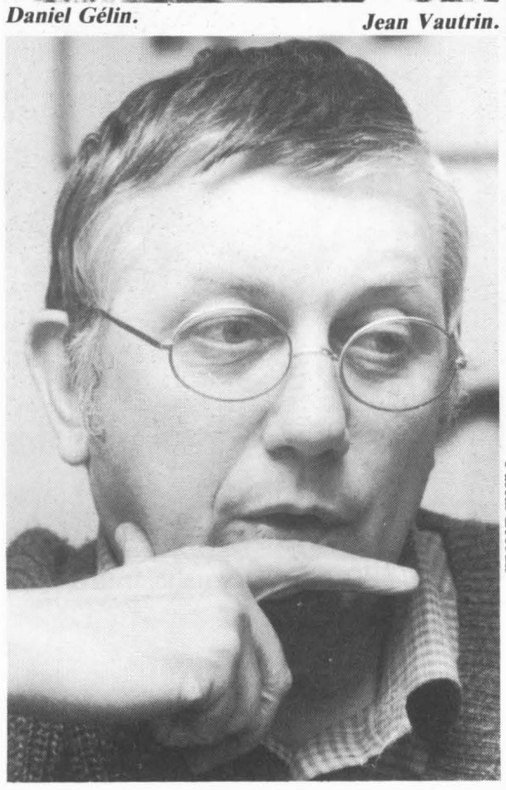


Jean-Pierre Favreau

Françoise Brion.



Daniel Gélin. *Jean Vautrin.*



Pascal Lebrun

MARCEL AMONT (chanteur)

1. Elevé dans un milieu très politisé, je suis très sensible à tout ce qui est politique. Elevé à gauche, je suis resté à gauche. Il n'y a là aucun conformisme, aucune désuète « fidélité à papa ». Ce sont mes analyses et réflexions personnelles qui m'ont conduit à m'ancrer à gauche. C'est un fait : il y a une gauche et une droite. C'est mon fait : je suis chez moi à gauche.

En 1981, je fais partie de ceux qui considèrent qu'une démocratie sans alternance n'est plus une démocratie. Quand des gens restent trop longtemps au pouvoir ils finissent par croire qu'ils ont un droit divin à y être et à y demeurer. Le 10 mai 1981, il faut que le jeu de l'alternance nous rende la démocratie.

2. Il faut que ça change dans la société française. Il faut aussi que ça change dans la politique culturelle. Il faut que la culture cesse d'être accaparée par quelques intellectuels, quelques nantis et quelques commerçants qui décident de tout. Il faut qu'on cesse de nous « promener » entre le prestige et le mercantilisme. Il faut qu'on cesse de nous faire croire qu'en dehors des monuments reconnus (Brassens et Ferré, par exemple, dans ma profession) il n'y a de place que pour la médiocrité. Il faut qu'on arrête de nous dire qu'il n'y a que Brassens et Sheila... et rien entre les deux ! Il faut arracher le « gâteau » aux petits malins qui se le gardent jalousement : les marchands et l'élite qui font semblant de s'ignorer, mais s'entendent en coulisses comme larrons en foire. Après vingt-cinq ans de ce double règne, il faut rendre la culture... aux cultures populaires, aux artistes populaires, au public populaire.

Je dis : « Il faut que ça change. » Je ne dis pas : « Il faut des charrettes. » Surtout pas ! Pas d'épuration ! Pas de démagogie non plus : ce n'est pas parce qu'ils auront « voté comme il faut » que quelques besogneux vont soudain devenir talentueux à l'heure du « Grand soir » ! Simplement, que tous ceux qui ont quelque chose à exprimer puissent le faire. Que ce droit ne demeure pas l'apanage de ceux qui ont de la chance ou du fric...

FRANÇOISE BRION (comédienne)

1. J'ai toujours eu et le cœur et la raison à gauche. Mais, aujourd'hui, il est plus urgent que jamais de le dire haut et fort. Parce que, comme l'a souligné Lionel Jospin au soir du 26 avril, avec Giscard d'Estaing on a eu droit à sept ans du régime le plus réactionnaire que la France ait connu depuis Pétain. Encore sept ans ? Ce serait trop affreux pour tout le monde !

De plus, pour moi, François Mitterrand est le seul homme politique français qui possède une stature d'homme d'Etat, qui ait un rayonnement international. Pour une raison évidente : il est le seul à être riche d'une vaste culture. Les autres ? Il suffit de les écouter..

2. Le cinéma français est menacé de disparition. Les maisons de la culture, les quelques-unes qui ont été construites, sont menacées de fermeture. Le rêve d'un fou du roi nommé Malraux a vécu. Le peu qui restait de ce rêve a été assassiné sous Giscard. Bref, la culture française est à l'agonie. Il faut refaire de la France un leader culturel. La première mesure s'impose d'elle-même : il faut d'abord augmenter le budget culturel de la France.

Dans le détail, il faut : rendre son rôle créateur à la télévision ; aider la musique et les arts plastiques, pour que les musiciens, les peintres et les scupteurs français ne soient plus obligés de s'expatrier pour vivre ; diminuer le taux de taxation sur le cinéma et le théâtre. Sinon, nous ne serons bientôt plus qu'une colonie de la culture américaine.

JEAN-LOUIS BERTUCELLI (cinéaste)

1 et 2. Pour moi, vos deux questions n'en font qu'une. Je ne suis pas homme de cinéma de telle heure à telle heure et citoyen le reste du temps. Ma vie personnelle et ma vie professionnelle ne me font qu'une seule et même existence. C'est pourquoi je lie tout : mes souhaits pour la société française et mes espoirs dans le cinéma. J'espère que le résultat de l'élection présidentielle permettra de transformer les structures sociales en France et donc de créer une situation nouvelle pour la culture. De quel changement s'agirait-il si on ne faisait rien pour la culture ?

Par manque d'argent au départ, le cinéma français a fini par manquer d'imagination à l'arrivée. Résultat : un cinéma appauvri dans tous les sens du terme. On ne fait plus de films, dans ce pays, que sur deux critères : la rentabilité et l'affluence du public ; ce qui revient à tuer toute créativité. Quand j'ai réalisé mon premier film, « Remparts d'argile », il existait encore des petits circuits de distribution qui permettaient à une œuvre de sortir dans une ou deux salles seulement. Aujourd'hui, ces circuits ont disparu ! Plus question de faire un premier film qui ne soit pas rentable ! Certes, le cinéma est à la fois un art et une industrie. Mais, ces dernières années, en France, l'industrie a nettement pris le pas sur l'art. Il faut prendre des mesures pour inverser la vapeur : elles font partie des changements que je voudrais voir se produire prochainement.

IGOR BARRERE (journaliste, producteur de télévision)

1. Par son histoire lointaine, la France est un pays de gauche. Par son histoire récente, elle se rattache à une profonde tradition socialiste. D'ailleurs, individuellement, nous vivons tous avec notre petit socialisme en nous. Mais, le socialisme, c'et d'abord une vie en communauté ; c'est quand les gens osent se regarder, se parler. Alors, il serait temps que chacun sorte de son petit univers socialiste individuel pour vivre enfin un socialisme communautaire. La victoire de François Mitterrand devrait déclencher le début de ce processus.

En faisant mon métier, je constate chaque jour que nous vivons dans une société d'inégalité, que pour une majorité de gens cette situation est vécue comme une véritable tragédie. Une autre administration que celle qui sévit aujourd'hui devrait amener une guérison progressive de cette maladie : l'inégalité. Pour moi, François Mitterrand est porteur de cette espérance : la fin des inégalités.

2. Il y a des talents d'auteurs, de journalistes, de réalisateurs... qui n'ont jamais pu s'exprimer à la radio et à la télévision : ou bien on ne les a même pas laissés entrer dans la maison, ou bien on ne leur a pas donné les moyens et la liberté de travailler. Parce que la radio et la télévision ont été annexées par un clan. Il faudait qu'un gouvernement de gauche rende ce service public à tout le monde. En évitant un écueil, évidemment : surtout que la gauche ne reproduise pas le système du régime actuel ! Qu'elle ne confie pas les médias à une minorité, fût-elle une minorité qui a été longtemps privée de tout droit d'expression ! On attend autre chose d'un gouvernement de gauche : qu'il instaure enfin réellement la liberté, le pluralisme et la diversité à la radio-télévision. Ainsi, la France se trouverait dotée de sa véritable force de frappe : la culture.

FRANÇOIS CHAUMETTE (comédien)

1 et 2. Je peux difficilement séparer mes espoirs professionnels de l'état de la société dans laquelle je vis. Mais, j'inverserais volontiers l'ordre de vos questions et de mes réponses. Car, ce n'est pas parce que j'appelle à voter pour François Mitterrand que je prends soudain conscience des problèmes de mon métier. C'est plutôt parce que mon métier, comme la société française, ne va pas très bien que je souhaite l'élection de François Mitterrand.

Depuis des années, j'assiste à une dégradation de la vie physique, morale et intellectuelle des Français. Il y a quelque chose de pourri dans le régime qui nous gouverne. Arrêtons de nous laisser contaminer par ce pourrissement. Mettons à l'ordre du jour un changement qui rendra la parole aux gens, qui construira une société plus juste et plus égalitaire. Et, dans le cadre de ce changement, donnons une grande place à la culture. Donnons-lui un grand ministère et les moyens qu'elle attend depuis si longtemps. 1 % du budget national, ce n'est tout de même pas astronomique ! Avec un vrai budget, on pourra enfin multiplier le nombre de troupes de théâtre dans le pays. Car il est parfaitement inadmissible qu'une troupe bien dotée comme la Comédie-Française n'existe qu'en un seul exemplaire !

C'est donc parce que j'attends ces modifications sociales et culturelles que j'ai apporté publiquement mon soutien à François Mitterrand. Parce que j'espère que François Mitterrand sera le président de tous ces changements. Cette espérance n'est pas nouvelle de ma part : j'ai soutenu toutes les candidatures unitaires de François Mitterrand. Ce faisant, mon adhésion ne va pas à l'individu en tant que tel, mais à l'incarnation d'une politique d'union. Je ne suis pas socialiste mais, quand je vois les têtes dont il s'est entouré et le langage qui se tient autour de lui, je dis que ces têtes-là et ce langage-là me chantent un peu plus que celles et celui qu'on nous sert depuis trop longtemps.

REGINE DEFORGE (écrivain, éditeur)

1. Un changement est absolument nécessaire dans ce pays. Pour la jeunesse, pour les intellectuels, seuls François Mitterrand et le parti socialiste peuvent incarner ce changement.

Il y a sept ans, en 1974, j'ai vécu le désespoir de certains intellectuels : ils ont vite donné dans le défaitisme. Aujourd'hui, les mêmes intellectuels se reprennent à espérer : ils sont comme regonflés. Ils étouffaient, il leur est arrivé un grand bol d'air. La France entière est un peu à l'image de ces intellectuels : elle est au bord de l'asphyxie, elle a besoin d'oxygène. Une victoire de François Mitterrand réanimerait tout le pays. Quand je dis « tout le pays », je le dis délibérément : si François Mitterrand gagne, l'horizon s'éclaircira bien au-delà des frontières de la gauche. Tout le monde se sentira plus fort pour affronter le quotidien. Chacun aura envie de participer à l'effort général.

Si le changement l'emporte, nous nous sentirons moins fragiles, plus maîtres de notre destin. La force de François Mitterrand ! Sans doute sa sincérité. Un sentiment plutôt rare chez les hommes politiques.

2. Sauvons le livre ! Sauvons les écrivains, les éditeurs et les libraires ! Une décision est attendue par tous avec impatience : l'abrogation de l'arrêté Monory qui a « libéré » le prix du livre. Après, il faudra s'attacher à d'autres réformes. Les rapports entre les auteurs et les éditeurs ont besoin d'être revus : ils fonctionnent, pour l'instant, sur le mode paternaliste ; les éditeurs décident seuls et traitent les auteurs comme des enfants. Il serait bon que cela change ! Il serait bon aussi que la liberté d'expression des écrivains soit définitivement garantie : il suffirait, pour cela, de supprimer ou de modifier un certain article de la loi qui permet toutes les censures, toutes les interdictions de livres.

YVAN DAUTIN (chanteur)

1. Y a pas le choix ! Ça urge ! En ces temps de loi « sécurité et liberté », de mainmise sur l'information, etc., en ces temps que j'appelle de « fascisme mou », on voit trop bien ce qui nous attend si on laisse faire. Il n'est pas encore trop tard pour se situer, pour dire dans quel camp on est. Il est juste temps avant qu'il ne soit trop tard. C'est maintenant ou jamais qu'il faut éviter le pire. Je ne suis pas un cynique qui s'en lave les mains. Je ne suis pas un « bof » en baskets. C'est pour ça que je dis clairement : c'est pas le moment de philosopher sur la couleur des cravates des candidats, c'est le moment pour chacun de choisir son candidat, donc son avenir.

2. Pas de blabla, des actes ! Pour la chanson, c'est facile. On connaît les décisions à prendre : abaisser le taux de T.v.a. sur les disques à 7 % ; diminuer les profits des éditeurs qui ramassent 50 % des droits mécaniques et 33 % des droits d'exécution publique sans rien faire ; réhabiliter une radio-télévision de service public et instaurer un véritable pluralisme qui propose un vrai choix au public : de Dalida à Jacques Higelin, l'éventail est vaste ! La chanson est pour l'instant entre les mains de la droite et des commerçants : de bons gros fromages. Le monopole Guy Lux c'est comme le monopole Hersant : un tiroir-caisse bien rempli et un instrument idéologique. Est-ce qu'on va accepter encore longtemps d'être pris pour des veaux et des vaches à lait ?

Se passer des hit-parades, donc. Mais, aussi, cesser d'être des potiches pour la partie de petits fours de Tartempion ou la messe annuelle de Duchenoque. A contrario, pourquoi la chanson ne prendrait-elle pas sa place dans l'aventure (à relancer) de l'action culturelle ?

DOMINIQUE ELUARD

1. La victoire de François Mitterrand me paraît être actuellement le seul espoir possible pour la gauche.

2. Quand j'ai un livre à acheter, je dois avouer que je n'ai pas le courage d'aller dans une grande surface, dans une librairie-supermarché. J'ai toujours envie de me rendre dans une petite librairie, de pouvoir parler avec le libraire. Va-t-on laisser complètement disparaître les petits libraires ? Si la gauche gagne, j'espère qu'elle va tout faire pour que le livre soit autre chose qu'une marchandise d'épicerie. J'espère qu'elle prendra des mesures pour que puisse survivre ces petits librairies qui, à la façon de celle d'Adrienne Monnier, ont toujours été de véritables centres culturels.

PAUL GUIMARD (écrivain)

1. J'appelle à voter pour François Mitterrand parce que je souhaite qu'il soit élu président de la République. Je le souhaite parce qu'il est le meilleur président possible. Il est le meilleur parce qu'il est humaniste et que nous avons assez vu les limites d'un regard purement technocratique sur les êtres et les choses. Parce que François Mitterrand a écrit que la politique n'occupe pas le premier rang de ses hiérarchies intimes et qu'il n'accorde pas à la politique les mêmes vertus créatives qu'à l'art. Parce que, pour François Mitterrand, le socialisme est un projet culturel. Parce que, pour toutes ces raisons, il est mon ami.

2. Je fais tout à fait confiance à François Mitterrand : il contribuera à changer la vie culturelle. Quand il sera élu, personnellement, en tant qu'écrivain, je ne serai pas un simple gadget qu'on pousse sur une estrade en période électorale. François Mitterrand donnera les moyens à tous les créateurs, dans toutes les disciplines de l'esprit, de travailler à autre chose qu'à la préservation du patrimoine. Il donnera à tous les moyens de créer le patrimoine de demain ; ce qui est vital si nous ne voulons pas voir notre civilisation mourir. Il y a, dans le projet culturel du parti socialiste, suffisamment de propositions pour justifier ma confiance.

J'ajouterai une autre raison à ma confiance, une raison d'écrivain : François Mitterrand est un homme de culture livresque ; il sera un protecteur de l'écrit.

CHRISTIAN IVALDI (pianiste)

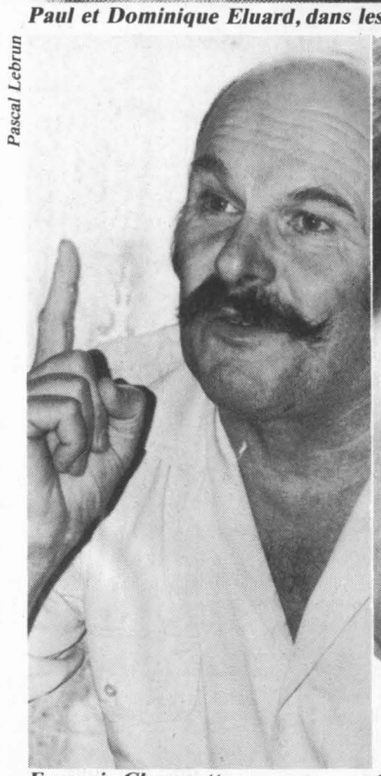
1. Depuis des années, mes souhaits sont presque entièrement les mêmes que ceux des socialistes.

2. Globalement, j'attends l'attribution à la culture du fameux 1 % du budget national, depuis si longtemps rêvé, toujours promis mais jamais donné. En tant que musicien, j'attends que soient mises en place : une sensibilisation à la musique dès l'école et une politique musicale d'ensemble qui ne soit plus une politique élitaire, ni une politique prestigieuse, ni une politique du « coup à coup », comme c'est le cas actuellement.



Paul et Dominique Eluard, dans les années cinquante.

Bernand

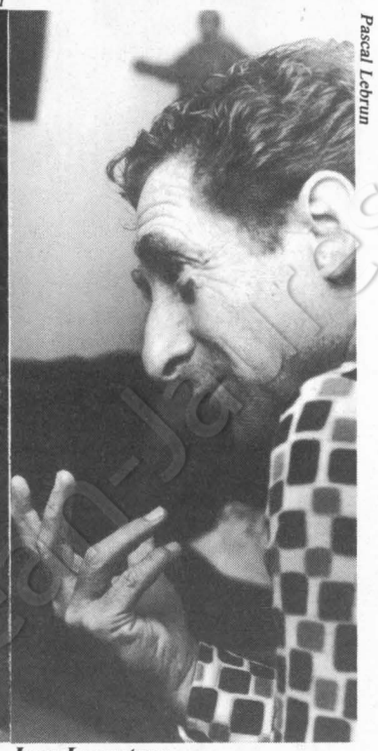


Pascal Lebrun

François Chaumette.



Christian Ivaldi.



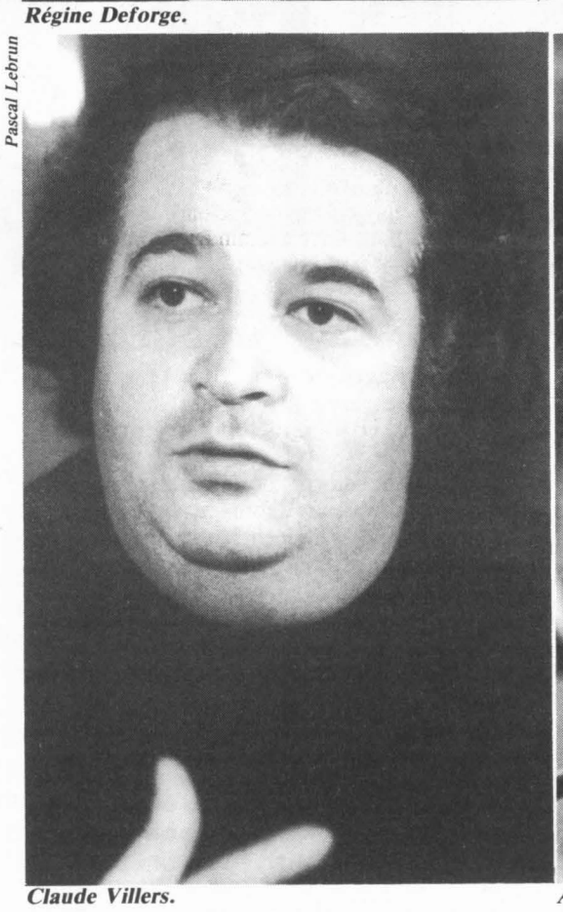
Pascal Lebrun

Jean Lacouture.



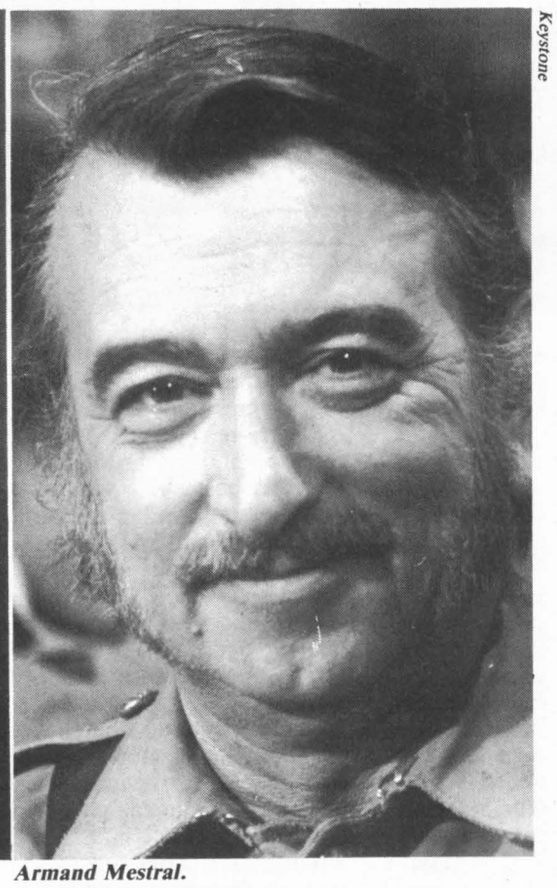
Sygma

Régine Deforge.



Pascal Lebrun

Claude Villers.



Keystone

Armand Mestral.

CLAUDE VILLERS (journaliste, producteur de radio et de télévision)

1. Je suis militant du parti socialiste depuis plusieurs années. Je crois que la démocratie c'est l'alternance. J'avais quatorze ans en 1958. Aujourd'hui, vingt-trois ans plus tard, ce sont toujours les mêmes qui sont au pouvoir ! La démocratie c'est comme un muscle : si on ne l'utilise pas, elle s'atrophie. Il faut un changement. Il y va de notre santé.

J'ai beaucoup de choses à reprocher au régime sortant. Il a foulé aux pieds le droit de vivre et de travailler, la justice, les libertés. Il a favorisé la concentration de la presse. Il a laissé Matra s'emparer d'Hachette. Il a sans cesse contrôlé l'information à la radio et à la télévision, sur toutes les chaînes de télévision (on l'a vu au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle), sur toutes les radios (ce n'est pas un hasard si la Sofirad a pris des intérêts dans les stations périphériques). Il a tenu un double langage : d'un côté, il a défendu le monopole de la radio-télévision ; de l'autre, il l'a combattu au moyen de R.t.l., R.m.c. et Europe.

1. Bref, Giscard a fait à son profit et au profit des siens tout ce qu'il reprochait aux gaullistes en 1974 : il a mis tous les médias d'information à sa botte. Ce ne serait pas moral qu'il s'en tire le 10 mai 1981. Il faut le sanctionner. Les Américains ont « viré » Richard Nixon pour moins que ça ! En 1974, Giscard a réclamé une moralisation de la vie publique. Faisons-lui ce plaisir : essayons une autre politique que la sienne !

2. Professionnellement, je ne revendique rien de plus qu'actuellement. En tant que producteur à la radio, je n'ai pas été censuré, je n'ai pas été brimé. Ce n'est pas le professionnel qui attend des changements, c'est le citoyen, celui qui se considère mal informé, celui qui n'accepte pas en dehors de son métier les atteintes aux libertés. Je ne suis pas Robespierre. Je ne demande aucune épuration, aucune mise à l'écart. Au contraire : si cela se produisait, je le dénoncerais.

VALERIE LAGRANGE (chanteuse)

1. Ce n'est pas un problème de personne. Je ne vénère pas particulièrement François Mitterrand. C'est un choix de camp. Je suis de gauche, je pense à gauche, je vote à gauche. Logique, non ?

2. Je ne crois pas au père Noël. Mais, on ne sait jamais... Un gouvernement de gauche sera peut-être enfin celui qui s'intéressera à la chanson... Je demande à voir.

ARMAND MESTRAL (artiste lyrique, chanteur, comédien, peintre)

1. Comment pourrais-je appeler à voter pour quelqu'un d'autre que François Mitterrand ? Je suis socialiste depuis tant d'années...

2. Il y a trente ans, quand la France ne comptait guère plus de quarante millions d'habitants, le nombre des comédiens et des artistes interprètes y était plus élevé qu'aujourd'hui alors que plus de cinquante millions d'âmes vivent dans l'Hexagone. La télévision y est pour beaucoup qui a volé une grosse part de son public aux spectacles vivants. Je ne vois qu'un moyen pour compenser cet effet néfaste : que l'Etat fasse un effort financier considérable pour la culture, pour tous les secteurs culturels, donc pour le spectacle vivant. En un mot, que le budget de la culture atteigne enfin 1 % du budget de la nation. Même si l'on doit prendre, par exemple, cette petite enveloppe sur l'énorme enveloppe du budget de la défense.

JEAN VAUTRIN (romancier, scénariste-dialoguiste de cinéma)

1. Si François Mitterrand était élu, je serais fou de joie. Pas seulement par tradition familiale : mon grand-père, mineur, était déjà socialiste au début du siècle. Surtout parce que j'en aurais, parce que nous en aurions fini avec la sinistre société à la Giscard. Quel désastre, ce néo-féodalisme subi pendant sept années ! Quelle médiocrité ! En sept ans, on a embrigadé les esprits, on a endormi les forces vives, on a rendu moutonniers ceux qui étaient combatifs, on a imposé la bassesse des stéréotypes déversés par les médias. On a tenté de transformer les Français en un troupeau de gens bien élevés, bien pensants, bien indifférents. Heureux ceux qui ont résisté ! Heureux ceux qui se réveillent enfin ! Ah ! foutre en l'air ce juste milieu, cette prudence, cette trouille endémique...

2. Je compte sur un président socialiste pour que la vie redevienne possible, éclatante, libre. Je compte sur François Mitterrand pour qu'il laisse jaillir, contre tous les passéismes, une culture, pour reprendre son expression, « d'ici et de maintenant ». Que revienne le temps des audacieux, des initiateurs et de polémistes ! Qu'on en finisse avec les modèles et les artistes officiels ! Qu'on libère l'esprit critique ! Qu'on n'ait plus peur des idées nouvelles ! Qu'on retrouve des généreux à la Zola ! Qu'on favorise une « culture de comportement », loin de la phraséologie pseudo-littéraire, loin du ronron et du méli-mélo, une culture qui s'empare des cassettes, de la vidéo, de la B.d. ! Qu'on se débarrasse des vieilles institutions qui nous encombrent comme autant de pissotières désaffectées ! Qu'on libère la radio et la télévision ! Qu'on multiplie les journaux ! Qu'on multiplie les publics ! Qu'on prenne enfin des risques ! Parce que la démocratie, c'est le risque...

Mon vote et mon écriture, c'est pareil : j'écris des histoires d'aujourd'hui et je voudrais vivre une vie d'aujourd'hui, une vie, j'insiste, « d'ici et de maintenant ». Concrètement, on sait ce qu'il y a à faire : pour le cinéma, rétablir les primes à la qualité et les aides ; pour le livre, se débarrasser de l'arrêté Monory et empêcher la mainmise des trusts sur l'édition, etc. Bref, il s'agit de faire tomber les rats accrochés aux mâts du bateau des privilégiés ; en évitant soigneusement de remplacer ces privilégiés par d'autres privilégiés... Si on ose le faire, si François Mitterrand permet de le faire, alors la France sera peut-être cet endroit dont on dira : « Ici on peut écrire. Ici, on peut dire. Ici, on peut faire. Librement. » ●

Coll. Fondation Jean Jaurès

IRLANDE - ESPAGNE

Le duo infernal a encore frappé

Provocation et répression se nourrissent et se chérissent : couple qui se déchire sans jamais pouvoir se séparer

PAR GILBERT SANS

LE monde ne va pas bien. Dominée par les deux grands blocs antagonistes pour lesquels seul compte le rapport de forces, la planète est ravagée par les conflits locaux, nationaux ou internationaux : guerres et guérillas, terrorismes et crimes d'Etat.

L'Europe échappe moins que jamais au phénomène. De l'Espagne à l'Irlande l'actualité politique de cette semaine le confirme amplement.

A Belfast — la raison de l'Etat britannique triomphant de l'humaine raison — ils ont laissé mourir Bobby Sands, le jeune député catholique irlandais. Au risque de voir une nouvelle flambée de violence — difficilement contrôlable — ensanglanter la verte Ulster.

Faut-il cruellement rappeler que Bobby Sands et ses camarades — quelle que soit leur cause — ne réclamaient jamais que le statut de prisonnier politique ? Oui, seulement cela, et non pas l'évacuation des troupes anglaises d'occupation, ni même une amnistie générale, encore moins que cesse la misère du peuple. La dignité politique du prisonnier... aujourd'hui, au royaume de Sa Très Gracieuse Majesté, cela mérite la mort. « Aussi hauts que soient leurs trônes, rappelait déjà Shakespeare, les rois n'y sont jamais assis que sur leur cul. » La raison humaine, voire la simple pitié, Mme Thatcher s'est assise dessus, forte d'un présumé soutien de la classe politique et de l'opinion.

Madame le Premier ministre aura été patiente. Il lui aura fallu attendre plus de soixante jours pour que, décharné, aveugle, inconscient, Bobby Sands daigne — à tout jamais — rendre ses armes. Combien de nuits, combien d'heures de sommeil, combien de rêves reste-t-il à cette « dame de fer » avant que les trois autres prisonniers républicains irlandais en grève de la faim — Francis Hugues a dépassé les cinquante jours et touche déjà au point de non-retour — ne le rejoignent ?



Dans les rues de Belfast après l'annonce de la mort de Bobby Sands.

A.f.p.



A.f.p.



Margaret Thatcher.

Sygma

Chacun connaissait pourtant le prix de cette mort : aujourd'hui, demain, quand les vraies balles remplaceront les balles en plastique dans les fusils des 13 000 soldats britanniques, pointés sur les enfants de Londonderry.

Mme Thatcher a fait cadeau d'un martyr aux combattants de l'Ira. Dès lors, on voit mal comment les appels au calme de toute provenance pourraient être entendus. Le drame commence toujours dans l'histoire quand l'homme, à qui on veut dérober son avenir, n'a plus que ses propres chaînes et sa propre vie à perdre. Qui est le véritable terroriste ? Où est passé, à Londres, Belfast et Dublin, la dignité publique qui caractérise distinctement une démocratie ?

Terrorisme et contre-terrorisme sont comme deux tricheurs accoudés à la même table de poker. Les colts parlent de temps en temps. Un des tricheurs tombe, mais plus souvent encore les simples témoins ou badauds. Provocation et répression se nourrissent et se chérissent l'une l'autre : couple infernal qui se déchire sans jamais pouvoir se séparer. En fin de compte, les faux partisans de l'ordre et de la sécurité, comme ceux de la stratégie de la tension et de la déstabilisation, s'entendent fort bien pour maintenir le monde en l'état médiocre où il est. Et les peuples à leur place, c'est-à-dire en bas, dans la souffrance et la misère.

La politique jusqu'au-boutiste des conservateurs britanniques en Irlande n'inspire plus guère que le dégoût justifié aujourd'hui et l'inquiétude légitime pour demain.

Au sud de notre continent, l'Espagne tremble à nouveau depuis que les Grapo ont revendiqué les récents assassinats commis à Madrid et à Barcelone. L'inquiétude est à son comble.

Avant, déjà, la rue comme les salles de rédaction fourmillaient de nouvelles alarmistes sur ce qui se tramait derrière les hauts murs de barbelés des casernes ; à l'abri du regard impur des civils. Les Grapo ont particulièrement choisi leur moment pour frapper. Leur moment et leur cible : parmi les victimes, un général, ancien porte-parole du ministre de la Défense.

Les Grapo... Il n'est que des terroristes d'extrême gauche pour se baptiser « Groupes révolutionnaires antifascistes du 1er octobre ». Naïfs que nous sommes ! Voilà bien longtemps que ces révolutionnaires ne préparent plus la révolution. Le pedigree néo-maoïste cache mal la très secrète réalité d'aujourd'hui. Pour nombre d'observateurs — et pas seulement ceux de la gauche — les Grapo ne sont plus que le paravent commode d'activistes et de réseaux parapoliciers. Premier objectif atteint : hier les casernes espagnoles murmuraient — c'est dans les habitudes —, aujourd'hui elles grondent et bourdonnent. Chaque jour les rumeurs d'un possible nouveau coup d'Etat se font plus insistantes et ne relèvent pas toutes du fantasme.

Pratiques, les Grapo ! On les croit disparus et hop ! un coup de baguette magique : les revoilà « auréolés » du sang d'un général en retraite. Pour qui ? Pour quoi ? Qui veut étrangler ce qui reste encore de la démocratie espagnole post-franquiste ? Où est la morale politique d'un chef de gouvernement, fils de grande famille, qui préfère s'afficher avec des sympathisants de l'extrême droite plutôt que d'accepter la constitution d'un gouvernement d'ample majorité bénéficiant enfin du soutien décidé de toute la population, face aux menaces factieuses ?

On voudrait croire la France à l'abri. C'est oublier un peu vite — d'Henri Curiel à Laïd Sebaï, des casseurs « professionnels » des fins de manifestations syndicales à la rue Copernic — les nombreux attentats et provocations dont les auteurs demeurent curieusement inconnus et donc impunis.

C'est assez dire que le mal qui ronge nos voisins — Irlande, Espagne, Italie... — peut demain, sous certaines conditions, devenir notre lot quotidien. Ici comme ailleurs, régler son compte au terrorisme, à la peur, à l'insécurité, c'est d'abord faire justice et affronter les problèmes réels de la société, des plus défavorisés, de tous les recalés du progrès. Le capitalisme — libéral ou pas — porte en lui la peur et l'insécurité, « comme la nuée porte l'orage ».

A Madrid comme à Rome, à Londres comme à Paris, gouverner grâce au sentiment de la peur et à la montée des pulsions irrationnelles peut, demain, conduire tout simplement au pire. Les castes des privilégiés y sont-elles prêtes pour maintenir leur pouvoir dans plusieurs pays d'Europe ?

Contre les fausses démonstrations de force à la Thatcher, les compromissions à la Calvo Sotelo, une nouvelle morale politique s'impose, pour chasser les marchands du temple.

C'est aussi ce qui est en jeu, ici et maintenant. ●

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325